# les capitalistes de la distribution
## contre petits commerçants et consommateurs

voir notre dossier p.11 à 14


# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°489 - 14 janvier 1978 - prix : 4 F


**AFRIQUE :**

**le colonialisme français n'est pas mort.**

p. 24

# MARCHAIS : LES ESPOIRS DES TRAVAILLEURS CONTRE DES SIEGES DE MINISTRE

## LUTTE OUVRIERE dans la campagne des Législatives

# sommaire

## ▶DANS LE MONDE


Page 9 :
— **Tunisie : démagogie syndicale... et calculs politiques.**
— **Allemagne fédérale : 64 millions de suspects.**
— **Bolivie : la dictature en état d'alerte.**
Page 10 :
— **Italie : Berlinguer hausse le ton... mais reste l'otage de la Démocratie Chrétienne.**
Page 24 :
— **Afrique : le colonialisme français n'est pas mort.**


## ▶EN FRANCE


Pages 4 et 5 :
— **PCF et PS iront séparément aux élections : fausses querelles et vrais calculs.**
— **25 % des voix pour gérer la crise à 100 %.**
Page 6 :
— **Chômage des jeunes : les patrons sont contents d'eux.**
— **Les stages pratiques en entreprise... pratiques pour les patrons.**
Page 7 :
— **Promesses et grosses ficelles : Barre ouvre le crique électoral.**
Pages 16 et 17 :
— **Pourquoi il n'y a pas d'accord électoral entre Lutte Ouvrière et la LCR, l'OCT et les CCA.**
Page 15 :
— **Souscription pour les candidatures Lutte Ouvrière.**
Page 18 :
— **Grève de la faim dans les prisons : les « quartiers de haute sécurité » en question.**
Page 19 :
— **Babcock (La Courneuve) : la politique du dernier quart d'heure avant les licenciements.**
— **Eppevile (Somme) : l'exploitation des travailleurs saisonniers.**
Page 20 :
— **Dans les entreprises : Michelin (Clermont-Ferrand et Cholet) ; Massey-Ferguson (Lille).**


## ▶DOSSIER


PAGES 11 A 14 :
**PETITS COMMERÇANTS ET TRAVAILLEURS, VICTIMES DES CAPITALISTES DE LA DISTRIBUTION :**
— **Une rationalisation au profit exclusif des capitalistes.**
— **Gagner les voix des petits commerçants aux élections ou en faire des alliés dans la lutte.**


## ▶DIVERS


Page 21 :
— **Gicquel ne dit pas ce qu'il pense, mais pense-t-il ce qu'il écrit ?**
— **Livres :** Les Palestiniens, un peuple ; Vil'e sans pitié ; Le sang des Atrides.
Page 22 :
— **Films :** Barberousse, **d'A. Kurosawa ;** La part du feu, **d'E. Périer ; 19 films sur le thème de l'incacération et de l'internement.**
Page 23 :
— **Aux Dossiers de l'écran : la traite des Noirs... et ses vraies racines.**


**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes .**


Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-48-28
4 ter, rue du Boulol, Paris (1er)
Impression : OMNI-PRESSES
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10




LEÇONS DU PASSÉ :

# Janvier 1923, l'occupation de la Ruhr

# Quand le Parti Communiste combattait nationalisme et militarisme

Le Parti Communiste ne s'est pas toujours fait le champion du chauvinisme, de la défense nationale, de l'hostilité aux « revanchards » allemands comme il a pu le déclarer il y a quelques mois encore, en protestant contre l'armement nucléaire dont pourrait disposer la République Fédérale Allemande.

Il proclamait au contraire : **« Pas un homme, pas un sou pour le militarisme... pour la défense intérieure ou extérieure de l'Etat bourgeois... »** et **« A bas la défense nationale ! »** lorsqu'en 1923, il s'adressait aux travailleurs et aux troupes françaises qui, le 11 janvier, avaient pénétré en territoire allemand et commencé l'occupation de la Ruhr.

## Les communistes contre l'occupation

C'est un véritable dépeçage organisé de l'Allemagne et de ses richesses que censure le Traité de Versailles, diktat imposé à la fin de la guerre de 1914-1918, à un pays vaincu, exsangue. Parmi les nombreuses causes de ce traité que doit honorer l'Allemagne, l'une précise qu'elle doit verser, à titre de réparations, un milliard de marks-or et livrer régulièrement des fournitures diverses ainsi que des matières premières agricoles et industrielles à la France et à la Belgique. Contre l'Allemagne incapable de faire face à ces exigences, le gouvernement Poincaré prend alors prétexte de la non-fourniture de 130.000 poteaux télégraphiques et du retard dans les livraisons de charbon pour procéder à l'occupation du bassin minier le plus important de l'Allemagne, la Ruhr, afin de mettre la main sur le charbon. Le 11 janvier 1923, les troupes belges et surtout françaises, franchissent la frontière. Cette occupation qui allait durer jusqu'en juin 1924, mobilise jusqu'à 80.000 hommes de troupe.

Dès les premiers moments de l'occupation, **l'Humanité** proteste vigoureusement et titre : **« Evacuez la Ruhr ! »**, dénonçant la collusion entre capitalistes allemands et français qui dissimulent leurs coffres-forts **« sous une épaisse couche de peinture aux couleurs nationales » ; « En fin de compte (...) il s'agit de décider (...) combien de millions seront cédés à Loucheur, Schneider et Cie sur les bénéfices réalisés par l'exploitation des mineurs allemands de la Ruhr et combien seront accordés en échange à Stinnes, Thyssen et Cie sur les profits non moins scandaleux assurés par l'exploitation des mineurs lorrains ».** (L'Humanité du 23-1-23.)

## Face au nationalisme, vive l'internationalisme !

L'occupation est ressentie d'autant plus durement par la population qu'elle intervient dans un contexte de crise économique, sociale et politique profonde. Le gouvernement allemand est incapable de faire face à une inflation qui, au cours de l'année 1923, devient catastrophique. Le mark ne vaut plus rien, au point qu'au 1er décembre 1923, il faut timbrer à un milliard de marks une carte postale ! Des millions de travailleurs sont réduits au chômage et ceux qui ont le privilège d'avoir du travail subissent le lourd poids de l'inflation : il faut 10 heures de travail pour acheter une livre de margarine. Des fractions de plus en plus importantes de la petite-bourgeoisie sont, elles aussi, ruinées.

Dans un tel contexte, l'occupation de la Ruhr fournit aux groupes d'extrême-droite, et au jeune parti nazi de Hitler en particulier, un terrain d'agitation nationaliste privilégié. En France, le Parti Communiste met en garde : **« Ne faisons rien qui incite les travailleurs (français ou allemands) à former pour quelque raison que ce soit, le front unique, l'union sacrée avec la bourgeoisie ».** Dès la fin janvier, un **« Comité Central d'Action »** contre l'occupation est constitué. Il multiplie les déclarations : **« L'occupation de la Ruhr constitue une provocation flagrante. Il faut évacuer immédiatement la Ruhr et les territoires occupés ». « L'union des ouvriers et soldats des deux pays, l'union internationale de tous les travailleurs, réalisée dans la fraternité de classe, doivent sauver la paix du monde mise en péril ». « A la guerre, fauteur d'asservissement et de misère, opposons la préparation de la révolution libératrice des prolétariats. Classe ouvrière française ! Pour la patrie et la défense nationale, on t'appellera demain et tu marcheras, crèveras pour les chevaliers d'industrie... ou alors, consciente de ton rôle, de ta force organisée, l'ordre de mobilisation effective de plusieurs classes marquant le point de départ du véritable danger de guerre, sera pour toi le signal de la grève générale. »** (L'Humanité, 26 janvier 1923.)

Tels sont les termes et le ton de **l'Humanité,** tels sont les axes de propagande que défendent tout au cours de l'année 1923, les militants du Parti Communiste qui ne s'appelait pas encore « Français » mais section française de l'Internationale Communiste fondée par Lénine.

## Un soldat reste toujours un travailleur !

Tandis qu'à travers toute l'Allemagne la mobilisation ouvrière se développe pour atteindre, au milieu de l'année 1923, dans certains centres urbains l'ampleur d'un véritable mouvement révolutionnaire, dans la Ruhr occupée, malgré le quadrillage de la troupe, les manifestations et les grèves ne cessent pas. Les soldats, envoyés contre les ouvriers, tirent à plusieurs reprises. Le 20 avril, i's font neuf morts et une centaine de blessés dans les rangs des travailleurs. Du côté français de la frontière, les grèves se développent également chez les mineurs de Lorraine, de Moselle, contre lesquels la troupe est envoyée. C'est aux soldats que **l'Humanité** s'adresse alors vigoureusement : **« Camarades soldats ! N'oubliez pas qu'un ouvrier ne doit jamais user de son arme contre d'autres ouvriers même s'il est provisoirement revêtu de l'uniforme militaire »** et donne pour consigne aux communistes : **« Eclairez partout autour de vous vos camarades de travail. Montrez-leur que la cause des ouvriers allemands est aussi la vôtre et qu'elle est aussi celle du prolétariat international » (...) « Commencez à organiser l'agitation contre l'emploi des baïonnettes françaises dans la Ruhr. »** (L'Humanité, juin 1923.)

Aux menées de l'impérialisme français dans la Ruhr, à l'œuvre de pillage des bassins miniers organisée par le gouvernement français pour le meilleur profit des magnats de l'industrie, **l'Humanité** de l'époque ripostait par les appels à la solidarité ouvrière, à l'internationalisme prolétarien. Elle n'avait pas de mots assez durs pour fustiger l'occupation de la Ruhr et la dénoncer comme le premier épisode d'une seconde guerre mondiale.

Il est vrai qu'en 1923 le Parti Communiste était encore un parti révolutionnaire.

**Lucienne PLAIN**


## Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**
**pour une période de un an : prix : 120 F**
**pour une période de six mois : prix : 70 F**

**LUTTE DE CLASSE**
**pour une période de un an : prix : 50 F**
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

**CEUX DU TECHNIQUE**
**pour un période de un an : prix : 10 F**
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

**Ci-joint la somme totale de : francs** .....
. . . . . .

NOM : . . . . . .
. . . . . .
Prénom : . . . . . .
. . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Code postal : . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

*Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

(1) Rayer les mentions inutiles.

éditorial

# LUTTE OUVRIÈRE DANS LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES

AINSI que nous l'avions annoncé, Lutte Ouvrière présentera des candidats dans la campagne des législatives. Il nous apparaît en effet essentiel que dans cette campagne où se multiplient les faiseurs de promesses, les marchands d'illusions et ceux qui les suivent, il y ait des travailleurs clairvoyants pour dire le plus clairement et le plus efficacement possible que ce qui compte, ce ne sont pas les élections mais ce qui suivra les élections.

Car ce qui suivra les élections n'a rien à voir avec les promesses et les programmes. Ce qui suivra les élections, c'est la continuation de la crise et la volonté obstinée de la bourgeoisie de la traverser sans rien y perdre, en faisant payer les frais de l'inflation et du chômage aux classes laborieuses. Car quelle que soit l'issue du scrutin, la bourgeoisie gardera sa puissance économique, son empire sur les institutions et les hommes. Elle restera maîtresse de l'administration, de l'armée, de la police, elle fera la loi dans les conseils d'administration comme dans la conduite des affaires nationales. Aucun gouvernement de gauche ne s'opposera à elle, car aucun gouvernement de gauche n'est prêt à s'en prendre aux forces conservatrices qui la soutiennent. Le ralliement tout neuf du Parti Socialiste à la force de frappe et à la bombe atomique montre à ceux qui se seraient laissés abuser par sa démagogie, que, au même titre que le Parti Communiste, il cherche à plaire et à ménager ces forces et pas à les mettre hors d'état de nuire.

Ainsi quel que soit le résultat des élections, que la gauche l'emporte ou que la droite se maintienne, les travailleurs auront à se battre, en cette période de crise, s'ils veulent enrayer la dégradation de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie.

Si la droite l'emporte, la classe ouvrière risque de connaître une terrible démoralisation car, pendant des années, les partis ouvriers et les organisations syndicales lui ont dit que le changement nécessaire ne viendrait que par les élections.

Si les élections n'amènent aucun changement, les mêmes lui diront alors que c'est la faute à ceux qui ont mal voté et qu'il faudra encore attendre les prochaines présidentielles.

Mais si la gauche l'emporte, la classe ouvrière aura de toute façon à se battre et dans des conditions morales difficiles, car elle aura à affronter ceux qu'elle considère aujourd'hui comme ses alliés ou ses défenseurs. Elle aura à lutter malgré les partis ouvriers ou les bureaucraties syndicales qui freineront de toutes leurs forces, soi-disant pour ne pas compromettre l'unité gouvernementale. Elle aura à se battre, car ses faux amis ne pourront pas, en période de crise, servir deux maîtres à la fois, ils ne pourront pas défendre à la fois les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts des travailleurs. Et comme ils l'ont déjà fait dans le passé, en pareil cas, ils abandonneront la cause ouvrière par souci de responsabilité vis-à-vis de la bourgeoisie.

C'est pourquoi les candidats de Lutte Ouvrière dans cette campagne avertiront les travailleurs, les aideront à prendre conscience de leur force, les éclaireront sur la politique des partis qui se réclament abusivement d'eux.

Ils affirmeront que le destin de la classe ouvrière ne se trouve pas dans les urnes mais dans la détermination et le courage de millions d'ouvriers prêts à refuser les sacrifices à sens unique que l'on veut leur imposer.

Pour nous, cette campagne électorale n'est rien en elle-même, elle ne compte que parce qu'elle aidera à préparer les luttes de demain.

Par nos interventions, nous montrerons à tous ceux qui refusent la résignation ou l'illusion trompeuse qu'ils ne sont pas isolés et impuissants, mais qu'ils peuvent, au contraire, être une force, un courant qui comptera pour l'avenir. Les élections permettront de mesurer le poids de ceux qui, dans ce pays, sont des électeurs de gauche mais qui sont conscients, qui refusent la politique de compromission du PC et du PS et qui tiennent à dire d'avance et le plus clairement possible qu'ils s'y opposeront.

Et plus ils seront nombreux, plus leur geste politique aura d'influence. C'est le sens des candidatures de Lutte Ouvrière.

Arlette LAGUILLER

# Les 114 premiers candidats de Lutte Ouvrière : des femmes, des jeunes, des travailleurs

Voici une première liste de candidats que Lutte Ouvrière présentera lors des prochaines élections législatives.

Ces 114 camarades sont tous des salariés. Parmi eux, on compte cinquante-neuf femmes, ce qui est d'ores et déjà un nombre égal à celui des candidates titulaires présentées par le PCF (sur 474 candidats) et certainement plus que le total des candidates présentés par l'ensemble des autres partis.

Ces candidats tranchent également par leur jeunesse sur ceux des autres partis, même ceux de gauche : soixante-quatorze d'entre eux, soit 65 %, ont moins de 30 ans, trente-cinq autres soit 31 %, ont entre 31 et 40 ans, cinq ayant 41 ans et plus.

La majorité est formée de salariés de l'industrie. On compte une grosse majorité d'ouvriers (vingt-sept, soit 24 %) et d'employés (quarante, soit 35 %). Vingt-et-un sont agents techniques ou techniciens, soit 18 %. Cette liste comporte enfin douze enseignants (11 %), onze agents hospitaliers ou infirmiers (10 %), une assistante sociale une sage-femme et un retraité.

Cette première liste montre que les candidats de Lutte Ouvrière ne trancheront pas seulement par ce qu'ils diront, mais également par le fait qu'ils sont issus des catégories de la population qui ne sont pas, ou très peu, représentées parmi les candidats des autres partis : des femmes, des jeunes, des travailleurs.

Aisne : 1re circonscription : N. BRULEZ ; 3e : D. PALACIO. Allier : 3e : Y. COSTES ; 4e : M-C. BOURRY. Aube : 1re : : C. VALLEROY ; 2e : A. COUSIN ; 3e : M. REBEAUX. Charente : 1re : M. DEBŒUF ; 3e : R. NOULAUD. Charentes-Maritimes : 3e : A. COTTEREAUX ; 4e : C. EGASSE. Cher : 1re : C. CORDAT ; 2e : J-J. PRODHOMME ; 3e : O. QUIVIGER. Corrèze : 1re : M. JOUANNIN ; 3e : M. MORATILLE. Creuse : 1re : J-J. LACARRERE ; 2e : C. DUMON. Dordogne : 3e : A. RUSSIER ; 4e : J-F. MAS. Doubs : 2e : C. DRIANO. Eure : 2e : M. SALA. Eure et Loir : 1re : L. LANCHON. Haute-Garonne : 4e : R. ROIG ; 5e : H. MORVAN ; 6e : G. CUMERLATO. Gironde : 2e : G. BARTHELEMY. Indre : 1re : J-P. SCAGLIA ; 2e : S. CERVEAU ; 3e : F. BENSUSSAN. Indre-et-Loire : 1re : C. SORNIN ; 2e : M. BODRY. Isère : 4e : R. CALMEL. Jura : 1re : E. FOUCHET ; 2e : M. MILLEROT. Loir-et-Cher : 2e : C. BEDU ; 3e : N. LHERON. Loire : 4e : J. LACAILLE ; 6e : M-J. DEFRANCE. Haute-Loire : 1re : L. LANCTEAU ; 2e : G. ABELLAN. Loire-Atlantique : 6e : E. CHERBLANC. Loiret : 1re : C. HAUCHERE ; 3e : A. CASSIN. Lot : 1re : L. DEGORGE ; 2e : D. MOUMINOUX. Lot-et-Garonne : 3e : J. FORNI. Lozère : 2e : S. BURTE. Manche : 2e : P. BIVILLE. Marne : 2e : F. MIARD. Haute-Marne : 2e : C. BOUTON. Moselle : 3e : A. JOLIVET ; 5e : S. SAPIN. Nièvre : 1re : G. LEMOINE. Nord : 2e : D. WAILLY ; 11e : J. SIX ; 12e : D. GUIDON ; 13e : F. LE HIR ; 15e : J. GUENEGAN ; 20e : P. GUERY ; 21e : M. PODGORNY. Oise : 1re : M. BRETON ; 3e : M-C. BAUDRIN ; 5e : A. MECHIN. Orne : 2e : E. OLIVIER. Pas-de-Calais : 2e : J-J. CAMPINI ; 11e : A. LEFEBVRE ; 12e : J. DUBOIS ; 14e : M. SUNER. Puy-de-Dôme : 1re : M. PAYET ; 2e : D. SEGUY ; 3e : R. SIMONET ; 4e : A. LAGUILLER ; 5e : J-C. VRAIN. Bas-Rhin : 1re : G. BAUER ; 2e : P. MORINAUD. Saône-et-Loire : 4e : P. ZANKOC. Sarthe : 3e : G. BELIER ; 5e : P. BUA. Seine-Maritime : 5e : D. DIEUDONNE ; 10e : G. LAPEYRE. Deux-Sèvres : 1re : N. POUPINOT ; 2e : P. GERVAISEAU. Somme : 2e : J. DERUE ; 4e : M. PERNOT ; 5e : S. LEBALCH. Tarn : 2e : C. CAUQUIL ; 3e : C. SEGERS. Tarn-et-Garonne : 2e : J. SANTI. Vienne : 3e : A. ROULAUD. Haute-Vienne : 2e : C. ROUSSIE ; 3e : M. HERNANDEZ. Vosges : 2e : P. ANDRE ; 3e : D. CARRAT. Territoire de Belfort : 2e : E. LACAILLE. Paris : 7e : C. CRUNIL ; 13e : S. CANAULT ; 14e : F. GUIKOVATY ; 16e : M. GODDE. Yvelines : 3e : S. GUEROULT ; 5e : B. HEROUT ; 7e : D. BENARD. Essonne : 1re : Y. THORAVAL. Hauts-de-Seine : 1re : P. CHAZE ; 2e : D. NOGRETTE ; 3e : A-M. SCHARTZ ; 11e : M. VILLANUEVA. Seine-Saint-Denis : 3e : R. SZPIRKO ; 5e : J-L. GAILLARD ; 7e : A. BORDES ; 8e : Y. GUILLEMOT. Val-de-Marne : 2e : D. RICHE ; 3e : R. LEGALL. Val-d'Oise : 5e : G. VALENTINO.

# Arlette Laguiller, candidate dans la 4e circonscription du Puy-de-Dôme

C'est dans la quatrième circonscription du Puy-de-Dôme, les arrondissements de Thiers et d'Ambert, que notre camarade Arlette Laguiller et son suppléant Gérard Aubry représenteront Lutte Ouvrière.

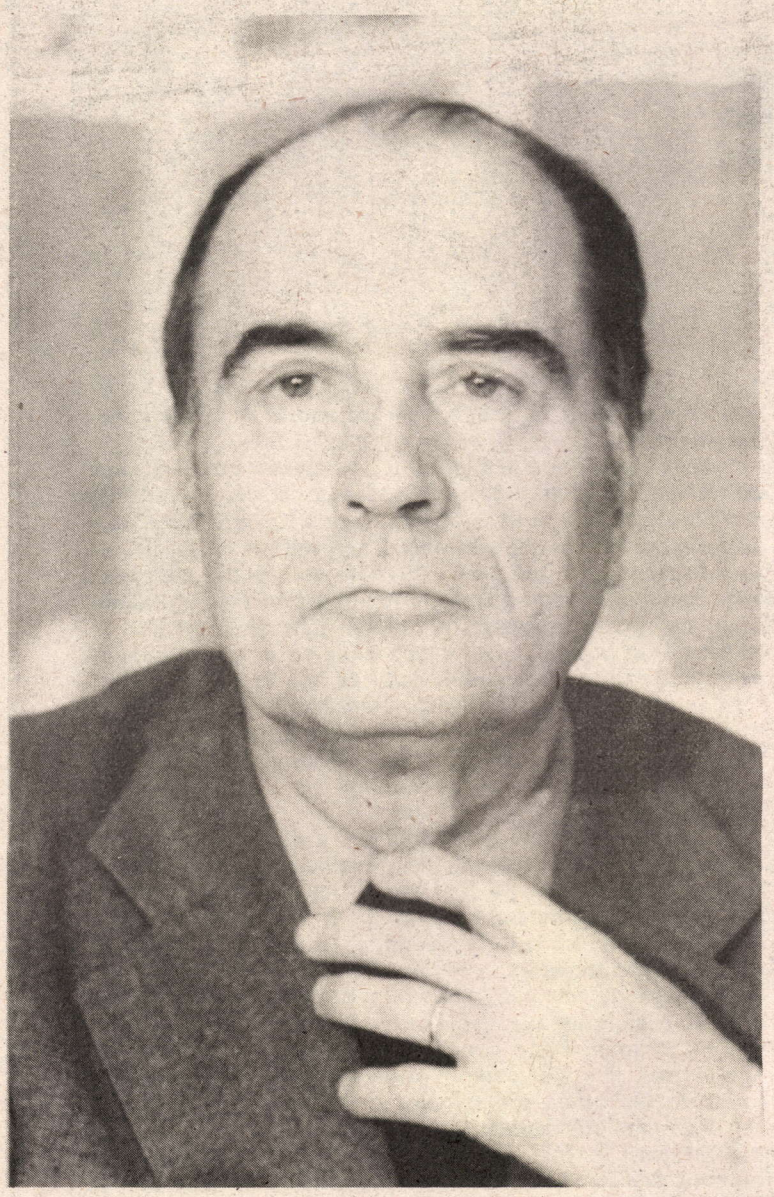
Pourquoi ce choix ?

Parce qu'il s'agit d'une circonscription où une grande partie de la population est composée de travailleurs de l'industrie. Il n'y a guère de grosses entreprises, mais chaque village abrite une ou plusieurs petites usines. Les travailleuses y sont particulièrement nombreuses aussi bien dans le plastique et la coutellerie que dans la confection. Et bien des ouvriers sont encore liés à l'agriculture qui nourrit de moins en moins ceux qui y travaillent, avec de plus en plus de labeur.

Les ouvriers et les petits paysans de la circonscription de Thiers-Ambert donnent une bonne image de la population laborieuse française dans son ensemble.

Et c'est aux suffrages de cette population que notre mouvement en général, et Arlette Laguiller en particulier, veulent se soumettre.

# PCF et PS iront séparément



Mitterrand veut gérer la crise. Marchais veut être sûr de pouvoir le faire avec lui.

## Fausses querelles et vrais calculs

**Ainsi, la Conférence nationale du Parti Communiste Français, tenue les 7 et 8 janvier, aura consacré la coupure de l'Union de la gauche. Celle-ci ne sera pas reconstituée avant le premier tour des élections législatives. Parti Communiste et Parti Socialiste iront au premier tour avec chacun « leur » programme commun. De plus, le PCF a réservé au lendemain du premier tour sa décision en ce qui concerne le second. En particulier, il a refusé de s'engager sur un accord de désistement réciproque entre PCF et PS en faveur du candidat de gauche le mieux placé.**

**Pour Georges Marchais, qui l'a répété une nouvelle fois au cours de la Conférence, la responsabilité de la rupture revient au PS, qui s'est éloigné du Programme commun signé en 1972. Mais cette explication est bien peu convaincante. Les positions politiques des deux partis se sont en fait rapprochées, et il est plus clair que jamais qu'il n'y a pas de divergences de fond sur la politique à mener une fois au gouvernement.**

**En fait, il s'agit d'un choix politique du PCF, dans la droite ligne de celui qu'il a fait précédemment, en prenant l'initiative de la reprise, à l'été 1977, de la querelle PC-PS.**

**Le PCF s'est-il soudainement rendu compte que le PS, en s'apprêtant à venir au gouvernement, s'apprêtait aussi à gérer loyalement le capitalisme, et à mener lui aussi une politique anti-ouvrière en période de crise ? Le PCF s'est-il dressé contre cette politique pour défendre loyalement les intérêts des travailleurs face à cette duperie ? Bien sûr que non, car sa politique est la même, et lui aussi s'apprête, s'il vient au gouvernement, à mener la politique du grand capital. Le problème, pour le PCF, est uniquement un problème électoral, et une question de portefeuilles ministériels ; et Marchais l'a avoué presque ouvertement au cours de la Conférence nationale du PCF.**

**Les dirigeants du PCF ont constaté que jusqu'à présent, ils ont fait les frais de l'unité avec le PS, qui a, sur le plan électoral, bien plus profité à ce dernier qu'à leur parti. C'est pourquoi, ils pensent préférable de se présenter de façon indépendante aux élections, en se donnant un visage plus radical que le PS. Il s'agit de gagner quelques points dans les pourcentages électoraux. Car ces quelques points, cela signifie quelques sièges de députés en plus, dans les circonscriptions où le PC aura réussi au premier tour à devancer le PS. Ces quelques sièges de députés de plus seront peut-être le moyen de contraindre le PS à accepter des ministres comunistes.**

**Ce sont ces calculs qui sont au centre, aujourd'hui, des préoccupations du PCF. Ils impliquent d'ailleurs qu'il faudra bien, le premier tour des élections passé, en arriver d'une façon ou d'une autre à un désistement réciproque des candidats du PCF et du PS les uns pour les autres. Le non-désistement réciproque coûterait en effet fort cher, en nombre de députés, à un parti comme à l'autre. Mais le fait de remettre cette décision au lendemain du premier tour permet au PCF de laisser planer l'incertitude, et promet des marchandages**

## Le programme du PC pour un "vrai changement" et celui du PS : du pareil au même

Voter communiste, ce sera apporter son **« appui aux propositions que seuls les communistes défendent »** écrit **l'Humanité.**

Que promet donc le Parti Communiste que le Parti Socialiste se refuse à inscrire dans son programme ? En fait, depuis le ralliement de Mitterrand au SMIC à 2.400 F, rien ou presque rien.

En matière de salaire, le PC a bien réintroduit dans son programme au détour d'une phrase l'échelle mobile des salaires qu'il avait laissée tomber aux oubliettes depuis plusieurs mois, mais sans préciser comment elle fonctionnera. Pour l'oublier à nouveau dans deux mois ?

Pour le resserrement de la hiérarchie des salaires, le PS ne fixe aucun chiffre. Le PC, lui, promet un éventail de 1 à 5 pour la fin de la législature, dans cinq ans.

En ce qui concerne la fiscalité et les nationalisations, il s'agirait à en croire le PC d'un sujet essentiel de divergence. Séguy qui soutien le PC au nom de la CGT, affirmait dans **l'Humanité** du 11 janvier qu'il est impossible de financer le SMIC à 2.400 F **« sans moyens financiers appropriés, sans impôt sur le capital, sans taxation des grosses fortunes et sans un programme de nationalisations suffisamment étendu ».** En fait, les propositions du PC et du PS sont très voisines. Qu'on en juge !

Le PS propose un impôt sur le capital. Le PC se prononce pour **« la création d'un véritable impôt sur le capital à haut rendement »,** mais en ajoutant aussitôt **« et favorisant une meilleure efficacité de l'entreprise » !** Pas question de s'attaquer aux entreprises donc. Même scénario avec l'impôt sur la fortune : alors que le PS inscrit dans son programme un impôt de 0,5 à 2 % sur les fortunes allant de 2 millions à 10 millions de francs, le PC, lui, affirme que cet impôt doit être fortement progressif, sans précision de chiffre.

Restent les nationalisations. Le PC exige à nouveau celles de Peugeot-Citroën, de la CFP et de la sidérurgie qu'il avait abandonnées au mois de septembre. Le PS acceptant plus ou moins la nationalisation de la sidérurgie (70 % de prise de participation de l'Etat et éventuellement 100 pour cent dans les deux ans), restent donc ces deux entreprises et les filiales que seul le PC veut nationaliser (environ 80.000 travailleurs).

Voilà la grande divergence entre le PS et le PC. Mais ces quelques nationalisations en plus préconisées par le PC ne changeront rien pour les travailleurs puisqu'elles aboutiront à donner de l'argent frais aux capitalistes que PC comme PS s'affirment bien décidés à rembourser entièrement.

Quant aux présidents des Conseils d'administration de ces entreprises, ils seront élus « librement » selon le PC, **« sur liste d'aptitude »** proposée par le gouvernement selon le PS mais dans les deux cas par des conseils d'administration où les travailleurs ne seront représentés que pour un tiers par... des bureaucrates syndicaux.

Voilà en tout et pour tout les broutilles sur lesquelles diffèrent les deux cas par des conseils auxquelles il faut rajouter la question de la défense sur laquelle le PC rivalise de chauvinisme avec le PS.

Le programme du PS est un programme pour gérer la crise répète le PC. Mais le sien qu'il présente comme celui du « vrai changement » est identique malgré les tours de passe-passe et les vantardises de camelot de ses dirigeants qui essayent de donner le change aux travailleurs.

**Pierre VERNANT**

### MINIMUM VIEILLESSE :
### LE PC DOUBLÉ SUR SA GAUCHE

**Jusqu'à ces derniers jours, le programme du Parti Communiste fixait à 1 200 F le minimum de ressources garanti aux personnes âgées. Le Parti Socialiste ayant avancé 1 300 F, le PC s'est aligné, concurrence électorale oblige.**

**Le PS promet peu aux travailleurs, accuse Marchais. C'est vrai, mais le PC n'est pas plus généreux. La preuve, Mitterrand peut s'offrir le luxe de surenchérir sans peine.**

# aux élections

serrés au lendemain du premier tour, où chaque demi pour cent des voix comptera...

Quant au Parti Socialiste, cette démarche du PCF ne le dessert pas nécessairement.

La situation lui permet de jouer librement son jeu. Il traite par le mépris les accusations du PCF, multiplie les déclarations où il s'affirme comme le prochain chef du gouvernement s'entretient avec Carter en tant que principal dirigeant de l'opposition. Il affirme avoir sa politique dont les pressions du PCF ne le feront pas dévier. La rupture avec le PCF lui permet même de démontrer qu'il lui tient la dragée haute et qu'il ne fera pas les quatre volontés de celui-ci, comme la droite l'en accuse. Il peut espérer que cela sera payant sur le plan électoral, auprès de cette frange d'électeurs que l'unité avec le PCF inquiète.

En somme, les dirigeants du PS et du PCF estiment qu'il sera bien temps au lendemain du premier tour de voir lequel des deux partis aura le plus gagné à ce jeu. Il sera alors bien temps aussi de mettre fin à la « désunion irrémédiable », entre les deux partis, dont chacun parle aujourd'hui, et de mettre sur pied la grande union pour assurer l'élection au second tour du maximum de députés.

Sans doute, cette politique comporte, pour les deux partis, certains risques. Sur le plan électoral, certes, il ne semble pas jusqu'à présent, d'après les différents sondages, que la gauche dans son ensemble perde des voix du fait de la querelle. Mais la querelle comporte le risque qu'un mauvais report des voix au second tour entre les deux partis ne leur coûte quelques sièges de députés.

Mais ces risques sont finalement limités. Mitterrand et les dirigeants du PS savent fort bien que l'électorat du PCF est le plus discipliné du point de vue des reports de voix, et ne craignent guère que ce report ne s'effectue pas sur les candidats socialistes. Mitterrand a en tout cas assuré dès à présent que, pour sa part, le PS s'engageait au désistement en faveur des candidats du PCF mieux placés que ceux du PS. C'est une façon d'engager d'ores et déjà l'électorat socialiste, moins discipliné que celui du PCF, à se reporter au second tour sur les candidats du PCF là où il le faudra. C'est une façon discrète, aussi, de donner quand même quelques gages au PCF et de tenter de s'assurer, en retour, un bon report des voix des électeurs du PCF.

En fait d' « intérêt des travailleurs », c'est de calculs bien concrets sur le nombre des députés et de portefeuilles de ministres que les dirigeants du PC et du PS sont préoccupés aujourd'hui. Ils calculent tout, y compris les risques... et le dosage des promesses et de la démagogie.

Marie-Claude SOLAC

## 25 % des voix pour gérer la crise à 100 %

Marchais, marchand d'illusions.

Georges Marchais a proclamé que l'objectif du Parti Communiste est d'obtenir 25 % des suffrages lors des élections de mars prochain. Il tente ainsi de faire croire aux travailleurs que ces 25 % sont la garantie indispensable pour que le changement auquel ils aspirent puisse avoir lieu. Si le PC n'obtient que 21 % des voix rien n'est plus possible, selon lui.

Certes, 4 % de plus ce n'est pas négligeable. C'est même beaucoup et il est loin d'être sûr que le Parti Communiste les obtienne.

Mais en quoi ces 4 % seraient-ils décisifs pour changer le sort de millions de travailleurs ? Même si le PC obtient 25 % des voix qui lui permettront d'obtenir davantage de députés et par suite davantage de portefeuilles ministériels, ce sera toujours au service de la même politique : celle qui consiste à gouverner avec Mitterrand, c'est-à-dire à mener sa politique.

Dans ce gouvernement bourgeois, les ministres communistes seront des ministres bourgeois comme les autres ou ils devront se démettre. C'est un leurre de faire croire qu'ils pourront défendre les intérêts des travailleurs.

C'est la bourgeoisie qui restera maîtresse du jeu. Le passé est bien là pour le rappeler.

En novembre 1946 le Parti Communiste qui avait alors plusieurs ministres, obtenait 28,2 % des voix : cela ne l'a pas empêché d'être chassé du gouvernement quelques mois plus tard par le socialiste Ramadier. En 1956, il obtenait 25,9 % des voix et le quart des députés de l'Assemblée : tout ce que surent faire alors ces députés, c'est voter les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet pour intensifier la guerre en Algérie, ce qui d'ailleurs ne leur valut même pas la moindre compensation. Aujourd'hui, en Italie, le Parti Communiste a obtenu 34 % des voix aux dernières élections et il en est réduit à mendier sa participation au gouvernement après avoir soutenu sans contrepartie pendant des mois le ministère démocrate-chrétien et sa politique d'austérité.

Si demain le Parti Communiste obtenait 25 % des voix et participait à un éventuel gouvernement de gauche, les ministres communistes, même s'ils le voulaient — ce qui est loin d'être le cas — ne pourraient infléchir la politique du pouvoir dans un sens favorable aux travailleurs. Ou bien ils accepteront d'être complices d'une politique d'austérité que préconisent déjà Rocard et Mitterrand, ou bien ils devront s'en aller piteusement.

Et que le Parti Communiste obtienne 21 % ou 25 % ou même plus encore de voix, cela ne changera rien à l'affaire.

*Jean HAINAUT*

## Tous d'accord... pour faire la bombe

Lors de sa convention nationale sur la Défense nationale, le Parti Socialiste a arrêté sa position officielle sur la question. On ne peut d'ailleurs être plus jésuite que lui, puisque tout en rappelant que l'objectif d'un gouvernement de gauche reste la renonciation à l'arme nucléaire, le Parti Socialiste promet par la bouche de Mitterrand : « **Nous ne détruisons pas l'arme atomique et, la maintenant en état, et pas seulement en l'état, nous opérons sur elle les modifications techniques que nécessiteraient l'avance ou les progrès de la technologie...** ».

Ainsi, le Parti Socialiste et le Parti Communiste sont maintenant bien d'accord pour maintenir la force de frappe s'ils venaient au gouvernement.

Ça ne les a pas empêchés d'ailleurs de renouveler ces jours-ci leurs prises de bec à ce sujet. A Mitterrand qui déclarait : « **Le PCF ne propose pas un armement nucléaire capable d'assurer par ses propres moyens la dissuasion absolue, c'est-à-dire la garantie de l'indépendance nationale** », Roland Leroy rétorquait le lendemain sur les ondes de France-Inter qu'à la convention nationale du PS « **un mot a été totalement absent : celui d'indépendance nationale** » !

Il est vrai que malgré cette polémique, chacun des deux partis s'affirme à son tour en faveur du désarmement... exactement d'ailleurs comme savent si bien le faire les gouvernements actuels qui ont toujours à la bouche le mot désarmement mais qui gaspillent des milliards à construire des bombes.

D.C.

## Petit calendrier de la querelle PC-PS

**6 octobre 1974 :** aux élections législatives partielles, le PC a 15,6 % des voix (contre 21,25 pour cent en 1973) tandis que le PS et les Radicaux de gauche en remportent 26 %. Ces résultats ne sont pas du goût du PCF qui commence à craindre que le PS soit le principal bénéficiaire de l'Union de la gauche. En annonçant les résultats, **l'Humanité** accuse le PS de vouloir « **rééquilibrer la gauche** ».

**3 juin 1975 :** dans l'éditorial de **l'Humanité,** René Andrieu rappelle la répression menée contre les mineurs en 1948 par le socialiste Jules Moch et l'attitude de Guy Mollet lors de la guerre d'Algérie. Pour la première fois, le PCF fait allusion à la politique anti-ouvrière du Parti de Mitterrand.

**Mai 1976 :** rencontre des trois dirigeants de la gauche : suite aux élections cantonales qui confirment la progression du PS, commencent les négociations et les tractations en vue des futures élections municipales de mars 1977. Finalement, la constitution des listes se négociera localement.

**Mars 1977 :** la querelle marque une pause. Pour les élections municipales, PCF et PS présentent des listes communes et le PCF met pour un temps une sourdine à ses critiques. Avec les résultats qui confirment la progression du PS par rapport au PC, la querelle reprend de plus belle.

**19 mai 1977 :** rencontre au sommet PC-PS-Radicaux de gauche qui marque le début des négociations en vue de réactualiser le Programme commun.

**6 juin 1977 : « Il faut chiffrer le Programme commun »** déclare Georges Marchais et il reproche au PS de rester dans le flou.

**Juillet 1977 :** la querelle PC-PS sur la défense nationale bat son plein. Tandis que le PC s'affirme fidèle à la bombe atomique française, Mitterrand se déclare partisan d'un référendum populaire sur la question.

**14 septembre 1977 :** au sommet de la gauche qui doit décider du contenu définitif de la réactualisation du Programme commun, Fabre claque la porte des négociations, refusant le nombre de nationalisations envisagées par le PC, et l'augmentation du SMIC.

**26 septembre 1977 :** le PCF rompt les négociations sous le prétexte d'un nombre de nationalisations insuffisant proposé par ses partenaires : « **Nationaliser sans les filiales... c'est prendre la poignée sans la valise** ».

La polémique n'a pas cessé depuis, pour, comme le dit le PCF, « **une bonne actualisation** », « **pour un bon programme** »...

**Janvier 1978 :** PCF et PS décident de présenter leurs candidats respectifs au premier tour des élections législatives de mars 1978, sans qu'un accord de désistement pour le second tour ait été conclu.

# Chômage des jeunes :

## Les patrons sont contents d'eux

Le CNPF ne manque pas de culot. Complaisamment repris par la télévision, la radio et les organes de presse, il vient se vanter d'avoir au 31 décembre 1977, tenu et même dépassé son « pari » : offrir 300.000 emplois et stages aux jeunes.

En effet, c'est 475.000 emplois que les patrons auraient donné aux jeunes depuis le vote de la loi en juillet dernier. Le pari n'était pas difficile à tenir quand il ne s'agissait que d'aligner des chiffres pour le communiqué, chiffres qui masquent cyniquement la réalité. Car qu'en est-il exactement de ces 475.000 « emplois » ?

Pour 171.000, il s'agit de « stages pratiques en entreprise » qui arriveront à expiration... en mars 1978 comme par hasard et où les jeunes — cela ne gâte rien — sont payés non par le patron pour lequel ils travaillent, mais par l'Etat ! Pour 92.625, ce sont des contrats d'apprentissage, d'une durée donc limitée, et surtout non assortis de garantie d'embauche. Pour 21.375, la prétendue embauche s'est effectuée sous forme de contrats intitulés « emploi-formation » qui n'offrent eux non plus aucune garantie d'embauche définitive mais sont, eux aussi, payés par l'Etat. Enfin, pour 190.000 jeunes bénéficiant d'embauches dites réelles (mais sans que le patronat donne de précisions sur le nombre d'emplois nouveaux que comprend ce chiffre), le gouvernement a royalement octroyé aux patrons une exonération complète des charges sociales. Pas étonnant, alors, que ces « embauches réelles » soient les plus nombreuses, et le CNPF ne se gêne d'ailleurs pas pour déclarer que « la réduction des charges sociales est un élément essentiel pour le développement de l'emploi », réclamant sa prorogation au-delà du 1er juillet 1978, date à laquelle cette mesure doit prendre fin.

Bref, les patrons sont, une fois de plus, contents de Barre et de Stoléru et s'ils ont des critiques à adresser, ils les destinent à l'Agence Nationale pour l'Emploi qui se consacre trop, à leur goût, aux tâches administratives « au détriment du placement » !

Mais les jeunes dans tout ça ? Combien restent toujours à la recherche d'un emploi et combien de ces 475.000 annoncés à grand renfort de fanfare et de communiqués sur les antennes de radio et de télévision se retrouveront d'ici quelque temps de nouveau dans les files des bureaux de chômage après avoir été honteusement exploités ?

Laurence VINON

Ce patron marseillais détient le record de l'embauche des jeunes : 52 jeunes de 18 à 25 ans depuis juillet dernier. Autant de travailleurs qui ne lui coûtent pas cher.

## Les stages pratiques en entreprise... pratiques pour les patrons

Le syndicat CGT de la Formation professionnelle des adultes vient de rendre public un certain nombre de faits qui montrent bien ce que sont en réalité les « *stages pratiques d'entreprise* », dus à la loi du 5-7-77. Tout employeur peut se porter acquéreur de stagiaires qui devront bénéficier d'une « formation » de 200 heures, au cours du stage pratique. Et c'est l'Etat, en l'occurrence, l'AFPA, qui assure la rémunération sur la base de 410 F par mois pour les moins de 18 ans, et 90 % du SMIC pour les autres.

Mais comme la loi ne précise pas les modalités de la formation, tous les abus sont possibles... et sont constatés.

D'abord, rien ne s'oppose à ce que des entreprises procèdent à des licenciements, tout en recrutant des stagiaires, (ainsi l'entreprise qui assure le nettoyage du centre AFPA de Nîmes a licencié deux salariés, et embauché 6 stagiaires).

D'ailleurs, moins de la moitié des 58 000 stagiaires recencés au mois de novembre bénéficiaient de la formation de 200 heures.

Ainsi, au-delà des petits arrangements couverts par l'administration, tels les fils et filles d'employeurs déclarés comme stagiaires et touchant 90 % du SMIC, ces stages pratiques sont la fourniture officielle par l'Etat au patronat d'une main-d'œuvre totalement gratuite, et, qui plus est, dépourvue de toute protection légale (pas de droits syndicaux).

D'après la CGT, les stages sont utilisés de deux manières par les patrons : l'embauche de travailleurs très qualifiés (aide bio-chimiste, dessinateur BTS bureau d'études, licencié sciences économiques). Ainsi, une entreprise de l'Ain recrute des fraiseurs à la sortie de leur formation FPA. Une institution privée de l'Allier confie des postes d'enseignement à des stagiaires dotés de diplômes universitaires, etc.

L'autre manière consiste, pour les patrons, à embaucher des OS, manœuvres, employés de commerce gratuits. La « formation » est acquise en quelques heures, et ensuite les « stagiaires » sont mis à la production, et au rendement comme les autres travailleurs.

Certains patrons en ont ainsi profité pour se pourvoir en main-d'œuvre saisonnière, comme ce grand magasin qui a recruté des dizaines de « stagiaires » en renfort pour les fêtes de fin d'année.

Stoléru, l'initiateur de cette formule, en parlait ainsi : « *C'est une occasion inespérée pour les jeunes qui ne savent pas ce qu'est le travail manuel de le découvrir. (...) Si cela débouche sur un emploi, tant mieux, mais si cela ne débouche pas sur un emploi, je pense que c'est intéressant* ». Et comment !... pour les patrons !

*Pierre MIGENNES*

# Quand Giscard et Carter partent en voyage

Le voyage en train de Giscard et Carter en Normandie, le jeudi 5 janvier, n'est pas passé inaperçu des cheminots.

Dès la veille, plusieurs milliers de policiers sur pied de guerre avaient pris position à la gare Saint-Lazare à Paris et sur toute la ligne menant à Bayeux. La veille aussi, les rues avoisinantes de la gare (rue d'Amsterdam, Pont de l'Europe) étaient débarrassées des voitures en stationnement.

Sur le parcours de ces grands hommes, il n'est pas un seul rail qui n'ait été vérifié par un policier, pas une seule gare qui n'ait été inspectée jusque dans les fonds de poubelles.

Les cheminots chargés d'apprêter la rame présidentielle étaient chacun flanqués d'un ou deux policiers.

Au départ de la rame à vide à Bayeux, le mécanicien comme l'agent de train ont eu, pour une fois, leur revendication satisfaite : ils n'étaient plus seuls : on leur avait « confié » deux agents de la CIA. Enfin, le train présidentiel était précédé d'un autre train (la « rame-balai ») destiné à sauter le premier dans l'éventualité d'une bombe...

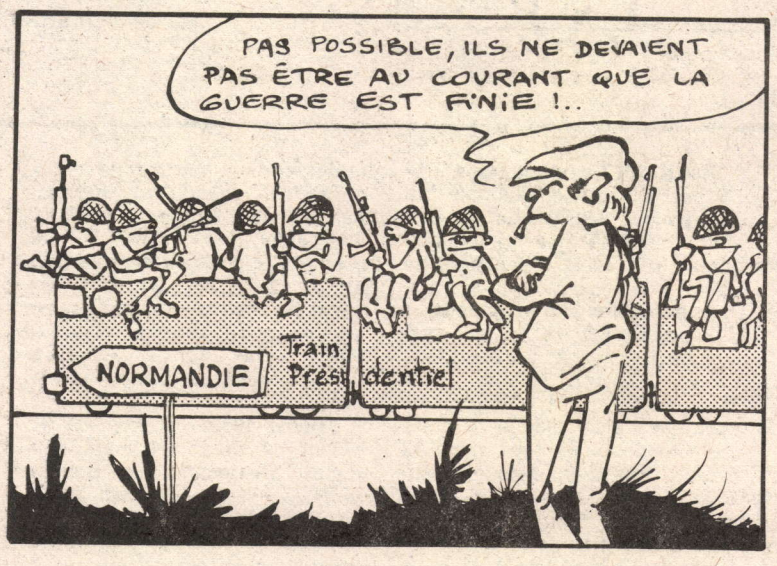
Cela ne suffisait pas encore. Sur la région de Saint-Lazare où d'habitude le trafic ne manque pas, aucun train n'a pu croiser celui de Carter et de Giscard, ni se trouver à proximité.

A l'arrivée en gare, un train bourré de voyageurs attendait cependant sur la voie d'à côté. C'était la « rame-écran », bourrée de Lucky Luke à jugulaires et mousquetons, pour ne pas varier le décor. En ce qui concerne les cheminots, ils étaient enfermés à clef dans leurs services ou déportés ailleurs.

Alors, quand Giscard et Carter se sont glissés dans leurs limousines, la gare Saint-Lazare a recommencé à respirer...

Décidément, ces gens-là ne sont vraiment pas comme tout le monde.

**Correspondant LO**




# La grande bouffe

*Il y avait du beau monde jeudi 6 janvier au soir au Palais de Versailles pour fêter Carter : 5 000 personnes se bousculaient sous la galerie des glaces, hommes politiques et financiers, artistes, sportifs...*

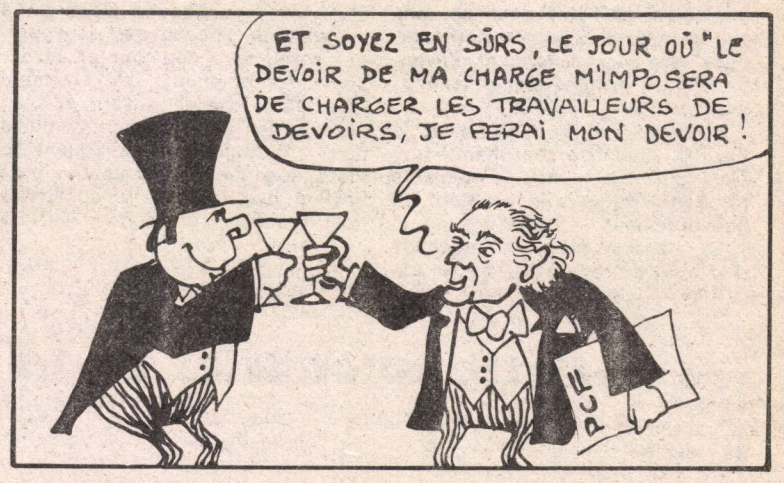
*Tous n'ont pas eu droit de participer au dîner de 130 couverts qui précédait la réception. Mais le buffet n'était tout de même pas négligeable : crabes, queues d'écrevisses, champagne, whisky...*

*Tout ce beau monde s'est empiffré si vite, paraît-il, que les buffets étaient dévastés avant même l'arrivée des présidents !*

*C'est dur tout de même la crise !*

M.C. S.

# Ballanger va à la soupe




Parmi les invités à la réception donnée à Versailles en l'honneur de la visite du président Carter, figurait Robert Ballanger. Robert Ballanger est président d'un groupe parlementaire à l'Assemblée : celui du PCF, et c'était en effet la moindre des choses qu'il soit invité.

Mais n'était-ce pas aussi la moindre des choses que ce représentant du Parti Communiste décline l'invitation à cette réception ou 5.000 invités du « gratin » faisaient honneur à la venue du représentant de l'impérialisme américain ?

Ballanger, interrogé sur sa présence, a répondu qu'il avait accepté là « **le devoir de sa charge** », c'est tout. Avec un raisonnement pareil, on peut aller loin. Pour remplir les « **devoirs de sa charge** », que ne fera pas le peut-être futur ministre Robert Ballanger ?

**P.M.**

# Promesses et grosses ficelles : Barre ouvre le cirque électoral

**Les promesses, ça ne coûte pas cher... juste quelques heures de cinéma à la tribune.** (AFP)

La majorité, en la personne du Premier ministre, Raymond Barre, vient de définir et de rendre public le week-end dernier son programme pour la prochaine législature. Barre n'a pas failli à la tradition. Avant chaque élection, la majorité rend public un « programme d'action », qu'elle s'empresse d'oublier l'échéance passée.

A en croire Barre, s'il reste au gouvernement, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes : les impôts baisseront, il y aura des maternelles et des crèches et des grandes écoles en suffisance, les allocations familiales augmenteront, le minimum retraite passera à 40 F en 1979, les jeunes trouveront du travail grâce aux mesures gouvernementales, la pré-retraite sera étendue à tous ceux qui la désirent... les effectifs de police pour la surveillance notamment dans les banlieues isolées seront renforcés, l'Etat va créer des emplois à temps partiel pour les mères de famille qui le souhaitent, l'épargne des personnes âgées sera protégée contre l'inflation, le salaire minimum continuera à croître plus vite que les autres salaires...

Il faut un certain culot à Barre pour oser promettre, par exemple, que les impôts n'augmenteront pas... alors qu'il vient précisément de relever les barèmes pour 1978. Mais Barre n'est pas embarrassé : des promesses, en temps d'élections, il faut bien en faire à tout le monde, aux vieux, aux jeunes, aux femmes... Puisque la majorité au gouvernement n'a su apporter qu'austérité et chômage, il lui faut bien promettre un avenir plus radieux pour.. plus tard !

Mais, à regarder de plus près le discours de Barre, on voit percer derrière les phrases fumeuses les véritables intentions gouvernementales. C'est ainsi que les capitalistes trouveront leur compte aux mesures de Barre : l'impôt sur les sociétés, bloqué depuis plusieurs années ne bougera pas, et leurs charges sociales n'augmenteront pas. Barre le leur a promis, ils peuvent lui faire confiance pour cela, ils auront même droit à une augmentation de leur avoir fiscal, ce qui leur permettra de payer encore moins d'impôts. Les capitalistes trouveront également leur compte à la « libération des prix » que Barre a promis **« dès que possible »**, entendez au lendemain des élections ! Alors qu'il n'est nullement question bien sûr de « libérer » les salaires.

Barre promet bien de s'attaquer au chômage. Mais l'efficacité des mesures prises par son gouvernement laissent bien mal augurer de l'avenir. Sans compter que les régimes d'aide aux chômeurs seront **« rendus plus incitatifs à la reprise de l'activité »**. Ce qui en clair signifie une moindre indemnisation et surtout la fin du salaire payé à 90 % pour les victimes de licenciements économiques.

Bref, au-delà de son baratin, c'est encore et toujours l'austérité que Barre promet.

Voilà ce qu'il appelle **« poursuivre l'effort de redressement économique »**.

Et toutes ses promesses électorales, malgré la grande publicité dont elles bénéficient dans la presse et à la télévision, ne sont au mieux que du bavardage démagogique, au pire des menaces pour les travailleurs.

**Cécile BERNIER**

# Giscard et les femmes : Votre voix m'intéresse

**De gauche à droite : Nicole Pasquier, Monique Pelletier, Alice Saunier-Séïté. D'après Barre, il n'y a que six femmes en France qui « ont montré leur capacité » à être dans un gouvernement de 41 membres.** (AFP)

Giscard vient d'enrichir son gouvernement de la présence de deux femmes nouvellement promues ; elles seront donc six désormais à siéger au Conseil des ministres qui comporte maintenant deux ministres féminins en titre. C'est un fait unique dans les annales du gouvernement français.

Si l'on en croit Barre, l'explication réside dans « **le souci du président de la République de faire en sorte que le gouvernement comporte le plus grand nombre possible de femmes qui ont montré leur capacité et qui peuvent comme les hommes rendre de grands services à leur pays** ».

« Le plus grand nombre possible » serait donc de 6 femmes pour 41 membres du gouvernement. Pour Raymond Barre, très peu de femmes sont donc capables de diriger le pays ! Le digne représentant de Giscard a bien du mal à ne pas laisser percer sa mysoginie naturelle. Giscard a beau faire pour rappeler aux membres de sa majorité et même de son gouvernement que les femmes représentent 52 % des voix, qu'il s'agit donc, une fois n'est pas coutume, de faire un petit geste en leur direction : **chassez le naturel il revient au galop !** Les préjugés les plus stupides contre les femmes, ces messieurs de la majorité les ont à longueur d'année, ils ne sauraient changer, même pas devant la proximité des élections. Hersant a bien été parachuté candidat sur la circonscription de Florence d'Harcourt, député majoritaire sortante, avec l'aval des trois formations de la majorité ; et quelques mois auparavant, pour les élections sénatoriales, Jeanine Alexandre Debray, malgré une grève de la faim d'une semaine n'a pas été présentée candidate par la majorité, son parti lui préférant encore une fois un homme...

Giscard digne représentant d'une majorité bornée et réactionnaire se moque pas mal de la place des femmes dans la société ; mais à deux mois des élections, il fait à grand renfort de publicité un geste purement symbolique dans l'espoir de glaner quelques voix féminines... car même féminines, les voix ne sont pas négligeables !

**C.B.**

# Vannes : 10 000 agriculteurs manifestent contre la taxe laitière

10 000 agriculteurs ont manifesté mercredi 11 janvier, trois heures durant dans les rues de Vannes, afin de réaffirmer leur opposition à la taxe de coresponsabilité que le gouvernement prétend lever sur leur production laitière. Des délégations d'une trentaine de départements étaient présentes, venues en particulier de toute la Bretagne et du Sud-Ouest, les deux régions où la taxe rencontre l'hostilité la plus vive et où souvent les laiteries chargées de son recouvrement n'ont pas encore osé la prélever.

Cette taxe de 1,55 centime par litre de lait entraîne une charge de 800 F à 1 200 F par an pour un troupeau d'une vingtaine de vaches laitières. Les producteurs, en majorité des petits exploitants, se refusent à l'accepter. La plupart d'entre eux ont bien tenté de moderniser leur cheptel et leur exploitation mais au prix d'un lourd endettement. Leurs revenus tournent en fait bien souvent autour du SMIC.

Les organisateurs de la manifestation ont d'ailleurs réclamé, outre l'abandon de cette taxe, la mise en place d'une **«nouvelle politique agricole fondée sur le droit au travail, sur un revenu minimum garanti et sur le plafonnement des aides publiques selon le principe du quantum »** afin d'éviter que les plus gros exploitants ne soient pas systématiquement favorisés.

Les orateurs ont également dénoncé les dirigeants de la FNSEA qui ont accepté la taxe sans les consulter, qu'ils accusent à juste titre d'avoir partie liée avec ces gros exploitants et le gouvernement.

Dans la lutte qu'ils mènent pour leur droit à vivre décemment du produit de leur travail, les petits producteurs de lait se heurtent aujourd'hui à l'Etat, aux gros capitalistes de l'industrie laitière et aux banques qui les rançonnent. Ils ont et combattent les mêmes ennemis que les travailleurs des villes.

Travailleurs des villes et des campagnes doivent faire alliance contre ces ennemis communs.

**Pierre VERNANT**

# La presse libre, façon Hersant

C'est selon lui pour conserver à notre pays une « presse libre » qu'Hersant a été conduit à reprendre *France-Soir* et *le Figaro*.

Mais cette « liberté de la presse » semble correspondre à un point de vue tout à fait personnel d'Hersant qui consiste à ne pas parler de ce qui le dérange. Ainsi dans un dossier électoral du très libre *Figaro*, qui fait le point sur les circonscriptions, le nom de Florence d'Harcourt, député sortante de Neuilly, est tout simplement passé sous silence.

Serait-ce parce qu'Hersant se sentant menacé dans l'Oise, s'est parachuté dans cette même troisième circonscription des Hauts-de-Seine, évinçant sans ménagement sa concurrente de l'investiture de la majorité ?

En tout cas, depuis l'annonce par Florence d'Harcourt du maintien de sa candidature, Hersant serait moins chaud pour garder sa préférence à Neuilly. D'ici qu'il tâte à plusieurs autres circonscriptions, les dossiers électoraux du *Figaro* risquent de fondre à vue d'œil...

*P.M.*

# AFRIQUE DU SUD

## L'Apartheid, c'est aussi une dictature contre les Blancs

Richard Turner, qu'on appelait le Steve Biko blanc, a été assassiné chez lui d'une balle en pleine poitrine. Il était un porte-drapeau pour la jeunesse libérale blanche. Par ses écrits — il avait en particulier osé faire une enquête sur les salaires des Noirs —, par ses prises de position sociales et politiques, il était connu comme un intellectuel humaniste et anti-raciste.

A ce titre, Richard Turner avait déjà eu maille à partir avec l'Etat sud-africain. Il fut condamné en 1973 au « bannissement », c'est-à-dire à l'assignation à domicile avec interdiction de recevoir chez lui plus d'une personne à la fois. Le gouvernement lui refusa aussi un visa pour l'Allemagne.

Certes, le meurtre d'un libéral blanc n'est pas chose courante. Mais les mesures qui le touchaient n'étaient pas, elles, exceptionnelles. En même temps que Richard Turner, sept dirigeants étudiants étaient condamnés au bannissement. Plus récemment le directeur du journal East Londron Dispatch, a été banni pour avoir fait porter au gouvernement la responsabilité de la mort du leader noir Steve Biko.

Il a fui son pays, et n'y reviendra, a-t-il déclaré, que lorsque y régnera la liberté.

En fait, la dictature du régime raciste de Prétoria s'étend sur l'ensemble de la population, qu'elle soit noire ou blanche. La police ne se gêne pas pour arrêter, emprisonner, torturer tout suspect de sympathies pour les Noirs, tout suspect d'idées libérales, qualifiées de communistes. Chacun se sent espionné.

Le régime raciste de Pretoria est aux abois. Il commet crime sur crime. Mais le meurtre de Richard Turner, pas plus que les méfaits précédents, n'entamera la résolution de tous ceux qui combattent l'Apartheid. Il est peut-être au contraire l'indication pour les Blancs qu'ils ont intérêt à s'opposer eux aussi à cette dictature qui, c'est dans sa logique, ne peut leur garantir à eux-mêmes aucune liberté.

Gaston DEVAU

## Affaire Audin :

## après 20 ans, ils ne peuvent toujours pas enterrer tout à fait Maurice Audin

Dans un arrêt rendu le mercredi 11 janvier, le conseil d'Etat a annulé un précédent jugement du tribunal administratif de Paris, qui avait rejeté une demande d'indemnité présentée par madame Audin, la femme de Maurice Audin.

Assistant à la faculté de Sciences d'Alger, âgé de 25 ans, membre du Parti Communiste Algérien, Maurice Audin avait été arrêté le 11 juin 1957, durant la « bataille d'Alger » par les parachutistes, sous le gouvernement Guy Mollet. On ne devait plus jamais le revoir. A toute demande de renseignements, il était répondu que Maurice Audin avait disparu du fait d'une « tentative d'évasion ». En fait, il est mort entre les mains des parachutistes (voir le film **La question**).

L'arrêt du conseil d'Etat va maintenant permettre à la veuve d'Audin de faire au moins la demande d'indemnité que l'administration avait toujours repoussée jusqu'à présent, sans bien sûr que l'on puisse savoir si cette demande sera acceptée. Quant aux assassins d'Audin, bien sûr il n'est pas question qu'ils soient inquiétés le moins du monde, ils sont amnistiés, on n'a même pas le droit d'en parler sous peine de poursuites.

Il aura fallu attendre vingt ans pour reconnaître la possibilité de la responsabilité gouvernementale.

Vingt ans ! Même les victimes des atrocités nazies auront attendu moins longtemps pour être indemnisées par le gouvernement allemand que celles du gouvernement socialiste de Guy Mollet et, sur ce point, les gouvernements qui lui ont succédé auront été plus que solidaires.

**A.F.**

## Chirac : haro sur Giscard

Le RPR, le parti de Chirac, vient d'annoncer qu'il ferait cavalier seul aux élections et qu'il considérait nul d'accord entre les différents partis de la majorité visant à présenter des candidats uniques dans un certain nombre de circonscriptions. Le prétexte est bien sûr que les autres partis de la majorité auraient fait un front unique contre le parti de monsieur Chirac.

Mais comme toujours la véritable raison se trouve ailleurs que dans les déclarations des hommes politiques. La véritable raison réside dans les ambitions à long terme de monsieur Chirac.

Au lendemain de l'élection présidentielle et de la victoire de Giscard, le parti gaulliste, alors l'UDR, semblait en perte de vitesse. Pompidou était mort et le leader du parti, Chaban-Delmas, venait d'être battu à plate couture. Partout en France, les notables de l'UDR baissaient du nez et craignaient le chômage. Par contre, ceux du parti de Giscard, les Républicains Indépendants, aujourd'hui le PR, relevaient la tête et pensaient leur heure venue. Giscard et Poniatowski parlaient ouvertement de « **rééquilibrer** » la majorité, au profit des Républicains Indépendants.

Mais Chirac qui avait vendu les intérêts de son parti, l'UDR, au profit de Giscard, n'était pas à une trahison près et, abandonnant Giscard, il a rallié les notables de l'UDR en leur disant : « Suivez-moi, on ne va pas accepter de partager avec les RI ».

Son raisonnement est simple : en critiquant la majorité, en s'écartant du gouvernement, il ne porte pas l'impopularité de la crise. Chirac dans une quasi-opposition a rallié à son parti tous les mécontents de droite.

Si la gauche ne l'emporte pas aux élections, le RPR restera le principal parti de droite contrairement à ce qui se serait passé s'il était resté dans la majorité dite présidentielle.

Ce qui offre à Chirac une bonne plate-forme de lancement pour les présidentielles qui auront lieu dans trois ans, car c'est là son véritable objectif.

Et si la gauche l'emporte, ce qui est en fait la base des calculs de Chirac, il est encore mieux placé. Car il compte bien que dans la situation de crise, la gauche au gouvernement va se déconsidérer aux yeux de toute la population. Elle mènera en effet la politique que la droite n'ose pas mener et s'aliénera toutes les catégories de la population — la classe ouvrière, les petits commerçants, les petits paysans — car c'est sur eux qu'elle fera retomber tout le poids de la crise, et c'est eux qu'elle décevra. Dans les calculs de Chirac ce'a déconsidérera en même temps Giscard en tant que président de la République.

La grande visée de Chirac est de se faire élire président au bout de trois ans de gestion de gauche d'un pays en crise avec, dans la lancée de son élection, la dissolution du Parlement et l'élection d'une nouvelle Chambre à son image et à sa botte.

Voilà ce que sont les calculs de Chirac.

Mais ces calculs ne tiennent compte que de l'arithmétique et de la mécanique parlementaires.

**Chirac vise.. les présidentielles de 1981.** (AFP)

Et heureusement, la politique et le sort du pays ne se décident pas par les élections ou dans la tête de ces messieurs. Que la gauche arrive au gouvernement ou pas, la classe ouvrière peut déjouer ces calculs et imposer durant ces trois ans, par la lutte et la violence révolutionnaire, ses propres solutions, quel que soit le gouvernement.

Il n'y a pas lieu de se réjouir de la division de la droite car elle ne nous avance pas. Elle n'est qu'apparente et conforme à un projet plus vaste et plus lointain que les élections législatives de mars prochain.

Mais ne croyons pas non plus que notre sort ne se joue que dans les élections. Ce serait la pire des choses que de le croire. Car cela nous entraînerait à faire confiance à un gouvernement de gauche qui, si nous lui laissons les coudées libres, fera le lit de Chirac et préparera son retour, tout comme la Chambre élue en 1936 a voté l'investiture de Pétain, tout comme celle élue en 1946 fut celle de la guerre froide, tout comme celle de 1956 a ramené De Gaulle.

Pour battre Chirac et battre la droite, bien voter ne sert à rien, la droite ne sera pas battue pour autant (car sans parler d'un retour de Chirac, Mitterrand victorieux peut très bien gouverner avec la droite).

Il faudra faire autre chose que voter : il faudra se battre dans les usines, les bureaux et au besoin dans la rue, contre la bourgeoisie à coup sûr et contre un éventuel gouvernement de gauche s'il le faut.

**R.G.**

## TUNISIE

# Démagogie syndicale... et calculs politiques

La crise ouverte, en Tunisie, il y a quelques semaines par la démission du ministre de l'Intérieur Tahar Belkhodja, vient de connaître un nouveau développement. Habib Achour, secrétaire général de la centrale syndicale UGTT, (Union générale des travailleurs tunisiens), vient d'abandonner ses fonctions au sein du bureau politique du Parti Socialiste Destourien, le parti au pouvoir, dont il était membre.

A la suite des conflits qui ont surgi ces dernières semaines entre l'UGTT et le gouvernement tunisien, Habib Achour a voulu ainsi, de façon spectaculaire, affirmer son indépendance du gouvernement et en tout cas prendre ses distances d'avec le parti de Bourguiba, qui tient les rênes du pouvoir depuis vingt ans.

Les réactions gouvernementales à ce geste de Habib Achour sont, d'ores et déjà, perceptibles : l'Agence Tunis-Afrique-Presse, proche du gouvernement tunisien, a dénoncé « **l'infiltration d'une tendance anarchiste au sein de l'UGTT** » dans le but d' « **imprimer à la centrale syndicale une orientation nouvelle à caractère extrêmiste, communiste et baassiste** ».

Le conflit est donc maintenant largement ouvert. Est-ce à dire que les dirigeants syndicaux tunisiens, et en premier lieu Habib Achour, viennent, au nom de « l'intérêt des travailleurs », de déclarer la guerre au régime policier et dictatorial de Bourguiba ? Malheureusement, certainement pas.

Car c'est en fait dans les milieux dirigeants du régime eux-mêmes que la cassure est en train de se produire. Habib Achour était, jusqu'à présent, un des principaux dirigeants politiques du régime. Tahar Belkhodja, qui a démissionné du gouvernement après en avoir été ministre de l'Intérieur, l'était également. Ces gens se sont-ils rendus compte d'un seul coup du caractère de dictature odieuse du régime de Bourguiba ? Non bien sûr. Mais il est évident que, en Tunisie, c'est le problème de la succession politique de ce dictateur sénile et déclinant qui est posé. Et c'est en fonction de cette succession que des luttes de cliques se déroulent au sein du groupe dirigeant, certains cherchant d'ores et déjà à prendre leurs distances d'avec le gouvernement, à apparaître comme des tenants d'une évolution démocratique ou libérale du régime.

Dans cette lutte, l'appui de l'UGTT est, pour un Belkhodja ou un Achour, un atout important. l'UGTT, syndicat gouvernemental, dispose d'un appareil important et de moyens financiers non négligeables. Ses dirigeants peuvent aussi utiliser leur situation pour tenter de canaliser à leur profit le mécontentement ouvrier. La crise économique s'aggrave, et a provoqué des grèves fréquentes, notamment en octobre et novembre derniers. En faisant mine de défendre les intérêts des travailleurs contre le régime en place, en menaçant celui-ci de grèves générales qu'elle annule finalement, l'UGTT et ses dirigeants se donnent le visage d'une opposition disposant, face à Bourguiba, d'un appui populaire.

Le mécontentement des travailleurs est sans doute réel et profond en Tunisie, de même que l'aversion des masses populaires pour le régime de Bourguiba.

Mais la classe ouvrière tunisienne devra, contre Bourguiba, se donner d'autres représentants que des Belkhodja ou des Achour, qui ne font mine de s'opposer au gouvernement en place que parce qu'ils pensent aux postes qu'ils espèrent avoir dans le prochain.

**Michel DECAEN**

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

# 64 millions de suspects

**C'est toute la population allemande qui fait les frais de la chasse aux terroristes.** (UPI)

En Allemagne fédérale, après Klaus Croissant et pour des motifs similaires, c'est un nouvel avocat, maître Groenvold qui est poursuivi par la justice. Son procès s'ouvre à Hambourg le 18 janvier. Ancien défenseur d'Ulrike Meinhof et de plusieurs membres du groupe Baader, il est inculpé officiellement d'assistance à association de malfaiteurs et encourt une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement.

En fait, la justice allemande lui fait grief, comme à Croissant, d'avoir assumé ses fonctions de défenseur dans un procès qui était un procès politique. Ainsi qu'il le précise lui-même : « **On nous reproche, comme à tous les avocats qui se sont joints à nous, d'avoir assuré une défense collective — alors que nous étions autorisés à nous rendre ensemble auprès des détenus — d'avoir organisé et préparé cette défense avec nos clients et de leur avoir permis d'exprimer leur attitude politique comme il était prévu qu'ils le fassent au cours de leur procès. Tout ceci est légitime. Mais c'est devenu illégal. Et maintenant toute une série de textes d'exception ont été volés pour faire en sorte que les personnes accusées de terrorisme ne puissent plus être défendues normalement** ».

Le cas de Klaus Croissant ou de Kurt Groenvold ne sont pas des cas isolés. Près de 70 avocats font ou ont fait l'objet de poursuites disciplinaires en Allemagne fédérale poursuivis pour avoir fait simplement leur métier. C'est l'arbitraire le plus complet. Car pour avoir maille à partir avec la justice, il n'est pas nécessaire d'avoir participé à des actions terroristes, ni même de partager les idées politiques de Baader et de ses compagnons, le simple fait pour un avocat de les défendre devant la justice suffit à le faire inculper et peut lui valoir de la prison.

Et qu'en sera-t-il demain pour les avocats qui auront pour tâche de défendre Croissant et Groenvold ? Seront-ils inculpés eux aussi ? Déjà tous ceux qui, sans être avocats, protestent contre ces inculpations, parce qu'ils sont révoltés par l'arbitraire de l'Etat allemand, sont en butte aux tracasseries policières.

La police a découvert une nouvelle classe de suspects, les « sympathisants » (le mot est popularisé par la grande presse de droite). Le ministre de l'Intérieur de Bade-Wurtemberg a recensé 1.200 « individus dangereux » qui bénéficient du soutien de 10.000 « sympathisants ».

Tout opposant connu ou pas — une dénonciation peut suffire —, tout intellectuel tant soit peu contestataire, est un inculpé en puissance. Personne n'est plus désormais à l'abri de la police qui s'arroge tous les droits, interpelle les gens dans les lieux publics mitraillette au poings, encourage la délation... L'ensemble de la population allemande est visée.

Voilà où conduisent les méthodes policières dans la très « démocratique » Allemagne fédérale, sous la férule d'un gouvernement « socialiste ».

**Cécile BERNIER**

## BOLIVIE

# La dictature militaire en état d'alerte

L'armée bolivienne a été mise en état d'alerte, mardi 10 janvier. Le gouvernement militaire du général Banzer qui fait peser sa dictature sur le pays depuis plus de six ans, prétend que l'ordre serait menacé par un « **conspiration subversive** ».

En fait, la véritable raison de cette mobilisation de la dictature est le mouvement d'opposition qui s'exprime actuellement dans le pays en faveur d'une amnistie politique qui ouvrirait les prisons et autoriserait le retour des milliers de militants politiques et syndicaux qui ont été contraints de s'exiler par le gouvernement militaire. 400 personnes font la grève de la faim dans quatre villes du pays avec le soutien de membres de l'assemblée permanente des Droits de l'Homme, d'universitaires et de représentants de l'Eglise. Et puis surtout, Banzer peut craindre que le mécontentement ouvrier et paysan qui couve dans le pays depuis des années n'emporte son régime.

Le triplement du prix de l'étain, la principale production du pays a entraîné un relatif afflux de capitaux en Bolivie, mais l'immense majorité de la population mène toujours une existence misérable. Le salaire moyen d'un travailleur des villes tourne autour de 50 dollars par mois alors que les officiers supérieurs touchent des soldes dépassant vingt fois ce chiffre et quelques grands bourgeois étalent insolemment des fortunes colossales, bâties sur l'exploitation des mineurs.

Jusqu'ici, le régime militaire de Banzer qui entretient les meilleures relations avec la dictature voisine du Brésil et avec l'impérialisme américain qui l'arme généreusement, a réussi à se maintenir en place au prix d'une sauvage répression.

Tortures et disparitions sont monnaie courante. Les activités des partis et des syndicats sont suspendues.

La mobilisation de l'armée montre que la dictature n'a pas renoncé à faire peser la menace d'un bain de sang sur le pays. Mais le fait qu'après six années de dictature, le régime de Banzer soit toujours en butte à une hostilité semi-ouverte de la majorité de la population, le fait qu'il se sente menacé montre en tout cas que ce régime de généraux massacreurs ne l'emportera pas indéfiniment.

**Pierre VERNANT**

## ITALIE

# Berlinguer hausse le ton... mais reste l'otage de la Démocratie Chrétienne

**Berlinguer et Andreotti... représentés lors d'un carnaval. Andreotti ne veut serrer la main de Berlinguer que par derrière ! Berlinguer voudrait bien la serrer par devant.**

Une nouvelle crise gouvernementale est sur le point de s'ouvrir en Italie. Cela fait suite à la remise en cause, par le Parti Communiste Italien, mais aussi par le Parti Socialiste et par le Parti Républicain, du gouvernement Andreotti, en place depuis l'été 1976. Le PCI s'est en effet déclaré prêt, si la Démocratie Chrétienne n'accepte pas la participation de ministres communistes au gouvernement, à provoquer la crise gouvernementale, et même éventuellement des élections anticipées.

Au lendemain des élections de juin 1976, qui avaient vu une progression notable du Parti Communiste Italien (jusqu'à 34 % des voix et des députés), mais aussi une résistance de la Démocratie Chrétienne (38 % des voix et des députés), le gouvernement Andreotti, gouvernement « monocolore » démocrate-chrétien, avait été mis en place grâce à la « non-défiance » du PCI, celui-ci s'abstenant en faveur du gouvernement. Un pas de plus avait été franchi en juillet 1977, grâce à la mise sur pied d'un « programme d'action » gouvernemental soutenu en commun par la Démocratie Chrétienne, le PCI, et les autres partis constitutionnels. Ainsi, le PCI n'avait pas à proprement parler été intégré dans la majorité gouvernementale, mais, à titre de concession, il lui était permis... de souscrire au même programme que la Démocratie Chrétienne au gouvernement.

La Démocratie Chrétienne, quant à elle, ne verrait bien sûr aucune objection à la continuation de cette formule de gouvernement qui lui permet de bénéficier de la caution et même du soutien effectif du Parti Communiste pour mener sa politique anti-ouvrière d'austérité. Cette politique la rend impopulaire, mais le PCI qui la soutient, se rend presque tout aussi impopulaire, sans pour autant avoir la contrepartie que constitueraient des portefeuilles de ministres que la Démocratie Chrétienne lui refuse.

Le PCI en soutenant ainsi le gouvernement Andreotti sans contrepartie politique, voulait, une fois de plus, faire la preuve de son esprit de responsabilité à l'égard de « l'intérêt national », c'est-à-dire en fait à l'égard des intérêts de la bourgeoisie italienne. Mais il a répété à maintes reprises que cette formule du « *gouvernement de la non-défiance* » ne pouvait être que transitoire... vers une participation effective du PCI aux affaires gouvernementales.

Berlinguer et les dirigeants du PCI veulent aujourd'hui cette contrepartie, ou du moins haussent le ton pour l'obtenir. A leur suite, les autres partis, intermédiaires entre la Démocratie Chrétienne et le PCI, socialistes et républicains, réclament la « *modification du cadre gouvernemental* ». C'est ce qui rend aujourd'hui la crise inévitable, à moins d'un retournement de dernière heure.

Mais la crise mène pour le moment toujours à l'impasse. La Démocratie Chrétienne est toujours opposée à l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement et l'imagination des politiciens italiens pour trouver des formules intermédiaires commence à s'épuiser. Et il est fort possible que, à l'issue de la crise gouvernementale, on voit le PCI gros-jean comme devant, et contraint de se contenter d'une nouvelle formule de « soutien externe » au gouvernement, plus ou moins modifié peut-être.

Quel choix aura alors le PCI ? Ira-t-il jusqu'à refuser alors son soutien au nouveau gouvernement, provoquant ainsi des élections anticipées, ou se montrera-t-il encore une fois « responsable » pour deux ? Dans les deux cas, la voie vers le gouvernement restera bien aléatoire.

Cela les dirigeants du PCI le savent peut-être d'ores et déjà. C'est pourquoi leur but est peut-être plus limité.

Aujourd'hui, Berlinguer hausse le ton, pour réclamer sa place. Peut-être la Démocratie Chrétienne lui fera-t-elle de nouvelles concessions, peut-être pas. Mais en tous cas, le PCI aura pris quelque peu ses distances à l'égard du gouvernement Andreotti et de sa politique de plus en plus impopulaire.

Le fait que ce soit le seul moyen dont dispose le PCI pour tenter de rappeler, malgré tout, qu'il est un parti d'opposition, en dit long... sur son engagement aux côtés des démocrates chrétiens et de leur politique anti-ouvrière. Le PCI craint aujourd'hui les conséquences, au moins sur le plan électoral, de cet engagement et voudrait soit le diminuer, soit au moins obtenir une contrepartie. Mais il n'y peut rien : c'est toute sa politique qui fait du PCI un otage aux mains de la Démocratie Chrétienne.

*André FRYS*

# Un terrorisme "de gauche" qui se distingue de moins en moins de celui de la droite

De nouvelles et violentes manifestations se déroulent à Rome depuis le 7 janvier. Ce sont, notamment, des manifestants du parti néo-fasciste MSI (Mouvement social italien) qui protestent contre l'assassinat ce jour-là de trois militants de ce parti, et qui affrontent violemment la police ou des contre-manifestants d'extrême-gauche.

Samedi 7 janvier, en effet, un groupe armé de mitraillettes attendait les militants du MSI à la sortie d'un de leurs locaux, à Rome, et a tiré sur les premiers à sortir : deux jeunes néofascistes, âgés de 19 et 20 ans, sont morts, un troisième a été blessé. Un quatrième, âgé de 20 ans, a été tué quelque temps plus tard par la police, au cours des heurts qui ont opposé les militants néo-fascistes à celle-ci.

Ce « terrorisme » se réclamant de l'extrême-gauche fait donc partie maintenant du paysage politique italien, et se manifeste régulièrement. Mais les faits du 7 janvier et leur suite montrent clairement l'impasse à laquelle il mène. Quelle peut être, en effet, l'efficacité d'une action comme celle du commando qui a tué les deux néo-fascistes ? Comment peut-on croire que le fait de tuer deux jeunes néo-fascistes de 20 ans, choisis au hasard parce qu'ils étaient les premiers à sortir du local, pourrait contribuer en quoi que ce soit à la lutte contre les tenants de l'extrême-droite ? Au contraire, cet assassinat soulève la réprobation et l'horreur, justifiée, et contribue à faire apparaître le mouvement néo-fasciste comme une victime de la violence de gauche. Il peut déboucher sur des représailles des néo-fascistes, et finalement sur une guéguerre absurde entre groupes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, dans laquelle les seconds se distingueront de moins en moins, par leurs méthodes et leur politique, des fascistes qu'ils prétendent combattre.

La seule violence qui pourrait être efficace et utile, ce serait celle qu'exercerait la classe ouvrière, consciente et organisée, contre l'appareil d'Etat italien et ses appendices d'extrême-droite. Mais justement, les actions terroristes ne conduisent nullement à une prise de conscience de la classe ouvrière. Celle-ci ne sera pas pour autant mieux armée contre tous ses ennemis de l'extrême-droite, ou de la police et de l'appareil d'Etat, ou de tous ceux-ci à la fois. Elle sera peut-être au contraire un peu plus sceptique et abusée. De ce point de vue, la politique des « terroristes » se réclamant de l'extrême-gauche n'est pas seulement absurde et odieuse. Elle est criminelle.

*A.F.*

## MOYEN-ORIENT

# Après les moments d'enthousiasme... des marchandages sur le dos des peuples

**A l'heure où s'ouvre au Caire la Commission militaire israélo-égyptienne, le ton a singulièrement monté entre Israël et l'Egypte. Le refus d'Israël de faire des concessions sur le futur statut de la Cisjordanie, et l'annonce de l'installation de 510 nouvelles familles juives dans neuf villages du nord du Sinaï ont, en particulier, contribué à durcir le climat dans lequel vont se dérouler les négociations.**

**Personne aujourd'hui ne peut dire ce que sera exactement le résultat de ces négociations, mais une chose est sûre toutefois : la paix qui avait pu paraître proche s'éloigne de nouveau. Les espoirs de paix qu'avaient soulevés parmi les populations tant israéliennes qu'égyptiennes, les rencontres entre Sadate et Begin du mois de novembre dernier, commencent à laisser place à la désillusion, la déception. Ces mêmes populations qui avaient témoigné alors, dans la rue, des deux côtés des frontières, avec force et enthousiasme, leur volonté de paix et de réconciliation, en sont de nouveau réduites à attendre le résultat hypothétique des marchandages et des tripatouillages de frontière auxquels vont se livrer les négociateurs, au Caire ou ailleurs. Car c'est bien de cela qu'il s'agit désormais. Les seuls intérêts nationaux, rivaux, animent les négociations du Caire, chacun jouant du mieux qu'il peut les pions dont il dispose, pions qui pour Israël sont, entre autres, ces colonies juives enfoncées dans le Sinaï.**

**Le temps de l'enthousiasme est en tout cas passé. Finies les rencontres qui avaient déclenché les ovations et les manifestations de joie de la population israélienne comme de la population égyptienne qui pouvaient espérer que leurs espoirs de paix allaient enfin se concrétiser. Le temps des affaires est désormais venu.**

Lucienne PLAIN

# DOSSIER

# Petits commerçants et travailleurs victimes des capitalistes de la distribution

## L'acheminement des marchandises du producteur au consommateur :

## anarchie et gaspillage au profit des gros de la distribution

**Le produit de consommation, qu'il soit fabriqué par l'industriel ou récolté par l'agriculteur, a besoin d'être acheminé de l'usine ou du champ jusqu'au consommateur. C'est l'ensemble des fonctions nécessaires à cette acheminement des produits qu'on regroupe sous le terme de distribution. Cela implique des tâches très diverses : transport, stockage, conditionnement et la vente.**

**Bien souvent, le produit passe par plusieurs intermédiaires différents avant de parvenir au consommateur. C'est donc un itinéraire parfois long et compliqué que parcourent les produits avant de parvenir à destination. D'autant plus que les circuits sont souvent archaïques et que bien des traditions héritées du passé viennent encore les alourdir. C'est ainsi que par exemple la viande de boucherie passe par six ou sept intermédiaires.**

**Mais là n'est pas la seule cause de la lourdeur de ces circuits. Cet acheminement nécessaire se fait dans le cadre d'une économie capitaliste où le profit règne. Et bien des intermédiaires n'ont d'autre justification que le profit qu'ils peuvent tirer de leur participation, et prélèvent leur prébende au passage contre un service quasi-nul, quand ils ne spéculent pas sur le produit qu'ils sont censés acheminer, en le stockant pour faire monter les cours.**

**La distribution a ses spéculateurs, parce qu'elle a ses capitalistes, petits et gros, ses financiers à qui leurs capitaux permettent d'opérer sur des centaines ou des milliers de tonnes de marchandises, et de tirer profit de l'exploitation de dizaines ou de centaines de salariés, particulièrement mal payés dans ce secteur.**

**Mais la distribution a aussi ses petits. Ceux qui ne vivent que de leur travail et de celui de leur famille, même s'ils n'en vivent pas trop mal : ce sont les petits commerçants, épiciers, marchands de quatre-saisons, gérants de magasin qui travaillent directement pour le compte d'une grosse société.**

**L'ensemble des circuits de distribution apparaît donc comme une énorme machine, recouvrant des intérêts très divers et fonctionnant de façon irrationnelle.**

**Mais quoi d'étonnant à cela ! Par quel miracle la distribution pourrait-elle donc être intelligente et organisée alors que la production est totalement anarchique. La distribution est à l'image du système capitaliste dont elle est partie intégrante. La rationalisation, lorsqu'elle se fait, s'opère pour le compte des gros de la distribution, des financiers qui ont lancé les grandes surfaces et autres « mousquetaires de la distribution », qui ont su réaliser des circuits, plus courts et plus simples peut-être, mais à leur profit exclusif et uniquement quand cela leur permet d'empocher des profits supplémentaires. Et quand le gouvernement s'en prend à l'anarchie du système de distribution et parle de réorganiser, il n'y a que bluff et démagogie dans ses propos.**

**Du bluff, car le gouvernement n'est pas plus capable de réorganiser et de rationaliser l'appareil de distribution qu'il n'est capable d'organiser et de rationaliser la production. Il peut, tout au plus, tout comme dans la production, aider par des interventions, le renforcement de la mainmise des plus gros.**

**Mais les sorties du gouvernement contre « l'anarchie de la distribution », c'est aussi de la démagogie. C'est une façon de prétendre, dans le jargon des économistes, que l'inflation, la cherté des prix, c'est la faute des lampistes de la distribution, c'est-à-dire des petits commerçants. C'est une façon de détourner la colère des travailleurs mécontents de la cherté des prix contre une catégorie sociale qui n'en est pas responsable.**

**La distribution, l'appareil commercial, fait vivre ou vivoter une fraction importante de la petite bourgeoisie. La plus importante sans doute, après l'agriculture. La classe ouvrière ne doit pas rester indifférente aux problèmes de cette couche sociale ni surtout rejeter dans le même camp tous les commerçants comme des « capitalistes ». Les petits de la distribution subissent à leur façon, la loi du grand capital. Alors, par-delà la façon dont pourrait être réorganisée la distribution dans une société débarrassée de la loi du profit et du règne du capital, aujourd'hui, l'intérêt politique de la classe ouvrière est de faire des petits commerçants des alliés, en étant solidaires de leurs luttes lorsqu'elles visent à défendre leurs conditions d'existence menacées par la crise.**

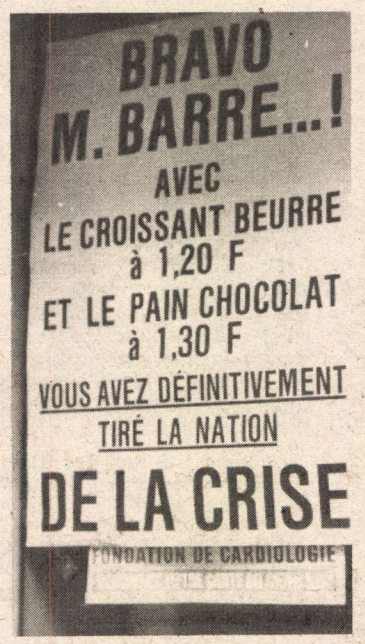
## Barre crie haro sur les petits commerçants

La plupart des politiciens bourgeois expliquent que si les prix ne cessent de monter ce serait dû à **« la lourdeur des circuits de distribution »,** que si l'inflation règne, la faute en serait aux boutiquiers. C'est cette idée que visait à accréditer Barre en présentant comme une mesure anti-inflationniste la taxation des croissants.

Mais ce que n'expliquent pas ces économistes distingués, c'est par quel mécanisme la distribution serait à l'origine de l'inflation ni surtout par quel phénomène l'inflation s'est accélérée brutalement avec la crise, passant de 3 % par an à plus de 10 %.

En fait, si les prix ne cessent d'augmenter, ce n'est pas parce que les petits commerçants s'enrichissent en prélevant une part croissante, car tous les prix augmentent et d'abord les prix industriels. Et le gouvernement donne l'exemple avec l'augmentation du prix de l'essence, du fuel, de l'électricité...

Le gouvernement sait très bien que s'il y a inflation, ce n'est pas à cause de la voracité des commerçants. Ça, c'est de la démagogie de la même eau que l'affirmation symétrique selon laquelle ce sont les augmentations de salaires qui entraînent l'inflation. Non, s'il y a inflation, c'est en raison de la voracité des grands capitalistes que le gouvernement subventionne ou encore, et ceci est lié à cela, en raison de la voracité du budget militaire colossal. Pour faire face à ces dépenses, l'Etat doit faire marcher la planche à billets.




**Affiche de riposte des boulangers-pâtissiers aux mesures de taxation.** (Rush)

L'inflation est la cause directe de la baisse du niveau de vie des travailleurs qui ne peuvent répercuter la hausse des prix sur leurs salaires, car leurs salaires dépendent de ce que le patron veut bien céder, mais les petits commerçants ont l'avantage d'être leurs propres maîtres et peuvent répercuter les hausses de prix sur leurs marges et dans une certaine mesure, ils peuvent donc mieux se protéger contre l'inflation.

Mais ce n'est pas une raison pour que les travailleurs leur reprochent l'inflation et les salaires qui n'augmentent pas suffisamment.

Les possédants, Barre en tête, crient haro sur les petits commerçants, mais les travailleurs n'ont pas à se laisser prendre à ce piège.

## La culbute des prix

Les prix des produits alimentaires font le plus souvent plusieurs fois la culbute le long du chemin qui mène de chez le paysan jusqu'au panier de la ménagère.

Cela est choquant et d'autant plus scandaleux que le paysan à qui ses produits ont coûté quantité d'efforts ne touche le plus souvent qu'une somme ridicule.

La raison en serait, nous dit-on, les structures archaïques des circuits de distribution qui font intervenir le plus souvent une multitude de « mandataires », « courtiers », et autres grossistes qui prélèvent chacun leur prébende à chaque transaction avant que le produit ne parvienne enfin sur le marché du détail.

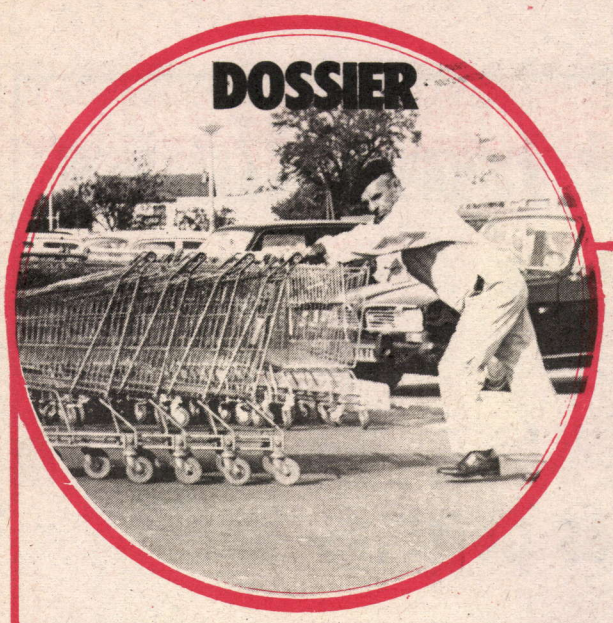
Cela est vrai, bien sûr, encore que certains des intermédiaires fournissent un réel travail, et que si le transport ou le stockage entrent pour une part importante dans le prix d'un produit, c'est d'abord parce que les prix industriels ne cessent, eux, de croître, qu'il s'agisse du prix des camions, des tarifs SNCF, du prix du carburant, ou encore de la location des entrepôts.

Mais il existe aussi des intermédiaires qui ne transfèrent... que la propriété du produit parfois par simple coup de téléphone, sans même toucher le moins du monde aux produits eux-mêmes. D'autres s'enrichissent au détriment des consommateurs parce qu'ils ont les moyens financiers d'occuper une position de monopole dans la distribution de certains produits. C'est ainsi que les importateurs de tomates du Maroc, au printemps, ne seraient que trois ou quatre à couvrir le marché selon **Que Choisir.** Car contrairement à bien des légendes intéressées, ce n'est pas seulement là où le nombre d'intermédiaires est grand que les prix font plusieurs fois la culbute. Bien des sociétés financières qui ont lancé les grandes surfaces, qui s'approvisionnent directement à la coopérative de production, ont leurs propres centrales d'achat, mais vendent leurs produits à des tarifs sensiblement identiques à ceux des détaillants passés par le circuit traditionnel.

**Des jeunes agriculteurs en protestation contre la différence trop grande entre les prix à la production et ceux de détail, organisent une vente sauvage dans les rues de Paris. Depuis octobre 1970, date de cette manifestation, les prix ont fait plusieurs fois la culbute.**

Prochain dossier :

**LE FRONT POPULAIRE**




# UNE RATIONALISATION

## Rungis, ordinateur et anarchie capitaliste

**A Rungis : le hall des fruits et légumes, là comme dans toute la distribution : les plus gros mènent la danse.** (Rush)

En service depuis 1969, le marché d'intérêt national de Rungis approvisionne toute la région parisienne.

Doté d'installations ultra-modernes, Rungis fonctionne cependant dans l'anarchie la plus complète... pour le plus grand profit des gros négociants qui y font la loi.

Le marché avait été doté d'un ordinateur destiné à permettre l'évaluation des quantités de produits mis en vente et des prix auxquels les grossistes les proposent, le tout devant être porté à la connaissnce des acheteurs sur des tableaux d'affichage. De même, il avait été prévu que les transactions se dérouleraient à heure fixe. Ce qui n'aurait bien sûr pas empêché la spéculation de continuer. Mais cela aurait permis au moins aux petits détaillants qui viennent s'y approvisionner et qui ne peuvent attendre toute la journée sur place la baisse des cours, ni être au courant de tous les arrivages, de faire leurs achats en connaissance de cause.

Mais l'ordinateur est resté inemployé ; les tableaux sont restés vides et les affaires se traitent aux quatre coins du marché au fur et à mesure de l'arrivée des produits.

La seule rationalisation du marché de Rungis que propose le gouvernement, c'est d'éliminer encore des grossistes, parmi les plus petits.

Déjà les grossistes qui étaient 900 aux anciennes Halles de Paris, ne sont plus que 350 à Rungis pour 4.000 acheteurs. Mais, que quelques « gros » accaparent le marché ne le rend pas moins anarchique.

A l'ouverture du marché, les carottes par exemple peuvent être annoncées à 0,50 F le kilo pour faire un bond en milieu de marché jusqu'à 4 ou 5 F et redescendre ensuite à 1 F. Pour le grossiste, et surtout pour le petit bien sûr, il lui faut du flair pour savoir ce qui se vendra bien et à quel prix. Il suit les arrivages : il téléphone aux ports afin de connaître le tonnage des marchandises et donc l'importance de l'offre. Il suit la météo qui lui fournit une indication sur la demande : quand le temps est chaud, les tomates, par exemple, se vendent bien. Il suit, en cours de marché, l'affluence de la clientèle, la nature de sa demande, etc. C'est en fonction de tous ces facteurs que les prix des marchandises s'établissent et changent. De toute évidence, il n'y a dans ce système, rien de rationnel, rien qui tienne compte des besoins des consommateurs.

Le gaspillage scandaleux qui conclut le marché de Rungis est bien significatif. Toute la marchandise invendue est soit stockée quand c'est possible et quand cela ne revient pas trop cher par rapport à la valeur de la marchandise, soit jetée. Des tonnes et des tonnes de marchandises sont ainsi, aux portes mêmes de Paris, détruites quotidiennement, avec interdiction aux particuliers de venir en prélever et aux grossistes d'aller les vendre directement. Quand les interdictions ne suffisent pas, les inspecteurs des fraudes se chargent de les arroser de gas-oil afin de les rendre inutilisables.

## Qui sont les grossistes

*Les commerces de gros sont au nombre de 81 000. Ce sont eux qui assurent la concentration de la marchandise à proximité des lieux de consommation et leur vente aux détaillants ; ou au contraire, ils servent d'intermédiaires entre un grand nombre de petits producteurs et d'autres grossistes. Le terme générique de grossiste recouvre bien des catégories comme par exemple le grossiste proprement dit, qui rachète la marchandise pour la revendre avec profit, ou encore le mandataire qui vend pour le compte de ses mandants, en prélevant un pourcentage. et bien d'autres encore.*

*Parmi les grossistes, il y a de tout, entre le petit qui dessert une dizaine de détaillants, et les puissants qui, pour certains produits, contrôlent complètement le flux de marchandises entre les producteurs et les consommateurs.*

*De plus en plus, ces grossistes sont d'importantes sociétés capitalistes appuyées par des banques, les petits grossistes sont éliminés du marché. Pour avoir droit de cité dans les marchés d'intérêt national comme Rungis, il faut en effet vendre un tonnage minimum par semaine, ce qui les contraint soit à s'effacer, soit à se regrouper. A l'heure actuelle, 42 % de la consommation globale est distribuée par ces marchés. Par contre, 58 % des produits de consommation est assurée par des grossistes « hors marché », type Pomona ou des centrales d'achat. Ce sont alors des sociétés capitalistes ayant leurs producteurs attitrés, quand elles ne sont pas directement propriétaires ou actionnaires de coopératives ou de chaînes de production qui leur fournissent les marchandises.*

## Qui sont les détaillants

*Tous ceux qui ont affaire directement au consommateur. Cela couvre tout le commerce, depuis le plus petit épicier qui de six heures du matin jusqu'à 21 heures ou plus travaille dans sa boutique au Mammouth géant, en passant par les grands magasins.*

*A l'heure actuelle, il existe 550 000 détaillants auxquels il faut ajouter 380 000 « services » tels les coiffeurs, cafés-restaurants, etc. Parmi eux, il faut encore distinguer entre le petit qui emploie plusieurs salariés, entre le poissonnier et le commerce de luxe comme le joaillier, le fourreur, etc.*

*Mais les grandes surfaces sont également des détaillants. Elles réalisent aujourd'hui 23 % de l'ensemble des ventes de détail. Ce sont les hypermarchés, ces géants du commerce, de 2 500 à 20 000 mètres carrés implantés à la périphérie des agglomérations. Ils sont plus de 300 en France. Ce sont également les supermarchés qui occupent entre 400 et 2 500 mètres carrés.*

*Pour la plupart, ces grandes surfaces sont partie intégrante d'une chaîne commerciale liée à un groupe financier. Par elles, le grand capital s'infiltre dans le commerce, pour s'y assurer des profits colossaux.*

**Des journées de 12 heures et plus pour un revenu souvent modeste...**

**Entre producteur et consommateur, chaque produit ou presque parcourt un circuit différent, quand il n'y a pas plusieurs circuits pour le même produit.**

**Depuis quinze ans, avec l'implantation des grandes surfaces, un réseau parallèle de distribution plus « court » est venu doublé le réseau traditionnel. Mais si les grandes surfaces et autres « mousquetaires de la distribution » ont modernisé ou rationalisé tant soit peu la distribution, comme elles s'en vantent, cela s'est opéré essentiellement en faveur du grand capital qui a trouvé là un secteur particulièrement profitable où investir.**

**Cette « rationalisation » ne se fait absolument pas au profit des consommateurs, mais pour permettre aux capitaux investis dans ce secteur de dégager un profit. Car enfin, même lorsque les cinq ou six intermédiaires d'antan sont remplacés par une seule grosse entreprise qui remplit toutes les fonctions d'intermédiaire en plus de celle du détaillant, les marges ne sont évidemment pas divisées par cinq ou six pour autant. Et le prix payé par le consommateur est du même ordre que le circuit emprunté soit simple ou compliqué !**

**Par ailleurs, la « rationalisation » capitaliste — c'est-à-dire le fait que les biens de consommation soient fabriqués, commercialisés en très grosses quantités — aboutit à un abaissement général de la qualité.**

**C'est ainsi que le marché est envahi par des produits dont la première qualité n'est plus ni la fraîcheur, ni le goût, mais par contre qui doivent correspondre à des normes standards : poids, taille, être faciles à stocker, conserver et conditionner. C'est ainsi que la pomme Golden a envahi le marché et supplanté une dizaine d'autres variétés, non pas pour répondre à une demande des consommateurs, ni grâce à des qualités gustatives particulières, mais parce qu'elle est d'un haut rendement, qu'elle se conserve et se transporte aisément sans trop de pertes.**

**En système capitaliste, la production est orientée non pas en fonction des besoins et des goûts des consommateurs, mais en fonction du profit et au nom de la rentabilité pour les seuls capitalistes qui, installés dans les circuits de distribution, contrôlent en amont la production, et en aval le marché.**

## Marges fixées et tracasseries administratives pour les petits commerçants

Généralement ,la marge du détaillant est fixée par un coefficient donné par le gouvernement. En ce qui concerne les fruits et légumes par exemple, ce coefficient est le plus généralement de 1,50 : c'est en multipliant le prix d'achat de ses légumes hors taxe par 1,50 que le détaillant obtient le prix maximum auquel il a le droit de les vendre, toutes taxes comprises. C'est-à-dire que la marge que le commerçant pourra réaliser ainsi est de 50 % du prix d'achat.

De cette marge, il faut déduire la taxe à la valeur ajoutée (TVA) versée à l'Etat. C'est ce qui reste qui est ensuite destiné à couvrir les frais du détaillant, l'amortissement de son matériel et assure son revenu.

Bien évidemment, cela peut représenter un profit juteux lorsque la marge est définie sur une grosse quantité de marchandises. Cela peut permettre juste de quoi vivre pour les détaillants les plus petits.

Cela, c'est le fonctionnement général. Mais, dans la pratique, cela devient très compliqué car les coefficients sont parfois variables d'un produit à l'autre, voire même pour le même produit suivant le moment.

Pour les pommes de terre par exemple, si ce sont des primeurs, le coefficient est de 1,38 à condition que la marchandise soit en vrac, mais de 1,35 si elle est conditionnée en sac de 10 kg maximum. Et il faut soustraire là encore du prix de vente au kg ainsi obtenu 0,03 francs si les pommes de terre sont livrées par le grossiste au détaillant.

Mais, s'il s'agit de pommes de terre de conservation, le coefficient est différent : 1,30 pour les légumes en vrac, 1,27 en sac. Attention ne pas oublier de soustraire 0,03 francs du prix de vente si les pommes de terre ont été livrées au détaillant... ! Et ce n'est qu'un exemple !

A moins d'avoir un petit ordinateur en tête, il paraît difficile, même de bonne foi, de ne pas faire d'erreur, mais attention, les représentants du service des prix veillent !

Et surtout, cette limitation des marges ne s'applique qu'aux produits de détail. C'est dire si elles ne limitent pas grand-chose. La législation, si tatillonne pour les détaillants, est très libérale à l'égard des grossistes, intermédiaires et industriels de l'alimentation. Ils doivent tout juste ne pas augmenter leurs marges de plus de 10 % en moyenne par rapport à l'année précédente, s'il s'agit des mêmes produits... mais tout cela reste des recommandations du gouvernement qui se fie à leur bonne volonté.

# AU PROFIT EXCLUSIF DES CAPITALISTES

## GRANDES SURFACES, GRANDS RAPACES

« Machin écrase les prix ! » : voilà l'argument choc des grandes surfaces !

Des prix inférieurs, sans doute souvent, mais pas toujours ! Et ce n'est jamais énorme ; quelques centimes sur la plupart des produits, un peu plus sur les réclames, et rien du tout, voire des prix en hausse sur une partie des marchandises.

Non, les grandes surfaces n'écrasent pas les prix. Les capitalistes qui les dirigent en auraient pourtant les moyens, car leurs prix d'achat sont particulièrement bas comparés à ceux de l'épicier ou du droguiste. Cela, par l'accumulation de plusieurs facteurs.

Tout d'abord leurs fournisseurs ne peuvent que consentir des tarifs préférentiels à ces gros clients. Puis, les hypermarchés s'emparent du profit accaparé d'ordinaire par les intermédiaires : ils font à la fois office de grossiste et de détaillant. Sur place ensuite, ce sont des économies de main-d'œuvre. La manutention est réduite au strict minimum. Le client fait tout le reste. Enfin, les grandes surfaces du commerce font fructifier l'argent des autres. Elles vendent en général leurs marchandises bien avant de les avoir payées à leurs fournisseurs.

Tout cela fait que même lorsque cela va mal pour les affaires, cela va bien pour les entreprises capitalistes du commerce.

Ainsi Carrefour déclarait-il il y a quelques années un bénéfice de l'ordre de 40 %. Les grandes surfaces se contentent de baisser les prix dans d'étroites limites : juste assez pour drainer la clientèle et faire la différence avec le petit commerce, mais assez peu pour maintenir leurs super-profits plantureux.

**Rationaliser le commerce : pour les grandes surfaces, c'est faire marcher le client.** (Rush)

## *Supermarchés : une façon de rationaliser la chasse au profit mais pas la satisfaction des besoins*

Les supermarchés seraient, nous dit-on, ce système de distribution « plus moderne », un progrès par rapport à la distribution par les petits détaillants.

Plus moderne, peut-être, mais un progrès, est-ce vraiment certain ?

En effet, quel est le système le plus rationnel ? Qu'une personne avec son camion se déplace pour aller chercher ce qui est nécessaire aux habitants d'un quartier ou d'un village ou que ce soient les trois cents ou les cinq cents habitants du quartier, avec à peine moins de voitures, qui se déplacent pour aller au supermarché ?

Est-ce vraiment un progrès si chacun doit se déplacer, chercher dans les rayons, stocker à domicile pour ses besoins personnels, bref, faire le travail du petit commerçant qui se déplaçait, faisait les recherches, stockait ?

C'est là un gaspillage insensé de temps, d'argent, d'essence. Economiquement, c'est là un système coûteux et anarchique. Cela oblige chacun à avoir sa propre voiture, son propre congélateur, au moins de la place pour stocker.

Et sur le plan humain, social, ce système n'est certainement pas rationnel. Comment le serait-il alors qu'il implique des difficultés parfois insurmontables pour les personnes âgées, pour les mères de famille avec des enfants en bas âge, pour les malades, pour tous ceux qui ont du mal à se déplacer !

Au contraire, le progrès, c'est d'avoir à portée de la main tout ce dont on a besoin chaque jour.

Bien sûr, le commerce de détail est loin d'être rationnellement organisé et l'anarchie y règne comme dans tout le système capitaliste, mais au moins le petit détaillant de quartier rend des services que les « grandes surfaces » ne rendent pas.

Alors l'avenir dira quelle sera la forme de distribution d'une société soucieuse non de profit, mais de la satisfaction de ses membres. Mais cet avenir à la fois rationnel et à « visage humain », n'est pas représenté par le rationalisme du profit des supermarchés.

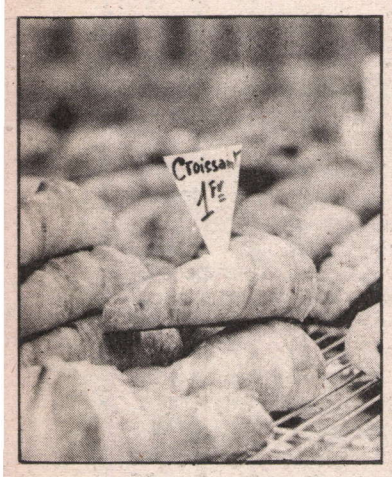
## AUX UNS LE PROFIT, AUX AUTRES LE TRAVAIL

**Il y a tout un secteur de la distribution qui n'intéresse pas les grandes surfaces et qu'elles laissent volontiers aux petits détaillants : tout ce qui demande beaucoup de travail pour peu de profit.**

**Les hypermarchés s'installent à proximité des grosses concentrations urbaines, là où il est possible de « drainer une clientèle » importante. Ils se spécialisent dans un petit nombre d'articles de grande diffusion, de vente sûre. Ils laissent au petit détaillant le soin de desservir les villages isolés. S'il fallait payer les salaires pour le travail du petit détaillant, douze heures par jour, les capitalistes de la distribution, ne pourraient faire aucun profit, et cela, bien sûr, ne les intéresse pas. Le petit détaillant, lui, touche sous forme de bénéfices une somme qui correspond peut-être à un salaire ou un peu mieux — et encore bien souvent il faut tenir compte du fait qu'ils sont deux, mari et femme, à travailler — mais cela ne rénumère pas le petit capital qu'il a pu investir dans l'affaire.**

**C'est bien pourquoi, d'ailleurs, dans de nombreuses branches, le petit commerce subsistera encore longtemps car aucun capitaliste n'accepterait de voir ainsi ses capitaux immobilisés sans qu'ils lui rapportent un centime.**

**Ce qui se passe dans le domaine de la distribution est à l'image de ce qui se passe dans l'ensemble de la société capitaliste. Plus on possède de capitaux, plus on gagne et moins on se fatigue.**




**Le croissant est taxé ! Mais les profits sont libres pour les magnats capitalistes.**

### INTERVIEW D'UN PRIMEUR

*« La taxation ! C'est de la démagogie, car nous n'avons pas besoin d'être taxés. Souvent, on vend au-dessous de la taxe, et c'est de toute manière la marge qu'on pratique généralement. Alors, pourquoi taxer ? Pour faire croire que si les prix sont chers, c'est de notre faute. »*

### LES CONTROLES CHEZ UN PRIMEUR :

*« Ils viennent à l'improviste, ils relèvent tous les prix marqués sur les ardoises, et gare les produits sont taxés à 35 %, et ce n'est pas 36. Le matin, il peut arriver que nous n'ayons pas changé toutes nos ardoises de la veille, ça peut coûter cher : 200, 300, 400 et même 2 000 fancs d'amende selon la gravité. Pour eux, la loi, c'est la loi, nous avons eu un avertissement verbal. (...)*

*C'était encore l'époque des oranges d'été. Ce jour-là, elles revenaient avec la taxation à plus de 6 francs le kg. A ce prix-là, nous n'en aurions jamais vendues. Alors nous avons baissé le prix des oranges de 15 centimes le kg et nous avons augmenté le prix des golden beaucoup moins élevé, de 15 centimes. C'était afin de ne pas vendre trop cher, de ne pas perdre. Ce n'était pas du vol, c'était un arrangement, mais les contrôleurs n'ont pas voulu l'entendre ainsi.*

— Et comment vérifient-ils ?

*— Oh, c'est toute une affaire. Ils vous font sortir toutes vos factures, et ils vérifient prix après prix.*

— Mais tous les produits sont-ils taxés ?

*— Jusqu'ici il ne restait plus que les oignons et les carottes qui étaient libres, et bien maintenant, tous les fruits et légumes sont taxés. Avec les 35 %, il nous faut tout payer, les frais de fonctionnement, la Sécurité sociale, les salaires des employés, tout quoi. »*

### UNE PETITE EPICERIE DANS LE 18e ARRONDISSEMENT DE PARIS :

« Comment êtes-vous approvisionné ?

**Les petits commerçants, cible privilégiée des contrôleurs des prix.**

*— Par les grossistes surtout. Ca n'intéresse plus les fabricants de nous livrer directement. Ce qui fait qu'avant que le produit arrive chez nous, il y a déjà deux bénéfices qui sont faits dessus... Il y a bien Danone qui nous livre directement, mais il fait 10 centimes de moins par pot aux grandes surfaces.*

— Les fabricants vous imposent des prix de vente ?

*— Oui, ils nous indiquent un prix de vente, mais souvent trop bas pour qu'on puisse y arriver. Quelquefois, quand même, on vend un produit très peu cher, en dessous du prix conseillé, pour que le client soit attiré et achète aussi autre chose. (...)*

*Les hausses, nous les petits commerçants, on n'est pas pour. On les subit comme tout le monde. Et quand le produit est trop cher, on ne peut pas prendre une grosse marge dessus, parce qu'on n'en vendrait plus. »*

## La loi Royer : beaucoup de poudre aux yeux

Malgré les lamentations feintes des capitalistes de la distribution, la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite « loi Royer », n'a nullement mis fin au développement des grandes surfaces.

Elle a certes limité leur extension en soumettant à l'autorisation de commissions d'urbanisme la création de nouveaux établissements dépassant 1.500 m2 (1.000 m2 dans les villes de moins de 40.000 habitants). Mais pour 141 demandes refusées depuis sa mise en application, 83 ont été accordées.

Surtout, la grande vague de création des hypermarchés, intervenue de 1969 à 1973, avait permis aux grandes sociétés commerciales d'implanter des centres géants aux endroits les plus intéressants. La concurrence entre chaînes rivales les avait même entraînées à voir souvent trop grand. La « loi Royer » n'a donc en ce domaine pour l'essentiel fait que codifier un ralentissement décidé par les grands trusts eux-mêmes.

# DOSSIER

# Gagner les voix des petits commerçants aux élections ou en faire des alliés dans la lutte?

## LORSQUE LE PARTI COMMUNISTE ÉTAIT AU GOUVERNEMENT

### Gérer les affaires de la bourgeoisie et s'attaquer aux petits commerçants

De 1946 à 1947, présent dans le gouvernement De Gaulle (F. Billoux fut même ministre de l'Economie nationale), le PCF eut la même attitude que celle de tous les gouvernements bourgeois aux prises avec l'inflation : tenter d'en rejeter la faute sur les petits commerçants.

La CGT organise des commissions de contrôle des prix qui se rendent sur les marchés pour faire baisser les prix et **« y mettre fin à l'anarchie, aux écarts entre les prix de détail »**, puisqu'il est reconnu que... **« les prix des gros s'établissent à des prix très bas et qu'au détail, la marchandise continue à être vendue très cher »**. Les petits commerçants n'avaient qu'à se débrouiller car, déclare **l'Humanité**, ils **« doivent exiger des prix de gros qui leur permettent de vendre leurs œufs 14 F en réalisant une marge bénéficiaire normale »**. Le PCF organise des actions spectaculaires contre les petits commerçants, ce qui permet à **l'Humanité** de claironner des communiqués de victoire de ce type : **« Dans le 14e arrondissement, place Montrouge, sur intervention de la commission, les courgettes sont passées de 44 francs à 22 francs le kilo. A Courbevoie, les cerises, de 30 à 25 francs.**

Comme si les prix pouvaient réellement baisser avec quelques actions ponctuelles contre les détaillants, même si elles sont spectaculaires.

Par contre, pas le moindre communiqué dans **l'Humanité** dénonçant les profits des industriels et des capitalistes, véritables responsables de l'inflation, pas le moindre appel aux travailleurs à aller contrôler les livres de comptes des patrons.

Les déclarations anti-petits commerçants de la part des dirigeants du PCF visaient à détourner le mécontentement des travailleurs et à se donner un visage radical et combatif à bon compte, pendant que le gouvernement auquel participaient toujours des ministres communistes, poursuivit sa politique inflationniste, en augmentant en janvier 1947, les tarifs SNCF de 100 %, le gaz de 25 % et l'électricité de 50 %.

Les partis de gauche, comme les organisations syndicales ouvrières véhiculent l'idée que la grande masse de la petite bourgeoisie, et en particulier des petits commerçants, ne peut être qu'une alliée de la droite.

Ces partis n'hésitent pas à reprocher aux petits commerçants de faire le jeu de la droite, en votant pour elle aux élections.

Peut-être, mais le problème est bien justement de les gagner. Comment ? Le terrain électoral est certainement le moins efficace.

Et de toute façon, l'important n'est pas de gagner les petits commerçants sur le terrain électoral, mais d'en faire les alliés de la classe ouvrière là où c'est déterminant, sur le terrain des luttes.

Or justement, c'est sur ce terrain-là que les partis réformistes ne font rien, quand ils ne dénoncent pas les luttes des petits commerçants sous prétexte qu'ils ont des méthodes de lutte contestables.

Pourtant, ce sont bien ces mêmes petits commerçants, en général électeurs de droite, qui n'hésitent pas à occuper les préfectures, à descendre dans la rue, à faire grève, à s'affronter à l'Etat des capitalistes pour défendre leurs intérêts. Et c'est justement sur ce terrain de la lutte, et non sur celui de la propagande et de la parlotte électorale qu'ils doivent rencontrer le soutien, même s'il s'accompagne de critiques, des organisations ouvrières.

Tout autre politique est criminelle, c'est courir le risque de faire le jeu de la pire des réactions, comme ce fut le cas au Chili. C'est précisément dans un contexte de crise et d'inflation catastrophique parce qu'il refusa de s'attaquer aux capitalistes responsables de la crise et décréta le blocage des prix contre les petits commerçants, que le gouvernement Allende isola la classe ouvrière et réalisa contre lui l'unanimité des classes petites bourgeoises. Et c'est en tentant de redresser sur leur dos la situation économique qu'Allende creusa le lit de Pinochet.

Les organisations ouvrières, en refusant de s'attaquer aux capitalistes, en se servant des petits commerçants comme boucs émissaires, ne fraient pas toujours la voie à une dictature féroce, mais elles permettent toujours à la bourgeoisie de poursuivre impunément ses attaques répétées contre le niveau de vie de tous ceux qui ne vivent que de leur travail, les ouvriers comme les petits commerçants.

## Travailleurs, petits commerçants, petits producteurs, consommateurs, ont des intérêts communs à défendre

**C'est au nom du progrès, de la rentabilité, de la rationalisation que gouvernement, mais aussi organisations de gauche, voire d'extrême-gauche se font les défenseurs des grandes surfaces, contre les petits commerçants accusés de tous les maux et notamment de faire monter indûment les prix.**

**Mais cela n'est que de la démagogie destinée à détourner la colère des couches laborieuses des vrais fauteurs d'inflation et de crise, les trusts capitalistes. Les grandes surfaces, comme les gros capitalistes de la distribution, ne représentent nullement une forme de progrès dans l'organisation de la distribution. Ces requins du négoce s'enrichissent du gaspillage et de la destruction des produits. Face à eux, tous ceux qui travaillent et vivent de leur travail, ouvriers, petits paysans, mais aussi petits commerçants ont des intérêts communs à défendre.**

**Le petit commerçant, même s'il vit mieux, le plus souvent, qu'un ouvrier, travaille durement pour un revenu finalement assez maigre, sans aucune comparaison possible avec les profits énormes des grandes surfaces, enchaîné à sa boutique, il est victime lui aussi de l'organisation capitaliste de la société et de la concurrence que lui font subir précisément les grandes surfaces. La classe ouvrière doit les soutenir dans leur lutte contre les capitalistes de la distribution et contre l'Etat, jusques et y compris quand ils se battent sur des revendications étrangères au programme des travailleurs.**

**Les travailleurs ont intérêt à trouver un compromis et à être solidaires de la lutte des petits commerçants. C'est un problème politique. Tout autre choix reviendrait en fait à soutenir le camp de ceux qui oppriment le petit commerce et fermerait alors à la classe ouvrière la possibilité de s'en faire un allié.**

**Mais la classe ouvrière se doit de proposer aux petits commerçants, comme à tous ceux qui vivent de leur travail, travailleurs indépendants, petits producteurs, des objectifs communs. Face à l'Etat d'abord qui, par le fisc, saigne tous ceux qui ne vivent que de leur travail. Car c'est cela l'impôt sur le « revenu », prétendument égalitaire, mais qui en réalité, fait peser le plus lourd des charges fiscales sur ceux qui travaillent pour vivre. Que l'Etat se paie donc sur les revenus de ceux qui vivent de l'exploitation du travail des autres, c'est-à-dire sur le capital. Les travailleurs doivent revendiquer en commun avec les petits commerçants le dégrèvement des impôts, et même la suppression de tout impôt sur le « revenu ».**

**Face à la concurrence que font subir les grandes surfaces aux petits commerçants, les travailleurs doivent prendre parti résolument pour les petits commerçants. Il ne faut plus que la loi du profit joue toujours dans le même sens contre les plus défavorisés : pourquoi grossistes et centrales d'achat ne fourniraient-elles pas leurs marchandises au même tarif, avec les mêmes avantages et facilités de paiement aux petits commerçants qu'aux grandes surfaces. Et pour que les petits commerçants soient rémunérés correctement pour leur travail, sans augmenter les prix à la consommation, il faut exiger que les gros de la distribution réduisent marges et profits.**

**Mais il est aussi de l'intérêt de l'ensemble de la population laborieuse que l'anarchie de la distribution, le gaspillage qu'elle engendre, les destructions massives de fruits et légumes cessent. Il ne faut plus que les petits producteurs se retrouvent avec des surplus à détruire à chaque saison, alors qu'à la ville, les consommateurs n'ont rien.**

**Il faut imposer aux gros de la distribution, aux gros négociants, aux entreprises de transport, à la SNCF, qu'ils commercialisent et transportent à tarif réduit, voire pour rien s'il le faut, les produits considérés comme des « surplus » et les acheminer au moins sur le marché régional, dans les villes voisines. La distribution doit fonctionner en effet comme un service d'intérêt public. La SNCF, les PTT fonctionnent bien toute l'année, jour et nuit, qu'il y ait abondance ou non de passagers les trains roulent, et les facteurs font leur tournée... Ce n'est pas la rentabilité « capitaliste » qui détermine le fonctionnement, il doit en être de même pour ce qui concerne la distribution, l'acheminement des marchandises doit se faire en fonction des besoins de la collectivité ; il est de l'intérêt de tous, des consommateurs, mais aussi des petits producteurs que les produits soient acheminés coûte que coûte, et même les petits commerçants eux aussi ont à y gagner car cela ne pourrait que redonner vie et activité aux marchés régionaux et locaux.**

**Dans la situation actuelle, ce sont les gros de l'industrie et du négoce qui empêchent la population de bénéficier de l'augmentation de la production. C'est tout bonnement scandaleux. D'autant plus que c'est à ces capitalistes que la SNCF accorde des remises et des tarifs préférentiels pour véhiculer leurs marchandises. Travailleurs, petits producteurs, petits commerçants peuvent imposer, s'ils sont solidaires, que la distribution fonctionne de façon enfin rationnelle. en fonction des besoins de la collectivité, eux seuls ont les moyens de l'imposer.**

# SOUSCRIPTION

## pour les candidatures Lutte Ouvrière

**Lutte Ouvrière sera présente, au mois de mars prochain, dans les élections législatives. Nous serons présents et nous devrons l'être ; face à la droite, qui au gouvernement, mène ouvertement et cyniquement la politique de la grande bourgeoisie, et face à la gauche qui s'apprête à venir au gouvernement pour mener la même politique, nous devons permettre aux travailleurs, en votant pour les candidats révolutionnaires, d'exprimer un autre choix.**

**Pour permettre ces candidatures, nous avons un besoin impérieux du soutien de tous ceux qui sympathisent avec nos idées. La première forme, essentielle, de ce soutien, c'est le soutien financier.**

**Alors, camarades et amis, souscrivez pour le soutien aux candidatures de Lutte Ouvrière, et faites souscrire autour de vous.**

**Vous pouvez naturellement souscrire à l'adresse du journal. Envoyez chèques et mandats à notre boîte postale, établis à l'ordre de Michel Rodinson, sans autre mention mais en indiquant au dos : souscription.**

SNIAS : Un travailleur, 60 F - Travailleur, 50 F - Travailleur, 10 F - Travailleuse, 10 F - Travailleur, 10 F - Travailleur, 10 F.

SNECMA CORBEIL : 109 personnes de la Snecma ont donné 743 F.

AGF : F. Richer, 10 F - M.C. Malerme, 5 F - M. Della-Orne, 5 F - M. Meledandri, 5 F - M. Dubord, 5 F - Mlle Roger, 5 F - Mme Ghillo, 5 F - M. Cinalli, 5 F - Renaud Alain, 2 F - Witrowski Teddy, 5 F - Dandelot, 10 F - Calard, 5 F - Mlle Lacmant, 5 F - Mlle Elbes, 5 F - M. Bonneville, 5 F - M. Cremmel, 5 F - S., employé, 10 F - R., employée, 10 F - M., employée, 50 F - G., employée, 10 F - H., employé, 10 F - Bérenger, employé, 10 F - L., employé, 1 F - Tavernier, employé, 50 F - V., employé, 10 F - Deiss, employée, 10 F - Turle, employée, 10 F - Hervé, employée, 10 F - A. Vieillot, employé, 10 F - M.A. Beauboucher, employée, 100 F - M. Lebailly, employée, 30 F - J. Robinson, employé, 10 F - L.B.J., 5 F - Lobjeois Françoise, 10 F - Chantal Crunil, 20 F - Geneviève Thibwillier, 10 F - Maryse Crunil, 50 F.

AGF Bastille : J.G., 50 F - H.M., 20 F - B.M., 5 F - R.J., 10 F - M.L., 20 F - C.B., 20 F - P.V., 10 F - P. M., 20 F - M.L., 10 F.

AGF : Michel Bodin, 30 F - Marcel B., 20 F - G.F., 15 F - Parents d'un sympathisant, 50 F - Employée IFP, 50 F.

GAN : Daniel, 100 F - Maurien, 20 F - Alain, 30 F.

BNP : Josée, 50 F.

Société Générale : Evelyne, 50 F - Sabine, 100 F - Un chômeur, 20 F.

RNUR Flins : Ouvrier, 50 F - Ouvrier, 5 F - Ouvrier, 30 F - Ouvrier, 10 F - Laniaice, 50 F.

URSSAF : Thomas Hezen, 20 F - Employée, 10 F - Employée, 10 F - René Beaufort, 20 F - Marie Carmen, 50 F - Agnès Chatelain, 30 F - Dhallo Yvette, 50 F - Employée, 10 F.

RNUR Siège : 30 F.

RNUR Billancourt : Département 14 : Driancourt Gérard, 100 F - Dédé, 100 F - Aiss, 50 F - Michel, 100 F - Coufourier, 3 F - Hervé, 20 F - Illisible, 10 F - Pierre, 10 F - Christiane, 10 F - Claude, 10 F - Jeannot, 30 F.

Département 54 : Jacques, 50 F.

Département 49 : Victor, 50 F - Jeannot, 30 F.

Département 57 : Alain, 10 F.

SKF Ivry : Travailleur immigré, 12,50 F - Travailleur espagnol, 10 F - Saumier Robert, Vitry, 90 F - Bernard, Paris, 300 F - Vincent, Paris, 50 F.

Thomson CSF Issy : Grugier Gérard, 100 F - ODS, 20 F - Maurice Decaudin, 10 F - Pierre Demandis, 50 F - P.O., 10 F.

UAP Tour Assur : Militant CFDT, 30 F - Sympathisant anarchiste, 40 F - Sympathisant anarchiste, 20 F - Christine, 20 F.

PTT Tri PLM : Montpar, 10 F - Employé musées nationaux, 10 F - Fabulas, 30 F - Gustave, 100 F - Jean Lul, 10 F - Martinez, 10 F.

Région parisienne et Paris : Mme G., retraitée, 50 F - J. Le Bris, 70 F - M. Heuguet, 30 F - M.S.G., 50 F - D.M., 50 F - Geindreau, cheminot, 50 F - Une sympathisante LO, 50 F - Un géomètre, 100 F - Nezzar Christian, 50 F - Jimenez, 120 F - Vilneuve, 20 F - Un Breton, 20 F - Un Audois sympa, 10 F - Brengues Maurice, 20 F - Christian K., 20 F - Un cheminot réunionnais, 100 F - Gérard S., 10 F - Heureusement que LO existe, 100 F - Une employée de la CAF, 15 F - VRP « Dames de France », 500 F - Pour arrondir, 5 F - Hélène K., retraitée, Paris-10, 100 F - René et Suzanne, Montreuil, 200 F - Lily, Vanves, 400 F - M. et Mme Trouche, 50 F - Danièle, 200 F - Georget, 50 F - Camarcat, 100 F - Marie, centre Pompidou, 10 F - Catherine, centre Pompidou, 10 F - G., Carrière, Fox Lina, P. Rocher, Fox Lina, Rex F. Stalport, Fox Lina, 100 F - Planchet, 20 F - Un sympathisant, 100 F - Légion, 30 F - Pour le principe, 50 F - Une sympathisante, 100 F - Un élève de l'école centrale, 50 F - Raussin, 50 F - X., 37 F - Slombka, 10 F - Huguette, CNCA, 100 F - Un OS du MPR, 100 F - Une ouvrière du MPR, 10 F - Mme Gargnebet, 100 F - Plumé Catherine, 10 F - Bostffocher Catherine, 10 F - Employé Capimmec, 10 F - Mme Lepic, 50 F - Un sympathisant, 95 F - Yves Guillemot, Aulnay, 100 F - Un technicien, 70 F - Alain Hecquet, Aulnay, 50 F - Bernard Pretat, Rueil, 50 F - Un travailleur des impôts, 500 F - P. Massard, 50 F - Ph. Massard, 25 F - Prime travail manuel, J.G., 120 F - Ridet, 500 F - E.G., Paris, 100 F - Grand, 10 F - Copain, 5 F - Chambonnet, 10 F - Leloup, 20 F - Serge, 50 F - Gisèle, 40 F - Christine, infirmière, Courbevoie, 100 F - Sympathisant Jaeger, 100 F - Michel, 50 F - Cournaille, 10 F - Gracia, 5 F - Meudon, 10 F - M.F., 100 F - Alain, Aveyron, 35 F - B.H., postier, 70 F - Mohamed, 10 F - Tartempion, 10 F - Pour arrondir, 4 F - Un cheminot, 50 F - Lordet, 10 F - Castellani, 12 F - Marian, 10 F - Ouvrier Christophe Arques, 5 F - Vilar Vanina, 10 F - Pierre, de St-Benoit, 50 F - Illisible, 10 F - Caplan, 51 F - Eric Caucheffer, 10 F - Anonyme, 3,35 F - Agrinier Alain, 70 F - Robert, 30 F - Rolling, 50 F - Saffre, 10 F - Pour arrondir, 2 F - Un ami, 5 F - Un militant et sa copine, 5 F.

Créteil CT : Jean-Michel, 25 F - Gérard, 50 F - Michel, 10 F - Claude, 20 F - Bernard, 10 F - Michel, 40 F - F.D., 10 F.

Crédit Lyonnais Agences : J.P. Dalmas, 1.000 F - C.P., 100 F - Anonyme, 50 F - C.G., 50 F - M.D., intérim, 50 F - W. Dupont, 200 F.

Eure et Loir : Un travailleur d'une petite boîte, 5 F - Jean-Luc Tourneur, 10 F - Un retraité handicapé, 10 F.

Nancy : Neiss, 100 F - Mimo, 30 F - M., Aciéries de Neu-Neu, 60 F - Jean-Michel Redon, 100 F - Hauser, 20 F - Anonyme, 20 F - Anonyme, un acompte, 50 F - Militant LCR, 10 F - Kopp Jacques, 30 F - Hottman, 10 F - Joël Mitz, 20 F - Jean-Luc Hemel, 40 F - Zozouleig, 20 F - Mère d'une copine, 100 F - Kluziak, 50 F - Petit commerçant, ex-PC, 10 F - Noel L., retraité, 10 F - A., 10 F - Abeille, laborantine, 50 F - Anonyme, 35 F - Anonyme, 50 F - Marie-Madeleine Daubie, 50 F - Hervé Ferraro, PTT Nancy, 50 F - Marie-Odile Minoger, CHU, 100 F - Christiane Minoger, CHU, 150 F - Odile, aide-soignante, 50 F.

Angoulême : M. et Mme Rebel, 100 F - M. Menudier, 50 F - M. Minana, 30 F - Mme Lafitte, 50 F - M. Delin, 50 F - Mme Payraud, 50 F - Mlle Barrière, 50 F - Mlle Remy, 50 F - M. Dupouy, 50 F.

Bordeaux et sa région : A.V., employée Crama, 50 F - Un employé Crédit Agricole, 50 F - Un petit geste d'un Mérignacais, 50 F - Psychologue Ecole Normale Mérignac, 20 F - Marie-Paule et Julie, 50 F - Souquet Jean, 25 F - Claude, 30 F - Dufour Claire, 50 F - Charpentier Odile, 10 F - Sicard Jean-Marc, 30 F - Jean-Pierre, 50 F - Retraité Vidard, 20 F - Frère hôpital, 50 F - Sarget, 42 F - Sharifa, 42 F - Infirmière, 50 F - Ouvrier intérimaire, 20 F - Etudiante, 50 F - Danielle Gomez, 50 F - Marfaing, 200 F - Un étudiant arabe, 50 F - Pierre, 50 F - Une ménagère de Cenon, 30 F - Peroltiaux, 50 F - Petit commerçant retraité, 20 F - Gérard Barthélémy, 50 F - Une aide-soignante, 30 F - Une auxiliaire sympathisante, 50 F - Une employée de bureau, 25 F - Une aide-soignante, 50 F - Elisabeth Barthélémy, 30 F - Laurence Barthélémy, 30 F - Mère d'un copain, 100 F.

Lille : Jean-Luc Descamps, 15 F - Une assistante sociale, 100 F - Nelly, 10 F - Yvette, 5 F - Evelyne, 10 F - H., 5 F - Jacqueline, 100 F - Christine, 5 F - Gérard, 10 F - Joëlle Cœugniet, 20 F - Joëlle et Jacques Bouché, 20 F - Gréry Marguerite, 20 F - Guéry Paul, 10 F - Denis Dien, 10 F - Eric Dardczyk, 50 F - Claire Dargand, 30 F - Boubet, 50 F - Delayens, 5 F - Drazek, 50 F - Chombart Stéphane, 10 F - Bernard, 40 F - Richard, PTT, 100 F - Une institutrice, 30 F - Catherine, 10 F - Une élève-infirmière, 20 F - Un professeur, 20 F - Destrez J.P., Hellennes, 30 F - Carlier Hellènes, 46 F - Annie, 10 F - Pour arrondir, 4 F - Delivet Frédéric, 1 F - Guillou Patrice, 10 F - Hochard Patrick, 1,50 F - Delafontaine Thierry, 2 F - Masson Daniel, 2 F - Defossé Raymond, 1 F - Gorizzutti Bruno, 0,50 F - Gorizzutti Clémentine, 2 F - Augustyak Alain, 3 F - Josephe Annie, 2 F - Cuvellier M-Christine, 2,50 F - Lesage Yannick, 3 F - Vienne, 1 F - iPerre, 1 F - Pierre Prez, 3 F - Pigache Bernard, 3 F - Carpentier, 5 F - Arrondi, 2,30 F - Famille, 10 F - Sylvain, 100 F - M. Joseph, 100 F - Famille, 50 F - Famille, 30 F - J. retraitée, 20 F - Un agent de lycée de Veynes, 300 F - Un agriculteur des Hautes-Alpe 200 F - Pepiot Marc, 50 F - Sœu d'un militant, 50 F - Gérard, 3 Suisses, 10 F - Michel R., 15 F - Christiane, 3 Suisses, 10 F - Stéphane, 15 F - Patrick, 20 F - Régis, 15 F - Christine, 0S 3 Suisses, 5 F - Claude, 5 F - Daniel, 10 F - Famille B., 400 F.

Eaux du Nord Lille : Outilleul, 50 F - Mouhier Rose, 10 F - Comin Alain, 20 F - Berton Bernard, 100 F - Thorel Michel, 20 F - Dupont, 10 F - Laflutte, 20 F - Lourme, 10 F - Lasseaux, 10 F - Delfosse, 10 F - Handel, 20 F - Lamps, 30 F - Regnier Joël, 20 F - Vilain, 15 F - G.A., 150 F - Agent service Pavage entretien, A 70 F - Delcueillerie, 100 F - Lombart Pierre, 50 F - Domzaksri Régis, 15 F - Ferreira, 10 F - Lefebvre, 10 F - Salomez, 10 F - Pierreuse, 10 F - Cousin, 10 F - Lepers, 15 F - Gallet, 10 F - Guilbert, 10 F - M. Petit, 10 F - M.F. Ducrocq, 10 F - Culier, 10 F - Duperrier, 10 F - Kazès, 20 F - Illisible, 10 F - Ruffel, 10 F - Loock, 10 F - Girard, 10 F - Martin, 10 F - Verlyde, 10 F - Dergroot, 10 F - Bottrau, 10 F - Anonyme, 10 F - Cariscotte, 50 F.

CIT Alcatel Lille : Gilbert Annie, 100 F - Un sympathisant, 50 F - Annie, une copine, 50 F - Arlette, 30 F -Nounou, 50 F - Nicky, 50 F - Christian, 50 F - Jean-Jacques, 50 F - Alain, 50 F - J.-Paul, 50 F - Anonyme, 30 F - Une copine à Titine, 50 F - Une amie, 40 F - Mariane, une sympathisante, 20 F - Roland, 30 F - Un copain, 10 F - Une copine, 10 F - Christian, 30 F - Jean-Pierre, 20 F - Evy et Tutu Demarcq, 60 F - Patricia, 10 F - Daniel, 20 F - Anonyme, 20 F - Une sympathisante, 20 F.

Bruay-en-Artois : F. Léone, 10 F - W. Raymond, 10 F - Alain Guibert, 10 F - Z. Jean, 10 F.

Orléans : Une vendeuse et un cuisinier, 50 F - Ménagère Chateauneuf, 50 F - Une employée Sécurité sociale, 50 F - Une étudiante salariée, 20 F - Une employée temporaire, 20 F - Une mère de famille sympathisante, 50 F - Pajon P., employé SS, 20 F - Une mère de famille, 50 F - Un sympathisant, 100 F - Grands Parents, 150 F - Les Lamiable, 100 F - Une infirmière, 100 F - Un ouvrier hôpital, 10 F - Aide-soignante, 10 F - ASH, 10 F, ASH, 10 F - AEH, 10 F - Aide-soignante, 10 F - Infirmière, 50 F - Deux travailleurs des PTT : pour que vive le socialisme, 600 F - Une grand-mère qui pense à l'avenir des jeunes, 20 F - Une mère de famille (pour que les révolutionaires puissent s'exprimer), 100 F - Tacel, 35 F - Dominique, Fac Sciences Ecol., 20 F - Boute, sympathisant, 15 F - Christine, étudiante, 15 F - Etudiant, 30 F.

Tours : Educateur technique, 100 F - MM, électricien Vierzon, 20 F - Etudiant histoire, 6 F - Lycéen, 5 F.

Lyon : M. et Me P Nice, 100 F - Eliane, professeur, 200 F - Sympathisant LO Grasse, 200 F - Emile Roux (Dieulefit), 30 F - Un bidasse anonyme, 10 F - Une lycéenne de Bagnols-sur-Cèze, 40 F - Enseignant, 1 000 F - Une sympathisante, 100 F - A. Rebeaux, 150 F - Perrier, 100 F - Lecteur LO, 66 F.

Crédit Lyonnais Rillieux (Lyon) : Manceau, 20 F - Un employé, 30 F - Un employé, 10 F - Putignier, 20 F - Employé, 5 F - Employé, 30 F - Idem, 10 F - Idem, 20 F - Idem, 15 F - Vigouroux, 10 F.

Grenoble : Un étudiant, 20 F - Anonyme, 6 F - Un étudiant, 30 F - Un travailleur d'Eurotunsgtene AFSA, 20 F- Un papa sympa, 100 F - Un acheteur, 4 F - Elisabeth Ariès, secrétaire, 30 F - Bejouy André, 10 F - Une secrétaire, 10 F - Christine, 20 F - Un topographe, 10 F - Un technicien, 5 F - Peuchard Joëlle, enseignante, 20 F - Enseignant agricole, 20 F - Sympathisant lecteur, 20 F - Une retraitée sympathisante, 100 F - Garde champêtre de Veynes, 12 F - Philippe Touzé Paris, 100 F - Desmarests C, Douai, 12,50 F - Une lycéenne Douai, 10 F - Un étudiant futur patron autogestionnaire de Lille, 20 F - Un ancien lecteur, 10,50 F - Une enseignante, 30 F - Une mère de famille, 20 F - Un grand-père, 50 F - Un couple socialiste, 30 F - Un commerçant, 20 F - P.V., étudiant, 5 F - Humaniste de Lomme, 100 F - La cousine de Neuilly, 50 F.

RPI Pont de Claix Grenoble : Zatta B, 20 F - Thiessey R, 12 F - Caroën E, 20 F - Tardif JC, 20 F - Bignon A, 20 F.

Eurotungstène Grenoble : Bobo, 50 F - Paul, 20 F - René, 20 F - Antoine, 10 F - Un autre Antoine, 5 F.

Gap : Sympathisant, 15 F - Jeune ouvrier, 10 F - Un révolutionnaire de la LCR, 10 F - BY, stagiaire FPA, 5 F - Un stagiaire, 10 F - Un militant du PSU, 10 F - Sympathisant, 10 F.

St-Etienne : Bissey Espimat (Pau), 50 F - Aline, 150 F.

Marseille : Artisan sympathisant, 6 F - Lycéenne, 10 F - Lise, 10 F - Un copain, 50 F - Un travailleur de l'Aérospatiale, 11 F - Une étudiante de Nice, 100 F - Une sympathisante Nice, 50 F - Commerçante sympathisante, 400 F - Un sympathisant, 50 F - Mère d'un militant, 40 F.

Montpellier : Sympathisant PTT, 200 F - Etudiant, 52 F.

Toulouse : Deux facteurs toulousains, 100 F - Un camarade, 200 F - C., 50 F - Etudiant, 50 F - Jonard C. (Longjumeau), 50 F - Sympathisante (Longjumeau), 100 F - Un gars PTT Carcassonne, 20 F - Mère d'un copain, 150 F - Rosso travailleur travaux publics, 50 F - Piquemal concierge, 50 F - Verdier travailleur sympathisant, 50 F - C. Bordenave, 16 F - D. Pl 22 P, 50 F - RP Varilhe, 20 F - Soutien Ariège, 20 F - RP Auzat, 20 F - Soutien Tarascon, 24,50 F.

Cipel-Caudebec Rouen : un dessinateur, 50 F - Une ouvrière des Illicq, 10 F - Un ajusteur, 20 F - Un tourneur entretien, 10 F - Un tourneur entretien, 10 F - Un autre tourneur, 10 F - Francis L. Atelier B, 10 F - Un tourneur délégué CGT, 10 F - Simone Jaggr. OS, 30 F - Une standardiste, 10 F - Françoise C., 20 F - La secrétaire du CE, 10 F - Un régleur R 6, 15 F - Un ajusteur entretien, 10 F - Un délégué CGT OS, 10 F - Jeanine, une ouvrière, 10 F - Une ouvrière des PAC, 10 F - Renée OS N 3, déléguée du personnel, 20 F - Une employée bureau magasin sud, 10 F - Un travailleur de la cour, Mohamed, 10 F - Ginette OS KP, 10 F - Yves régleur N3, 5 F - Un sympathisant Ligue, 10 F - Marcel, régleur N 3, 5 F - Une chef d'équipe DPI, 30 F - Une employée du côté magasin sud, 10 F - Un dessinateur, 5 F - Handeville Patrick, 5 F - Un autre travailleur de la cour, 10 F - Un régleur KP équipe bleue, 10 F - Cordier Georges camarade du broyeur, 10 F - 2e standardiste, 10 F - Un camarade de Ali, atelier B, 10 F - Un agent technique entretien, 5 F - Une ancienne déléguée, Jeanine, 10 F -Doubet Pierre R6, 10 F - Un conducteur des PAC, 10 F - Un contremaître, 10 F - Une femme de ménage, 10 F - Un technicien service études, 5 F - Une technicienne entretien, 10 F - Une employée de bureau engeering, 10 F - Un camarade du HL, 5 F - Un autre camarade africain du HL, 10 F - Martine, ouvrière Atelier B, 10 F - 2 ouvrières des Illicq, 5 F - Un délégué N3, 5 F - Un agent de maîtrise, 10 F - Une ouvrière R6, 5 F - Un camarade africain N 3, 10 F - Un ouvrier du Zinc, 10 F - Louis, un camarade africain, 10 F - Bernard du service sécurité, 5 F - Une ouvrière des R6, 5 F - Danielle, ouvrière des mises en pâte, 10 F - Bruno, régleur R6, 10 F - Un travailleur du montage batterie, 6 F - Une chef d'équipe, 10 F - Une ouvrière des mises en pâte, 10 F - Un professionnel de l'entretien, 10 F - Un camarade peintre, 5 F - Une ouvrière de l'atelier B, 6 F - Moulaid, un ouvrier atelier B, 5 F - Andrée, contrôleuse, 5 F - Alain, électricien, 10 F - Jacqueline Causte, 5 F - Grégoire, camarade africain, 5 F - Un camarade africain, 10 F - Un travailleur du zinc, 5 F - Un régleur des mises en pâte, 10 F - Une ouvrière des R6, 10 F - Employé, 10 F - Un camarade africain sympathisant, 10 F - Une ouvrière du montage batterie, 10 F - Une autre ouvrière du montage batterie, Denise, 10 F.

Alsthom Atlantique St-Nazaire : Un ouvrier Chantiers, 10 F - Idem, 30 F - Idem, 10 F - Idem, 10 F - Un employé chantiers, 10 F - Idem, 5 F - Idem, 20 F - Un aleseur, 100 F - Un employé trésorerie générale Nantes, 200 F - Un soudeur, 10 F - Un intérimaire qui aimerait que ça change, 10 F - Raymonde, 10 F - Soudeur, 20 F - Soudeur, 20 F - Jean-Jacques, 10 F - Travailleur des « ballets-roses », 50 F - Charpentier du 56, 20 F - Charpentier atelier 56, 15 F - Soudeur ballets roses, 10 F - Charpentier du 56, 20 F.

Michelin Cholet : Ouvrier, 10 F - Un chômeur, 15 F - Un travailleur diffuseur de presse, 10 F - Un OS, 10 F - Un ouvrier, 10 F - Un électricien, 10 F - Emery, 10 F - Barré, ouvrier, 10 F - Un OS, 10 F - Un ajusteur, 10 F - Un ajusteur, 10 F.

Le Mans : Bouchard JT, 50 F - Bouchard G., 10 F - Bouchard M., 20 F.

Tours : Graveur, 50 F - Roger, 20 F, Dessinateur industriel, 50 F - Philippe, 50 F - Ouvrier, 50 F - Sympathisante LO, 50 F.

Nantes : Le Bars, 50 F - Un sympathisant 300 F - Nounours Rennes, 500 F - Nounours sister, 250 F - Un sympathisant, 200 F - AR de la Chabossière, 20 F - Sympathisant ENI TIAA, 10 F - Sympathisant Cremetterie, 16 F - Sympathisant AFPA, 100 F - Sympathisant, 100 F - Lectrice portugaise, 10 F - Crétté, 30 F - Lebuzit, 10 F - Verghote, 50 F - Garret, 35 F - Irène, 50 F - Sylvie, 50 F - Sympathisant, 20 F - Sympathisant à Buissoneau, 50 F - Sympathisant, 8 F - Stagiaire AFPA, 100 F - (St-Herblain) - Sympathisant, 1 000 F - Un ajusteur chantiers, 50 F - Une sympathisante, 20 F.

St-Nazaire : Une sympatisante, 50 F - Guillope, 200 F.

Lorient : Un retraité sympathisant, 10 F - Un PTT, 10 F - X, 16 F - Un SS (Sécu. Soc.) et non SS, 10 F - Un sécu, 10 F - Un sympathisant Vannes, 200 F.

Rennes : Pascal, 10 F - Barbot, 10 F - Père copain, 12 F - Une sympathisante, 50 F - Une copine, 200 F - AM, 50 F - BP, 300 F - Un copain, 400 F - YD, prof, 500 F.

Dijon et sa région : Sympathisante, 100 F - Pour que LO puisse s'exprimer, 5 F - Un sympathisant, 20 F - Mère d'une copine Bettancourt, 50 F - Une mère qui sympathise, 100 F - Jacky Aisey, 6 F - Devant le magéco de Damparis, un travailleur sympa, 10 F - Un sympathisant LO Dôle, 10 F - Pilard « le progrès », 10 F - Dans un café de Bletterans, 6 F - Un cheminot, 10 F - Etudiante, 50 F - Ma mère, 50 F - Heneuf, 10 F - Dinitri, 50 F - Augustin, 20 F - Yves (CHR), 100 F - Travailleurs SNCF, 10 F - Evelyne, 10 F - Sympatfisante St-Dizier, 48 F - Un employé, 50 F - Une mère de famille du milieu travailleur, 100 F - Un étranger sympa, 10 F - Evelyne, 50 F - Un étudiant, 20 F - Marie-Hélène, 50 F - Yvette, 100 F- Jean-Jacques, 10 F - Une camarade Creusot Loire, 200 F - Une sympathisante Chenôve, 50 F - Une ménagère sympathisante Chenôve, 50 F - Une sœur sympa, 100 F - Un couple ouvrier du Creusot, 20 F - Un grand-père rougissant, 50 F - Une tante sympa, 30 F - Un couple de militants, 20 F (CFDT Dijon) - Un sympathisant de Lavans, 6 F - Un sympathisant de St-Claude, 10 F - Alain PTT, 20 F - Madame CGT, 20 F - Bat, 10 F - Une ouvrière, 100 F - A. Modeto, 10 F - Satos, 10 F - Baude Dôle, 30 F- Métro Dôle, 20 F - Un postier, 10 F - Un lycéen de Cluny, 30 F - Un cheminot de Chevone, 50 F - Bernard, 70 F - Frère, 50 F - Michèle, 100 F - Un travailleur Peugeot, 500 F - Une sympathisante, 200 F - - Un voisin, 50 F - « Le frère et la belle-sœur » d'une militante, 51 F - Une mère, 50 F - DP, 100 F - Une assistante sociale, 50 F - Catherine, assistante sociale, 50 F - Une collègue de la DDASS, 50 F - Pascale, employée CHU Besançon, 50 F.

**Total de la souscription, semaine du 2 janvier au 9 janvier : 35 889,85 F.**

**Total général à ce jour : 101 718,05 F.**

# Meetings lutte ouvrière

**Amiens**
Jeudi 19 janvier
20 h 30
Salle Dewailly

**Béthune**
Vendredi 20 janvier
19 heures
Salle municipale
rue du Pot-d'Etain

**Troyes**
Vendredi 20 janvier
20 h 30
4, rue Méderic
Salle Charles Marquard
Sainte-Savine

**Orléans**
Vendredi 20 janvier
20 h 30
Salle Hardouineau
(près de la mairie)

**Calais**
Vendredi 20 janvier
20 heures
Salle Constantine
Fort Nieulet

**Compiègne**
Samedi 21 janvier
20 heures
Maison des Syndicats

**Dijon**
Dimanche 22 janvier
17 heures
Palais des Congrès

**Rouen**
Jeudi 26 janvier
20 h 30
Halle aux Toiles

**Dunkerque**
Vendredi 27 janvier
20 heures
Salle du Fort-Louis
Rue du Fort-Louis

**Lille**
Samedi 28 janvier
20 heures
Salle du Conservatoire
Place du Concert

**Angers**
Samedi 28 janvier
20 h 30
Salle des cours municipaux
Place St-Eloi

**Saint-Étienne**
Samedi 28 janvier
18 heures
Bourse du Travail

**Lens**
Dimanche 29 janvier
15 heures
Salle Léon-Jouhaux
ex-salle de la Sécurité
sociale minière

**Arras**
Samedi 4 février
16 heures
Petite salle des Concerts
rue Ernestale

# Pourquoi il n'y a pas d'accord électoral entre Lutte Ouvrière et la L.C.R., l'O.C.T. et les C.C.A.

**Mardi 10 janvier, à Paris, la LCR, l'OCT et les CCA ont tenu un meeting pour présenter l'accord que ces trois organisations ont passé à propos des élections législatives. Lutte Ouvrière qui, on le sait, ne s'est pas associée à cet accord, avait été invitée à y présenter son point de vue. Voici l'essentiel de notre intervention.**

Effectivement nous refusons de signer la plate-forme politique commune à vos trois organisations, de nous associer d'une manière ou d'une autre au front électoral « Pour le Socialisme, le pouvoir aux travailleurs » que vous avez constitué, et même de passer un simple accord de répartition des circonscriptions.

Est-ce par « sectarisme d'organisation » comme vous nous le répétez ?

Vos reproches qui sont divers, tournent tous autour de la même idée fondamentale. Nous exagérerions nos divergences. Entre Lutte Ouvrière et vous, il n'y aurait pas de divergences politiques fondamentales, en tout cas à propos de la question qui est la question-clef de ces élections législatives de mars 1978 : celle de la possibilité pour la gauche de venir au gouvernement. Il y a tout au plus des divergences tactiques, dites-vous, dans la façon de nous adresser aux travailleurs à cette occasion.

## L'exemple de 1956

A nous il nous semble au contraire qu'il y a des divergences fondamentales sur l'analyse que nous faisons les uns et les autres de la nature d'un éventuel gouvernement de gauche.

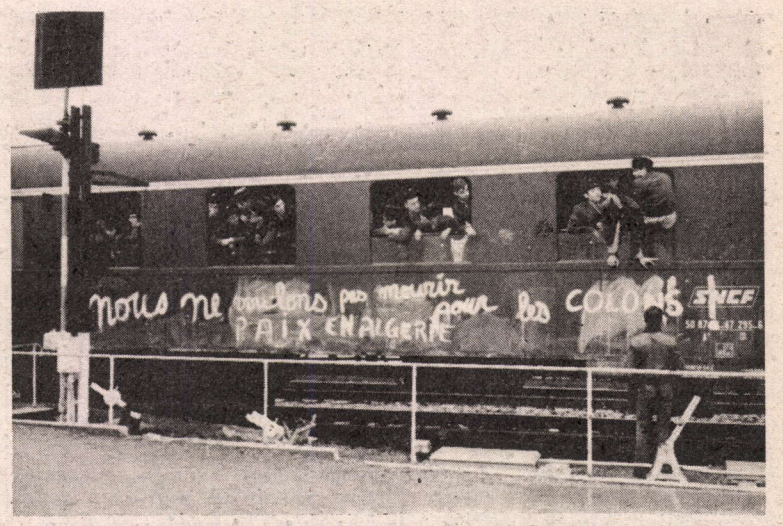
Depuis des mois nous avons pu constater vos réticences à dire clairement que ce gouvernement de gauche, ce gouvernement Mitterrand pour appeler les choses par leur nom, sera un gouvernement bourgeois purement et simplement. Et quand vous vous résignez à prononcer le mot, c'est pour ajouter aussitôt, comme vous le faites dans votre plateforme commune, que « ce ne sera pas un gouvernement bourgeois comme les autres ». Et vous sous-entendez par là que, d'une manière ou d'une autre, il sera plus favorable aux travailleurs.

Nous disons nous que cet éventuel gouvernement Mitterrand sera un gouvernement bourgeois comme un autre. Nous disons que, du point de vue des travailleurs, il ne sera pas d'une autre nature que le gouvernement Barre. Nous disons même, pour que les choses soient bien claires, que ce gouvernement pourrait être pire d'une certaine manière, en ce sens qu'il pourrait profiter de sa réputation de gauche, et des liens des partis qui le soutiendront, Parti Socialiste, et Parti Communiste, avec la classe ouvrière, pour faire accepter en douceur aux travailleurs ce qu'ils n'accepteraient pas d'un gouvernement de droite.

Et à ceux que de telles affirmations peuvent indigner ou choquer nous rappellerons un précédent, celui du dernier gouvernement de gauche qu'a connu ce pays, celui du socialiste Guy Mollet en 1956, qui comprenait d'ailleurs dans ses rangs François Mitterrand. C'est ce gouvernement de gauche qui a fait ce que n'avaient pas osé faire les gouvernements de droite précédents : rappeler des centaines de milliers de jeunes sous les drapeaux, augmenter la durée du service militaire, intensifier la sale guerre coloniale d'Algérie. Et tout cela en s'appuyant sur les illusions populaires qu'un gouvernement de gauche serait meilleur qu'un gouvernement de droite.

Nous vous posons la question. Qui aurait eu raison ? Qui aurait mené la politique juste lors des élections qui ont précédé la constitution de ce gouvernement Mollet ? Ceux qui auraient mis l'accent sur le fait que ce ne serait tout de même pas un gouvernement bourgeois comme un autre, ceux qui auraient mis l'accent sur la nécessité pour les travailleurs d'avoir une majorité de gauche, au premier ou au second tour ? Ou bien ceux qui auraient dit aux travailleurs : méfiez-vous de la gauche comme de la droite ; elle se prépare à gouverner pour les mêmes intérêts qui ne sont pas les vôtres ; pour imposer la satisfaction de vos revendications, et d'abord l'arrêt de la sale guerre coloniale, préparez-vous à vous battre y compris contre ce gouvernement de gauche qui peut fort bien faire une politique pire que la droite ?

Oui, qui aurait eu raison, camarades ? Et quelle aurait été la politique juste ? Transposez la situation d'alors à celle d'aujourd'hui. Mettez François Mitterrand à la place de Guy Mollet. Et mettez la crise économique à la place de la guerre coloniale. Et vous aurez, nous le pensons, la réponse juste.



**En 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet a envoyé des rappelés en Algérie : un gouvernement bourgeois comme les autres !**

## Une divergence tactique ?

Mais admettons un instant que nous soyons d'accord sur le fond. Admettons que, puisque vous dites vous aussi, de temps à autre, que le futur gouvernement de gauche sera un gouvernement bourgeois, votre analyse est la même que la nôtre. Admettons que nos divergences ne portent effectivement que sur la manière de présenter les choses aux travailleurs.

A propos d'une élection, qui n'est justement rien d'autre que l'occasion pour nous de nous adresser largement aux travailleurs, une divergence profonde dans la manière de le faire est une divergence fondamentale.

Vous pensez que, comme **Rouge** l'écrivait il y a une dizaine de jours **« Il est politiquement inefficace de se borner à répéter : « la gauche ne vaut pas mieux que la droite, un gouvernement de gauche serait un gouvernement bourgeois comme les autres, ils vous ont déjà trahis, ils vous trahiront encore ».**

Mais nous, nous pensons justement que dans cette période électorale, c'est en mettant l'accent là-dessus que les révolutionnaires seront politiquement efficaces, qu'ils prépareront non seulement les élections proprement dites, mais la période qui suivra celles-ci.

Nous pensons que c'est en disant clairement qu'un gouvernement de gauche ne serait pas leur représentant mais celui de leurs ennemis de classe que nous préparons, dans la mesure de nos moyens, les travailleurs à affronter la période post-électorale, quel que soit d'ailleurs le résultat de ces élections, qu'il y ait un gouvernement de gauche ou à nouveau un gouvernement de droite.

Vous pensez que, en tenant le langage que nous tenons, nous ne pouvons pas être entendus des travailleurs de gauche. Nous pensons qu'en tenant le langage que vous tenez vous ne faites qu'aider à se répandre les illusions et que vous ne faites que pousser les travailleurs dans les bras de cette gauche qui, une fois au gouvernement, effectivement les trahira.

**Réclamer un gouvernement PC-PS ce n'est pas faire avancer nos revendications, mais c'est entretenir les illusions.**

# Ne pas subordonner les luttes ouvrières à la victoire électorale de la gauche

**Unité ouvrière ou unité PC-PS ? La LCR cultive l'équivoque.**

Un seul exemple pris parmi les axes de votre campagne : votre insistance, et de plus en plus lourde, à faire campagne dès maintenant pour le second tour des élections.

Vous avez fait de l'attitude dans ce second tour, de l'appel à voter et faire voter alors pour le candidat de gauche le mieux placé une condition de l'appartenance à votre front électoral, au point que cela en a écarté, momentanément en tous cas, le Parti Communiste Révolutionnaire.

...Depuis que le PCF a confirmé qu'il ne prendrait position lui-même sur l'attitude qu'il aurait qu'après le premier tour, la LCR, engage, même, toute une campagne vis-à-vis du PCF : il faut vous engager, lui dit-elle, à vous désister au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé.

Remarquons en passant que c'est une campagne inutile. On ne peut douter que d'une manière ou d'une autre le PCF appliquera la règle du désistement au second tour. Il l'a toujours fait depuis des années, y compris quand il n'y avait aucun accord entre lui et le Parti Socialiste. C'est toujours de son plus grand intérêt. Il n'y a pas besoin d'une campagne de l'extrême-gauche pour que Marchais comprenne cela.

Mais là n'est pas l'important. L'important, ce sont les divergences que cela révèle entre nous.

Pour nous, la question du second tour est une question tactique, à résoudre essentiellement en fonction de la manière dont se présentera ce second tour. L'extrême-gauche peut appeler, bien sûr, à voter pour le candidat de gauche le mieux placé, par solidarité avec la majorité des travailleurs qui voteront pour lui, mais sans créer d'illusions sur cette gauche.

Mais ce qui comptera, c'est le premier tour. C'est le nombre de voix qui se porteront sur les candidats révolutionnaires. C'est le nombre d'électeurs qui diront en votant pour nous qu'ils n'ont pas confiance dans la gauche plus que dans la droite, qu'ils pensent comme nous que les travailleurs ne doivent compter que sur leurs luttes.

Et si nous nous présentons, c'est bien pour permettre à tous ceux qui pensent cela dans ce pays de l'exprimer à l'occasion de ces élections.

En metttant l'accent sur le second tour tout autant et même plus que sur le premier, en mettant l'accent sur le désistement nécessaire entre les candidats socialistes et communistes, vous dites, vous, autre chose. Vous dites qu'au fond le nombre de voix qui se porteront sur les candidats révolutionnaires n'a pas beaucoup d'importance. Et dans ce cas les électeurs peuvent se demander d'ailleurs pourquoi vous en présentez.

Tout se passe presque comme si vous étiez gênés de vous présenter et comme si vous vouliez le faire oublier en étant unitaires à la place du PC et du PS.

Vous dites que ce qui importe c'est d'avoir une majorité de gauche dans le prochain Parlement. Et vous dites que pour les travailleurs il est vital d'avoir cette majorité parlementaire de gauche, que c'est une étape nécessaire pour leurs luttes. En clair, vous subordonnez les luttes de la classe ouvrière à une victoire électorale de la gauche.

C'est ce que nous appelons, nous, contribuer au renforcement des illusions et dans les élections et dans la gauche.

C'est ce à quoi nous ne voulons pas participer. C'est ce qui explique que nous ne voyons pas possible un accord électoral avec vous. C'est ce qui explique que nous devons nous présenter indépendamment les uns des autres.

# Nous jugeons ce qui est " politiquement efficace "

Il s'agit d'une constatation politique lucide. Cela n'a rien à voir avec le sectarisme d'organisation contrairement à ce que vous dites.

(...) D'ailleurs depuis dix ans nous avons eu, et vous avez eu, des politiques différentes en matière d'élections. Ce qui montre bien que vous aussi vous savez parfaitement que l'unité électorale de l'extrême-gauche dépend du type de l'élection, de son enjeu, de la politique des uns et des autres à ce propos. C'est pourquoi d'ailleurs, il est curieux de nous demander pourquoi nous avons passé une alliance électorale avec vous, il y a un an, lors des élections municipales, et que nous la refusons aujourd'hui pour les élections législatives. C'est tout simplement parce que les conditions et l'enjeu de ces élections ne sont pas les mêmes et nos campagnes, aux uns et aux autres, non plus.

Mais pour notre part et depuis des années que nous allions aux élections unis par un accord ou chacun de notre côté, cela ne nous a pas empêchés d'accepter ou de proposer l'unité aux autres organisations d'extrême-gauche sur les terrains et les sujets où cette unité nous paraissait possible.

Et ce que nous pouvons en tout cas réaffirmer aujourd'hui, alors que nos divergences ne nous permettent pas un accord électoral, c'est que nous n'avons pas une attitude différente de celle que nous avons eue jusque-là.

Nous continuerons à rechercher l'unité de l'extrême-gauche lorsqu'elle sera possible.

Mais encore une fois, l'unité n'est ni possible, ni souhaitable pour ces élections, même si nous admettons que nos divergences ne portent pas sur une analyse fondamentale mais sont simplement tactiques et ne concernent que notre façon de nous adresser aux électeurs du PC et du PS.

Puisque vous pensez que notre manière de nous adresser aux travailleurs est inefficace, nous considérons que c'est une nécessité d'aller séparément à ces élections. C'est une manière, et les élections doivent justement servir à cela, de savoir quelle est celle, de notre façon de nous adresser aux masses ou de la vôtre, qui sera la mieux comprise.

Nous mènerons la campagne chacun de notre côté, nous nous adresserons aux travailleurs les uns et les autres de la manière que nous pensons efficace et sur les sujets qui nous semblent essentiels, et puis l'ensemble de nos militants et de nos sympathisants pourra tirer le bilan après la campagne et dans la période qui suit.

Car c'est ce que nous vous proposons, camarades. Le débat que nous avons aujourd'hui devra se poursuivre au soir des 12 et 19 mars. Pendant deux mois, la politique des uns et des autres va se mener publiquement. Et chacun, chaque militant, chaque sympathisant de chacune des organisations d'extrême-gauche pourra la voir, la juger, et aussi en mesurer le résultat.

A chacun d'eux donc de juger ce qui aura été « politiquement efficace » ou pas.

Nous ne tournons nullement le dos à l'unité avec vous. Nous vous donnons rendez-vous pour mener ce débat-là, et peut-être reconstruire notre unité, dans les luttes de la classe ouvrière, mais sur des bases politiques claires, justes... et efficaces.

# Meetings Lutte Ouvrière avec Arlette Laguiller

## ● Thiers

**Samedi 21 janvier**

**20 h 30**

**Salle de la Philharmonique**
**Place A.-Chastel**

## ● Ambert

**Dimanche 22 janvier**

**15 heures**

**Salle du Marché couvert**
**Place de la Mairie**

## ● Nancy

**Samedi 28 janvier**

**20 h 30**

**Salle Raugraff**
**Rue des Ponts**

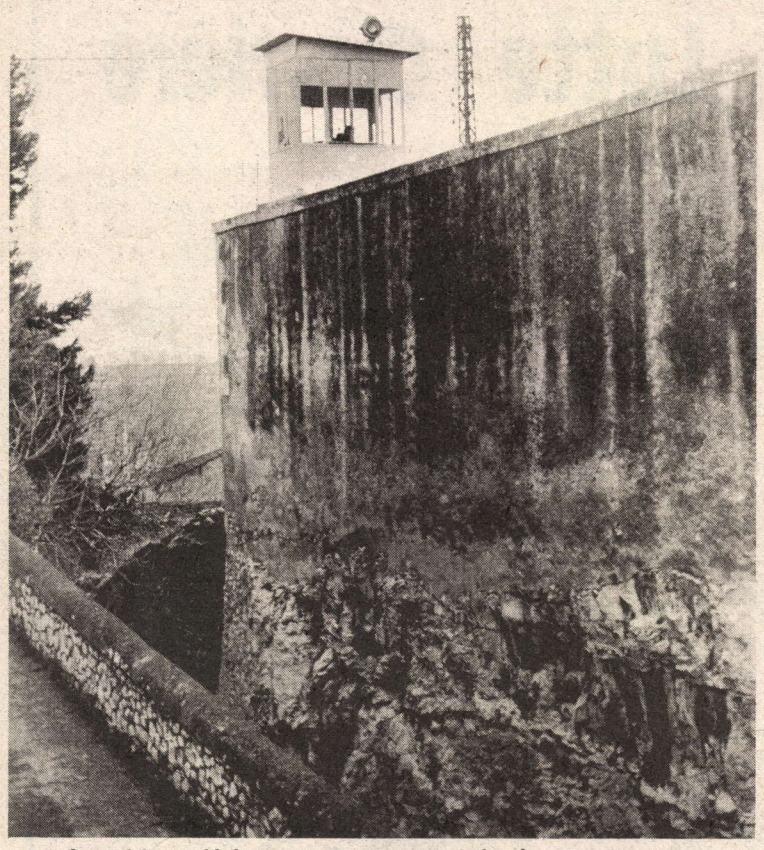
## ● Strasbourg

**Dimanche 29 janvier**

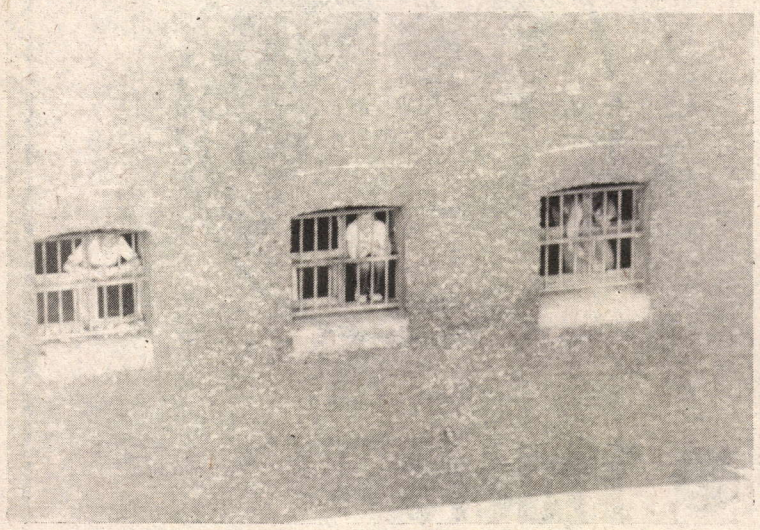
**15 h 30**

# Grève de la faim dans les prisons :

# Les "quartiers de haute sécurité" en question



Quand la société se venge en mettant des hommes en cage.



**Depuis le 9 janvier, près de 700 prisonniers — ce sont les chiffres du ministère — dans toutes les prisons françaises font la grève de la faim. Ils protestent contre les conditions de détention dans les « quartiers de haute sécurité ». Pour l'administration pénitentiaire, c'est un coup porté à sa politique d'isolement.**

**C'est la première fois que des détenus s'organisent à travers le pays pour engager une action contre les prisons. Jusqu'ici, il y avait eu des émeutes, des coups de colère spontanés. On assiste là à un phénomène nouveau.**

**Une manifestation de soutien réunissant une centaine de personnes s'est déroulée le 11 janvier place Vendôme, devant le ministère de la Justice.**

**Que sont ces quartiers de haute sécurité ou QHS ? Nous nous sommes adressés au Comité d'Action des Prisonniers qui est à l'origine de cette action. Roland Agret qui a fait l'expérience des « QHS » et Jean Lapeyrie, directeur de publication du journal du Comité d'Action des Prisonniers, racontent :**

— De quand datent ces QHS ?

— Jean Lapeyrie : *ils sont nés après la réforme promise par Giscard à la suite des émeutes de 1974. C'est un instrument de répression supplémentaire mis à la disposition de l'administration.*

— Roland Agret : *la réforme, c'est trois régimes de détention. Pour les prisonniers qui ne disent rien, qui acceptent tout, il y a les centres de détention, avec possibilité de permissions et de libération conditionnelle au quart de la peine.*

*L'échelon au-dessus, c'est la centrale à régime plus sévère, la conditionnelle à mi-peine. Enfin, pour les récalcitrants, ceux qui n'acceptent pas la règle du jeu, c'est le QHS, une prison dans la prison.*

— J.L. : *Il y a onze centres de QHS institués par décrets, qui ont une existence légale. Mais en fait, il y en a partout.*

— Tu as vécu dans un de ces QHS ?

— R.A. : *Oui, c'est une cellule de 3 pas de large, 4 de long. Le mobilier, c'est un bout de béton, en guise de table, un autre pour le tabouret. Le lit est scellé. Il fait 1,65 m, alors, moi qui mesure 1,80 m, c'est pratique !*

*Dans l'angle, un WC et un robinet, 3 planches en guise de placard. Un vasistas hors de portée, une grille intérieure, des barreaux au milieu, une grille extérieure. Une double porte, et une grille intérieure.*

*On y est écrasé, humilié, pendant 23 h sur 24. On a une heure de « promenade » obligatoire, par tous les temps. Le seul qui peut vous en dispenser, c'est le médecin, mais le préposé aux aspirines ne se déplace pas souvent dans ces quartiers. La « promenade » se passe en fait dans une autre cellule de la même dimension, avec une grille au-dessus de ta tête. Et il y a des matons : ils sont choisis ceux-là. J'en avais qui venaient des condamnés à mort, il y en a qui viennent de la « paille », là où on enchaîne les prisonniers qui ont le malheur d'avoir une crise de nerfs, et sur lui une équipe de 8 matons se défoule. Maintenant, ça se passe sous le couvert de la psychiatrie, mais c'est pareil.*

— J.L. : *Moi, ce n'était pas un vrai QHS mais on avait dégagé tout un étage pour moi — j'avais sorti un tract, tu penses quel dangereux élément j'étais —, et j'avais 5 matons pour moi tout seul.*

— R.A. : *Ces QHS, ça va remplacer la peine de mort, c'est la peine de mort à vie. C'est une fabrique de monstres. Quand on enferme un chien pendant des années, il mord, un homme aussi. Il s'agit de détruire physiquement et psychiquement les individus. Je suis resté un an en QHS, simplement parce que j'avais l'audace de dire que je n'étais pas coupable.*

*Il y a urgence à se préoccuper des prisons. La société se tue elle-même. Elle pense se protéger, mais elle en crève.*

— J.L. : *Les QHS, c'est pour tous ceux qui sortent de la norme. Par exemple, toute femme qui a l'air masculine risque d'y aller. On parle beaucoup des conditions de détention dans les prisons allemandes, de la torture morale. Eh bien, les QHS, c'est exactement la même chose. Nous n'avons rien à envier à l'Allemagne.*

*Pour finir, je voudrais insister sur cet événement historique : 685 gars qui pour la première fois se mettent en grève sur quelque chose qui ne les concerne pas directement, c'est-à-dire pas sur un problème de revendication immédiate. Mais ils remettent en fait la prison en question, ils s'organisent, prennent contact avec des organisations extérieures, c'est une prise de conscience collective, et c'est énorme.*

---

## Une meilleure formation, la solution aux bavures policières ?

L'Humanité *du 23 décembre révélait qu'un « casse » s'était produit au Centre d'application de la police urbaine, une école de police à Vincennes. Le montant d'une caisse noire* « servant à améliorer l'ordinaire jugé souvent trop commun *(dixit* l'Humanité) contenant 700 000 francs anciens aurait été volé dans un coffre de l'école au mois d'août ».

L'Humanité *du 9 janvier revient sur cette affaire en s'étonnant que les coupables n'aient pas été retrouvés, et poursuit :* « Les moyens manquent en France, pour la formation des personnels de police. N'est-ce pas cette formation au rabais qui, en partie, explique l'épidémie de bavures dont souffre notre police ? ».

*Voilà pourquoi il y a tant de bavures dans les rangs de la police : elle ne dispose pas de moyens suffisants pour la formation de son personnel !*

*Il est bien certain qu'un enseignement plus approprié leur permettrait peut-être de comprendre qu'il n'est pas de mise de se voler entre flics et qu'il vaut beaucoup mieux, par exemple, cambrioler les vieilles dames. Certains s'y sont d'ailleurs essayé... qui malheureusement pour eux, se sont fait prendre !*

*Une preuve de plus en somme de leur formation au rabais !*

P.C.

## L'affaire du Paris-Saint-Germain : motus et bouche cousue

*Ainsi donc, les dirigeants du football français ont renvoyé Daniel Hechter à ses affaires, celles de sa fabrique de chemises qu'il avait délaissée pour prendre la tête du Paris-Saint-Germain. Il ne pourra plus jamais utiliser (ouvertement) ses millions à financer un club de foot. Et l'ancien président du Paris-Saint-Germain devra trouver un autre passe-temps.*

« C'est indigne, c'est une mascarade de justice », *a déclaré Daniel Hechter. Le pauvre homme ne comprend pas : la double billetterie, les pots de vin, et les dessous de table, tout le monde le fait dans ce sport ! Il n'a cessé de le dire et de le répéter ces derniers jours.*

*Mais c'est précisément cela qu'on lui reproche, ce n'est pas tant le fait d'avoir effectué une double billetterie. Les dirigeants du football ne peuvent pas ignorer qu'il s'agit effectivement de pratiques courantes. C'est le fait que Daniel Hechter ait affirmé publiquement que tout le monde fait comme lui, au lieu de demander piteusement l'indulgence. Car la règle du jeu, c'est que les « maquignonnages » en question, restent dans l'ombre. Et Daniel Hechter, décidément n'a pas respecté la règle du jeu.*

*Daniel Hechter a été remplacé à la tête du Paris-Saint-Germain par... son excellent ami et ancien vice-président du même club, le publiciste Francis Borelli. Si le couturier n'a pas su tenir bouche cousue, le publiciste saura-t-il ne pas s'afficher ?*

G.D.

## Concorde : le record... du déficit

*Avec Concorde, la France vient de battre un nouveau record. Après avoir battu les records de l'avion le plus cher du monde, celui de l'avion le plus bruyant, après s'être bien placé pour battre celui des pannes et incidents techniques divers, Concorde bat maintenant le record de l'avion le plus déficitaire du monde.*

*305 millions de francs (nouveaux) pour 1977. Un rien. Presque le salaire annuel de 10 000 ouvriers, et ce n'est pas fini. Air-France annonce déjà qu'il y aura toujours un énorme déficit. Elle envisage — si elle le peut — de le réduire à « seulement » 195 millions d'ici 1980. La compagnie est d'ailleurs en train de signer un contrat dans ce sens avec le gouvernement.*

*Pourquoi tout ce déficit ? Pour le « prestige », et pour permettre à quelques hommes d'affaires de traverser l'Atlantique en trois heures au lieu de sept, cela fait tout de même un peu cher ! Surtout quand ceux qui nous gouvernent ne cessent de nous prêcher l'austérité !*

M.D.

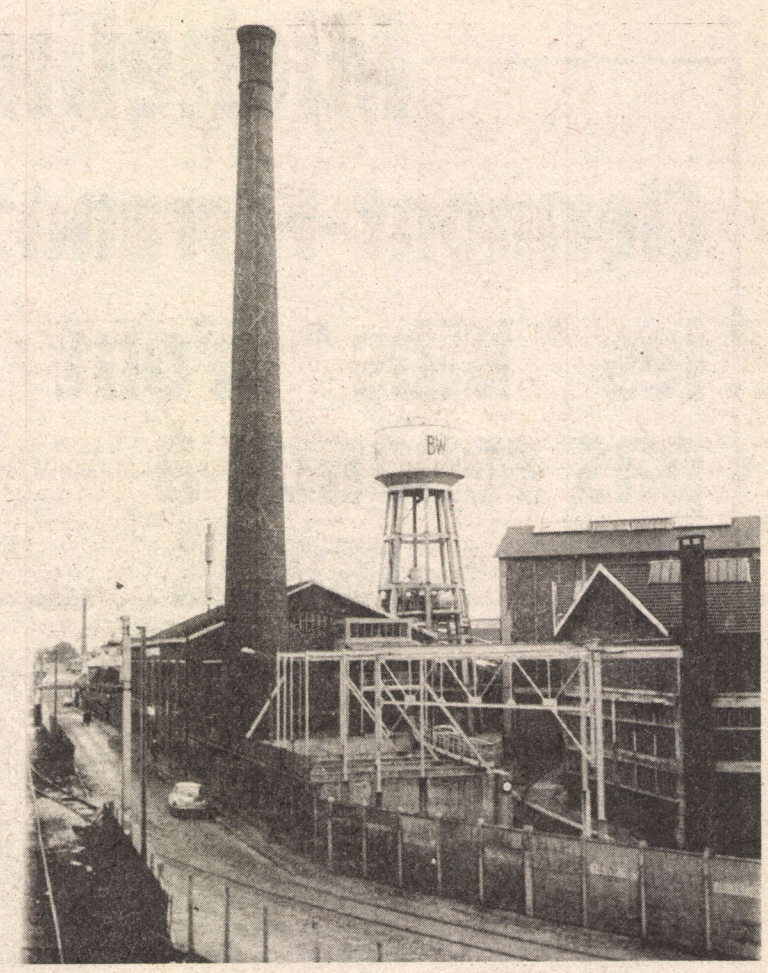
BABCOCK (LA COURNEUVE) :

# La politique du dernier quart d'heure avant les licenciements

Depuis que la direction a annoncé son projet, le 12 décembre dernier, de licencier 395 travailleurs (sur un effectif total d'un peu plus de 900). elle entend bien faire subir une exploitation à outrance au personnel de l'usine de La Courneuve.

Ainsi, en attendant le délai légal, la direction a décidé de baisser les horaires à 28 heures pour plus d'une centaine de travailleurs. ce qui lui permet de réaliser un maximum d'économies sur les salaires ; les camarades touchés par cette mesure, verront leur paye amputée de trois pleines journées de salaire par mois. Mais au même moment. Babcock a contraint des travailleurs à 28 heures à passer en équipes, sous le prétexte qu'il y avait des travaux urgents. Dans les ateliers où l'on fait encore 40 heures, elle demande à des travailleurs d'effectuer des heures supplémentaires (avec un certain succès malheureusement). Dans l'atelier Tuyauterie, que la direction veut regrouper entièrement dans un autre atelier d'ici au mois de juillet, il y a encore des travailleurs intérimaires qui font un horaire normal supérieur à 40 heures. Si l'on ajoute à tout cela le fait que la direction demande des volontaires soudeurs pour effectuer un déplacement d'un mois à l'usine de Givors du trust (près de Lyon), il est difficile d'imaginer qu'il s'agit d'autre chose que d'une manœuvre organisée de la part du patron, destinée à nous diviser et à nous émietter au maximum. Alors que des travailleurs protestent contre cette situation, les chefs leur disent que, licenciements ou pas, le travail doit se faire, et de rappeler que le refus de travailler entraîne le licenciement sans indemnités !

Voilà quelle est la situation au moment où la direction s'apprête à annoncer les noms des licenciés. Cette situation n'a pourtant rien d'irrémédiable, car le patron peut payer la note de son gâchis, il en a largement les moyens. Bien que la direction ait jusqu'à présent systématiquement refusé de répondre au représentant de la section Force Ouvrière qui exigeait que le trust rende des comptes, économiques et financiers, sur sa situation, on sait plusieurs choses : par exemple, la direction estime qu'avec 200 mètres carrés par ouvrier, la surface de l'usine est trop importante pour l'effectif actuel, et il est certain que la Five-Cail Babcock songe sérieusement à se débarrasser d'une partie au moins de l'usine. A qui ? A quel prix ? En prenant le chiffre (faible) de 1.000 F par mètre carré pour le terrain à bâtir à La Courneuve, on pourrait avec le produit de la vente, payer 200.000 F nouveaux par ouvrier de l'usine de La Courneuve, a fait remarquer la section Force Ouvrière. Autre exemple : en 1977, selon les chiffres publiés par la CGT, le trust aurait fait 19 milliards d'anciens francs de bénéfices réels, soit plus de 3 millions



d'anciens francs pour chacun des 6.200 emloyés du trust Five-Cail Babcock, de quoi payer largement les baisses d'horaires pendant des mois sinon des années. Tout cela sans parler du capital que s'est constitué la Five-Cail Babcock pendant des dizaines d'années avec le fruit de notre travail, et qui représente des dizaines de milliards qui nous reviennent de droit.

Oui, les travailleurs de Babcock, comme ceux de centaines d'autres entreprises du pays doivent se payer sur le capital s'ils ne veulent pas faire les frais de l'incurie des capitalistes.

Correspondant LO

ROUSSEL-UCLAF (ROMAINVILLE) :

# " Courtoisie maison "

Au bureau des Techniques, le chef du service, aidé de son futur remplaçant, vient encore de se distinguer. Apprenant qu'une déléguée de FO était venue voir les employés, il a surgi dans le bureau des dactylos où se trouvait la syndicaliste et lui a crié de « foutre le camp » sinon il sortirait lui-même « manu militari cette bonne femme » que du reste « il emmerde », selon ses propres termes.

Voyant que leurs menaces étaient sans effet, les chefs ont poussé notre camarade vers la porte, puis l'ont brutalisée. la saisissant par les bras et la jetant à terre, ce qui a entraîné un arrêt de travail de notre camarade.

« Soyons courtois » recommandait démagogiquement Jean-Claude Roussel à son encadrement il y a quelques années ! Le chef du bureau des Techniques vient de donner une brillante illustration de

la manière dont il comprend les rapports avec son personnel et avec les syndicalistes. Mais surtout, ces méthodes visent à nous rappeller que la direction et certains chefs voudraient nous priver de tous droits autres que ceux de travailler et de nous taire. Et que certains chefs, choisis par la direction, acceptent en échange de privilèges matériels de jouer le rôle de flics et de gros bras n'a rien d'étonnant.

Quant à nous travailleurs, si nous ne voulons pas que de telles méthodes s'imposent dans nos bureaux, ateliers ou labos, il nous faudra riposter à toute atteinte à nos libertés.

**Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière - **Roussel-UCLAF.**

PTT (TOULOUSE) :

# Davantage de repos, un peu moins de boulot !

A Toulouse, aucun repos compensateur n'était prévu pour les fêtes de fin d'année. Les postiers devant travailler le samedi ou le dimanche de Noël, le 31 décembre ou le 1er janvier, ne pouvaient pas récupérer ces jours-là. Au Bureau gare, la brigade C du tri de nuit a déposé un préavis de grève. Aux Chèques Postaux, a été organisée une délégation massive. Dans les deux cas, l'administration a fait machine arrière et accordé une compensation.

Après ce recul, les postiers de la Recette Principale et ceux de Saint-Cyprien ont décidé de réagir à leur tour. Le 2 janvier ils ont fait grève, à 95 % au tri, à 30 % à la distribution, c'est-à-dire 10 % de plus que d'habitude. Certains d'entre eux (au tri du jour) doivent se lever à 4 heures du matin. D'autres (à la distribution) ont une amplitude d'horaire plus importante : la journée s'étale sur plus de 10 heures. Ces horaires sont très pénibles et les préposés de la Recette Principale de Saint-Cyprien ont alors montré leur ras-le-bol en demandant : **« Davantage de repos, un peu moins de boulot ! ».** L'administration n'a pas voulu céder et le climat est toujours à l'offensive.

**Correspondant LO**

EPPEVILE (SOMME) :

# L'exploitation des travailleurs saisonniers

La Générale Sucrière à Eppeville est l'une des sucreries les plus importantes d'Europe. Elle traite quotidiennement plus de 10.000 tonnes de betteraves pendant la saison.

La saison, c'est-à-dire la période de récolte de betteraves, s'étend de septembre à fin décembre. Alors, la Générale Sucrière, qui emploie ordinairement 700 travailleurs, recrute quelque 300 personnes nouvelles. Ces travailleurs saisonniers viennent de Bretagne ou de Haute-Savoie ; ce sont aussi, souvent, des jeunes chômeurs de la région qui font cela faute d'un emploi permanent.

Dans l'usine, pendant la campagne betteravière, la vie est intenable. C'est la course aux cadences. Dans un atelier où l'on râpe les betteraves, l'équipe doit démonter, nettoyer, remonter toutes les plaques de couteaux des machines en un temps record. Ce sont aussi les accidents du travail ; il y en a eu cinq en octobre, deux en novembre. Il y a souvent des doigts coupés. Récemment, un travailleur a été renversé par les lances à eau sous haute pression qui servent à déblayer et canaliser les betteraves. Il a pu se relever juste à temps pour ne pas tomber dans une fosse de plus de dix mètres de profondeur.

De plus le bruit est infernal, l'air irrespirable, en particulier aux fours, où les travailleurs s'encrassent les poumons de poussière de chaux.

La course à la production se traduit aussi par des horaires à rallonge. Les travailleurs saisonniers passent souvent leur week-end à l'usine, bouclant des semaines de 50 à 60 heures.

Et la direction n'admet aucun murmure. Il faut avouer qu'elle est malheureusement bien aidée par les syndicats CGT, CFDT et FO qui ont signé un accord leur interdisant pratiquement de faire grève pendant la saison betteravière.

Certains travailleurs pensent que les salaires relativement élevés — quelque 4.000 F par mois — compensent toutes ces mauvaises conditions de travail. Il est vrai que ce sont des payes importantes par rapport à la région : dans la Somme, 55 % des travailleurs touchent moins de 2.200 F par mois. Mais c'est oublier que pour beaucoup ,le salaire de ces quelques mois de travail intensif dans des conditions dangereuses représente le plus clair de leurs ressources de l'année. Ils se retrouvent au chômage en janvier, et n'ont que peu de chances de trouver un emploi avant l'été.

**Correspondant LO**

# Michelin

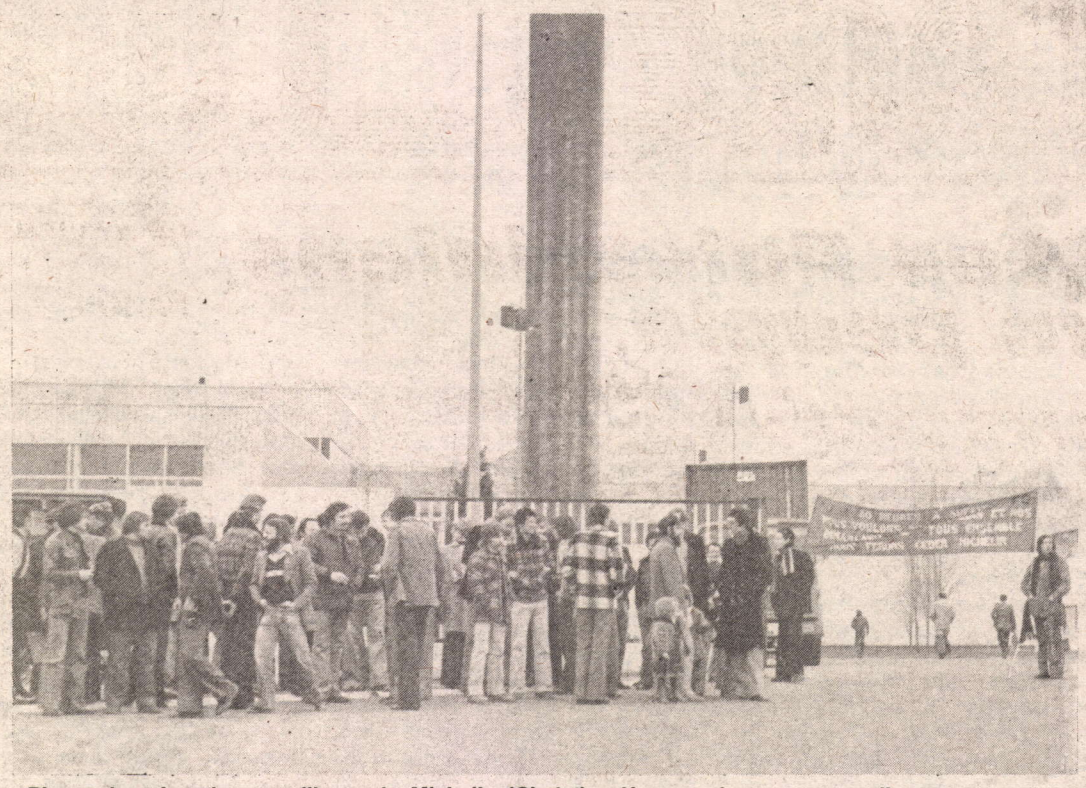
## Clermont-Ferrand: les "Bibs" n'ont pas renoncé à leurs samedis

Le mécontentement des travailleurs Michelin n'est pas terminé. La grève illimitée qui avait commencé la semaine précédant Noël contre la mise en place d'une nouvel horaire, le semi-continu, s'est terminée sans résultats. Mais les travailleurs ne sont pas résignés pour autant. La semaine dernière les syndicats proposaient deux débrayages. La CGT appelait seule, à deux heures le mercredi, et les deux syndicats, CGT et CFDT, appelaient à la grève le samedi. Le mercredi où les syndicats polémiquaient entre eux, le débrayage a été peu suivi. Mais le samedi, il y avait malgré tout encore 40 % des ouvriers en grève, et 1 500 personnes sur la place des Carmes au meeting et à la manifestation.

La CGT qui n'a rien organisé d'efficace pendant les dix jours de grève fait maintenant de la propagande pour remplacer la grève des samedis par des débrayages de deux heures. Elle se moque des travailleurs ! Comme si deux heures de grève en semaine pouvaient faire céder Michelin mieux que la grève des samedis ou que dix jours d'arrêts consécutifs. Quant à la CFDT, si elle polémique avec la CGT, elle ne propose rien de plus.

Au lieu de tout faire pour organiser cette lutte des travailleurs Michelin contre le travail du samedi, les syndicats ne se préoccupent que d'essayer d'utiliser le mouvement à des fins de propagande électorale. Ils se servent du mouvement au lieu de le servir : c'est pourquoi les travailleurs Michelin ne doivent pas leur faire confiance pour organiser leur grève.

Correspondant LO



Piquet de grève des travailleurs de Michelin (Cholet). « Nous voulons nos samedis et nos dimanches », proclame la banderole.

## • A Cholet aussi les travailleurs de Michelin sont en lutte

Le 4 janvier environ trois cents travailleurs de l'équipe du matin sont allés à la mairie en manifestant en bleu de travail. Justement, le maire, M. Ligot, n'était pas là pour les recevoir. Mais peu importe, car l'ambiance était bonne et les rues ont bien répercuté l'écho des slogans : « Nous voulons nos samedis et nos dimanches », « Les 40 heures... du travail pour les chômeurs ».

L'après-midi, l'ambiance était plus chaude encore, car l'équipe en grève était renforcée par les travailleurs des deux autres équipes ainsi que de leurs familles.

Depuis la grève de Clermont, c'est le troisième débrayage à l'usine de Cholet. Jamais ils n'ont été aussi largement suivis et c'est la première fois depuis sept ans que l'usine existe, que les assemblées générales méritent véritablement ce nom.

C'est seulement le samedi 7 janvier, une semaine après la fin de la grève à Clermont, qu'un mot d'ordre de grève a été lancé pour toutes les usines Michelin de France, du moins pour celles qui devaient tourner ce samedi-là.

La grève du samedi 7 a été à peu près aussi suivie que les débrayages, c'est-à-dire à 50 %.

Correspondant LO

STEIN (LANNOY - NORD) :

## L'usine occupée par les ouvriers

*« La direction est satisfaite de la situation financière de l'entreprise qui est prospère »* apprend-on en lisant le journal patronal *Stein-Informations.* Pourtant, la direction se refuse à satisfaire les revendications mises en avant par les syndicats CGT et CFDT : 13e mois, 2 400 francs minimum, 40 heures au lieu de 44 h 30.

A l'initiative de quelques dizaines d'entre eux, les travailleurs commencèrent à défiler dans les ateliers et dès le lundi 2 janvier, l'idée de grève se répandit dans l'usine.

Mardi soir et mercredi matin, les syndicats durent organiser une consultation du personnel. Sur 340 ouvriers travaillant actuellement, 210 participèrent au vote à bulletin nominatif : 156 se prononcèrent pour l'occupation, 49 contre, mais ces derniers étaient d'accord pour se plier à la majorité. L'occupation fut donc décidée pour le jeudi 5 au matin, une fois que les unions syndicales eurent donné le feu vert aux syndicats de l'usine.

Depuis, c'est jour et nuit que plusieurs dizaines de travailleurs se relaient dans l'usine.

A plusieurs reprises, la direction a tenté d'opposer les travailleurs non-grévistes (une partie des ouvriers et des employés de bureaux) aux occupants. Or elle a échoué car si les non-grévistes sont opposés à l'occupation, ils soutiennent les revendications avancées et les employés des bureaux ont même déposé leur propre cahier de revendications.

Pour le moment, la direction refuse toute négociation et les ouvriers s'installent dans la grève en commençant à faire connaître le mouvement dans Roubaix et les autres usines.

*Correspondant LO*

MASSEY-FERGUSON (MARQUETTE-LEZ-LILLE) :

## A bas le travail aux pièces !

A Massey Ferguson, la grosse majorité des ouvriers sont payés aux pièces. Et pour sortir davantage de production, il arrive fréquemment que la direction décide de réviser les temps de certaines séries de pièces. Souvent, ces augmentations du rendement ne permettent plus aux travailleurs de gagner leur journée.

C'est ce qui s'est produit à l'atelier Soudure des Ramasseuses-Pièces. Mais les soudeurs ne l'ont pas accepté et, depuis le mardi 3 janvier, ils ont diminué leur rendement de plus de 30 %, et travaillent à « l'allure 100 ».

Ils ont établi un cahier de revendications réclamant un salaire de 2 400 F garantis à l'allure 100.

Quant à la direction, pour l'instant, elle se tait mais elle renforce l'équipe de nuit pour limiter la baisse de production. Les soudeurs de nuit travaillent aussi à l'allure 100. Dans les autres ateliers de Soudure, elle règle rapidement certains petits problèmes dans la crainte de voir les ouvriers en faire autant.

Certes, la revendication de 2 400 F garantis à l'allure 100 ne remet pas en cause le système du travail aux pièces qui profite au patron. Mais les travailleurs veulent empêcher les abus les plus criants.

*Correspondant LO*

CREUSOT-LOIRE (ST-CHAMOND) :

## Diviser pour régner

Suivant les recommandations du gouvernement, la direction de Creusot-Loire de Saint-Chamond a attribué aux « travailleurs manuels » une prime de 120 francs, versée avec la paie de décembre.

On aurait pu croire que cette rallonge exceptionnelle serait attribuée à tous ceux qui travaillent de leurs mains, puisque cette prime est sensée *« revaloriser le travail manuel »*. Il n'en a rien été.

Les contrôleurs, chargés de vérifier les pièces en fusion au cours de fabrication, ne devaient pas l'avoir.

Le personnel des services après-vente, chargés de dépanner le matériel de travaux publics fabriqué à l'usine Pinguely de l'Horme et Ermont à Lorette ne devait pas l'avoir non plus... soi-disant parce qu'ils étaient mensuels

Les contrôleurs ont protesté, ils ont fait des pétitions et sont allés réclamer aux chefs du personnel des différentes usines du site industriel.

La direction a alors accordé, pour janvier, une prime exceptionnelle de 120 francs. Pour l'année 1978, cette prime annuelle devrait être intégrée dans le salaire de base... seulement pour ceux qui travaillent en atelier bien sûr, et encore pas pour tous ; les « mauvais éléments » n'auront sans doute rien puisque seulement environ 80 % des travailleurs manuels auront cette minirallonge.

A croire qu'il y a des travailleurs manuels qui le sont moins que d'autres !

*Correspondant LO*

NEUVES-MAISONS (PRES DE NANCY) :

## La restructuration a déjà fait un mort !

Un ouvrier qui travaillait à la construction de la nouvelle aciérie de Neuves-Maisons s'est tué en tombant de 25 mètres pendant la période de chômage de fin d'année.

Avec plusieurs de ses camarades, il devait installer une plate-forme avec garde-corps sur une poutrelle déjà montée, alors que d'habitude une telle opération ne se faisait pas autrement qu'au sol. Mais pour gagner du temps, les chefs n'ont pas attendu que la plate-forme soit mise pour dresser la poutrelle. De plus, rien ne permettait de se protéger d'une chute car il n'y avait aucun point d'ancrage pour attacher une ceinture de sécurité.

Depuis l'accident, un câble pour accrocher les ceintures et même une passerelle ont été installés au niveau des 25 mètres. Mais pour cela il aura fallu la mort d'un travailleur.

Cabirol, l'entreprise qui l'employait, tient à respecter les délais de construction, des frais supplémentaires en journées de travail qui diminueraient ses profits. Et les patrons de Neuves-Maisons tiennent à ce que les échéances soient respectées : ils ont leur plan de restructuration qu'ils ne veulent pas reculer dans le temps, profit oblige.

Les patrons ne sont pas à un mort près. Leurs plans et leur argent ont plus de valeur que la vie d'un ouvrier.

*Correspondant LO*

# LIVRES_LIVRES_LIVR

## ●Les Palestiniens, un peuple

**DE XAVIER BARON**

*Le problème palestinien est à l'ordre du jour de l'actualité. Le livre de Xavier Baron, correspondant de l'AFP à Beyrouth pendant dix ans, apporte à tous ceux qui cherchent à se documenter sur le problème une importante information.*

*Le livre de Xavier Baron n'est pas un livre partisan, et prétend à l'objectivité historique, voulant se borner à retracer les faits. Et, en effet, il retrace l'histoire tragique de la Palestine, depuis le temps où elle était une simple province de l'empire ottoman, jusqu'à la guerre israélo-arabe et à sa division d'aujourd'hui. Retracer cette histoire suffit d'ailleurs pour que le livre, par la foule de renseignements et de détails historiques qu'il rappelle, soit un fort plaidoyer en faveur du peuple palestinien ; il montre les tragédies successives qui ont touché la population palestinienne, victime des sordides calculs des puissances impérialistes, de la politique colonisatrice des sionistes, et aussi de la politique réactionnaire des grands féodaux arabes ; il montre comment la conscience nationale du peuple palestinien s'est forgée dans la lutte contre les différentes injustices qu'il a subies, comment cette conscience nationale n'est rien d'autre que l'expression de ses aspirations à la dignité.*

**Le peuple palestinien, une longue histoire de spoliations et d'injustices.**

*Voilà un livre historique, sans doute parfois ardu, mais bien utile pour tous ceux qui cherchent à s'informer sur le problème palestinien.*

Dominique LEGER

*Les Palestiniens, un peuple* - Editions Le Sycamore - 57 F.

## ●Ville sans pitié

**DE MANFRED GREGOR**

Treize ans après la fin de la dernière guerre, dans une petite ville d'Allemagne, quatre soldats américains violent Karin, une jeune fille de 16 ans. Arrêtés, ils sont traduits devant une cour martiale. C'est ce jugement que raconte **Ville sans pitié,** le roman de Manfred Gregor (l'auteur du **Pont)** que vient de rééditer le Livre de Poche.

Comme c'est le cas la plupart du temps, c'est sur la victime du viol que l'opinion publique a tendance à rejeter la faute. Ici toutefois, la rancœur contre l'ancienne armée d'occupation qui est toujours là à titre d' « alliée », est plus forte que ce préjugé. Le père de Karin veut la tête des quatre G.I. et il impose à sa fille de témoigner personnellement au procès pour qu'il puisse y avoir verdict de mort.

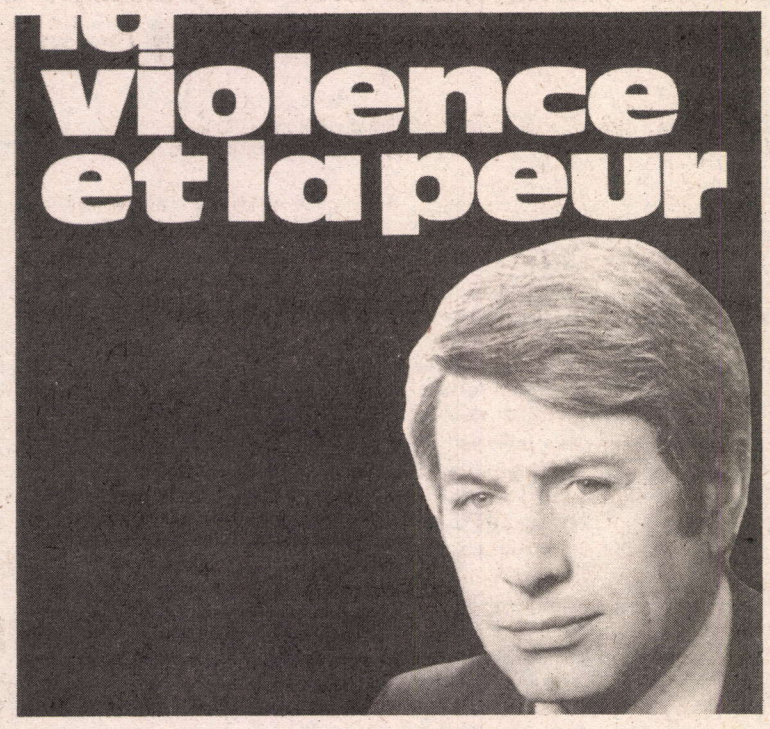
Inversement, le défenseur des soldats met en œuvre les moyens les plus répugnants pour faire craquer Karin et sauver la tête de ses clients. Ce procès devient un véritable viol juridique dont la victime est encore Karin.

Manfred Gregor rend très bien l'atmosphère oppressante où baigne le procès et la curiosité malsaine de la foule. Et il dénonce l'injustice fondamentale, qui fait de la victime une accusée et prétend par des peines de mort ou de prison, dégager la responsabilité d'une société qui méprise les femmes.

**Vincent GELAS**

Ville sans pitié **de Manfred Gregor - Le livre de Poche n° 5041 - 314 p. - 8,50 F.**

## ●Gicquel ne dit pas ce qu'il pense, mais pense-t-il ce qu'il écrit ?




Est-il vraiment étonnant qu'un journaliste de télévision, qui, de surcroît, s'exprime chaque soir en tant que rédacteur en chef au journal télévisé de TF 1, ait éprouvé le besoin d'écrire un livre pour commenter... ses commentaires quotidiens ?

C'est que l'auteur veut nous convaincre qu'il n'est pas ce qu'il paraît. La médaille a son revers. Roger Gicquel qui au soir de l'arrestation de l'assassin du petit Philippe Bertrand avait répété à différentes reprises « *La France a peur* », et reconnaît avoir diffusé des documents qui participaient« *à la peur et à l'esprit de lynchage* » d'une grande partie de l'opinion contre Patrick Henry fait son mea culpa et explique que c'était une erreur. Il plaide contre la peine de mort, déclare que la violence n'est pas plus importante à notre époque qu'elle le fut dans le passé, et que c'est seulement l'existence de « médias », c'est-à-dire de moyens d'information, plus développés qui permettent d'amplifier sa diffusion. Il dénonce le système judicaire et pénitentiaire qui participent à la fabrication des délinquants au lieu de les réadapter. Il condamne les « bavures » policières. Il fustige les partis-pris anti-jeunes et le racisme.

Bref, il combat les préjugés... que l'actuelle télévision contribue à entretenir, ou pour le moins à flatter.

Et il faut dire que si Roger Gicquel ne le fait pas toujours avec une éloquence à toute épreuve, s'il arrive que l'ennui vous surprenne à la lecture de certains passages, on ne peut qu'approuver une grande partie de ce qu'il dit, et suivre sans difficulté les références qu'il y fait à l'actualité récente.

Ce livre ressemble à un récit de confessionnal fait par un pêcheur en quête de repentir... ou à quelqu'un qui sent peut-être le vent tourner. Et Roger Gicquel de s'expliquer :

*« Mieux vaut le journaliste, faillible parce qu'il est homme, mais dont l'instinct d'homme, justement, dont le doute, cette merveilleuse qualité du journaliste, sait s'opposer aux antiréalités qu'on lui présente comme des vérités parfaites. Mieux vaut le journaliste soumis aux pressions — naturelles, humaines elles aussi— de toutes sortes, parce qu'au minimum il y a toujours un moment où il dit « Non », s'arcboute au mur de ses principes, et écrit ce qu'il a à dire ou écrire, ou ne dit pas et n'écrit pas ce qu'on exige de lui, quelles qu'en soient les conséquences pour lui-même ».*

Eh oui, dans une société basée sur l'argent, les journalistes à la Gicquel comme la plupart des intellectuels subissent des pressions qui, matérielles ou pas, les entraînent comme par hasard toujours dans le même sens. Et s'il disait à la télé, ce qu'il écrit dans son livre, pour, à l'inverse, écrire ce qu'il dit sur le petit écran, nous serions autrement étonnés que par la lecture de *La Violence et la Peur.*

*Louis GUILBERT*

La Violence et la Peur *de Roger Gicquel - Editions France-Empire - 29 F.*

## ●Les derniers puritains, pionners d'Amérique

**LETTRES DE THEODORE BOST ET SOPHIE BONJOUR, 1851-1920 PRESENTEES PAR CHARLES-MARC BOST**

Ce livre est formé d'extraits de la correspondance de deux pionniers, Théodore Bost et sa femme Sophie Bonjour, à leur famille demeurée en Europe, dans la deuxième moitié du XIX° siècle.

Théodore vient aux USA en 1851, à l'âge de 17 ans. Il est d'une famille de pasteurs suisses francophones et se répand souvent en considérations morales et religieuses. Il fait tous les métiers, surtout ceux de la terre, et pousse jusqu'en Californie. Il se marie avec une compatriote, par correspondance, après avoir chargé sa famille de lui trouver une femme.

Le fond de la scène est constitué par la lutte contre l'esclavage, la guerre de Sécession, et les guerres indiennes. Bost est violemment anti-esclavagiste, mais il est pour l'expulsion des Indiens, qu'il plaint pourtant bien chrétiennement.

Ces lettres montrent ce qu'était la vie aux USA au XIX° siècle : rudesse, grossièreté et violence des mœurs, misère souvent extrême, exploitation des ouvriers, difficultés commerciales des paysans. Peu réussissent sur la « frontière » et l'on comprend la nostalgie que les héros gardent de leur Suisse natale.

Mais malgré l'intérêt documentaire de bon nombre de passages, ce gros volume est d'une lecture assez fastidieuse, par la place qu'y prennent d'anodines nouvelles familiales et par le puritanisme moralisant qui anime Théodore et Sophie Bost.

*Vincent GELAS*

Les Derniers Puritains, Pionniers d'Amérique, lettres de Théodore Bost et Sophie Bonjour, 1851-1920 *présentées par Charles-Marc Bost - Hachette - 440 p. - 59 F.*

## ●Le sang des Atrides

**DE PIERRE MAGNAN**

Ce roman vient de recevoir le prix du Quai des Orfèvres qui récompense chaque année un roman policier.

On retrouve dans ce livre bien mené quelques-uns des clichés qui font la joie des amateurs. Le principal protagoniste, le commissaire Laviolette, est le type du « bon » policier, pas si idiot qu'il veut bien s'en donner l'air, bon enfant et compréhensif, qui disparaît quelques temps de l'intrigue pour revenir avec la clé de l'énigme et toutes les explications nécessaires.

Le roman est tout le long empli de mystère. L'arme du crime, non conventionnelle, y contribue pour beaucoup. Quant à l'explication finale, elle fait appel à la psychanalyse et à la tragédie grecque.

C'est en voulant mettre son roman au goût du jour que l'auteur réussit le moins bien. Introduire par exemple dans le roman un juge « rouge » auteur d'une « réfutation de Marx à la lumière de l'expérience albanaise », qui n'arrive pas à faire rentrer la réalité dans les schémas de sa pensée, n'ajoute rien, sinon un cliché devenu bien banal, à son ouvrage.

Un roman policier pas très original mais qui se lit bien.

*Jacques FONTENOY*

Les Sang des Atrides - *Fayard Editeur - 9,80 F.*

# FILMS FILMS

## «Barberousse» D'AKIRA KUROSAWA

Le film de Kurosawa se déroule au XIX[e] siècle au Japon.

Un jeune médecin frais émoulu de l'Université de Nagasaki est nommé interne dans le peu réluisant hôpital de Koishikawa, quartier pauvre de Tokyo. D'abord profondément vexé et bien décidé à ne pas accepter sans réagir ce qu'il considère comme une brimade, et donc à obtenir dès que possible sa mutation dans un établissement riche et brillant, le jeune médecin, Yasumoto, va peu à peu s'attacher à son travail et surtout à l'étonnant patron de l'hôpital, un médecin au grand cœur surnommé Barberousse.

L'apprentissage de son métier, pour Yasumoto, c'est surtout la rencontre de la misère qu'il ignorait. Dans l'hôpital, comme dans les bas quartiers de la ville, ceux des taudis et des bordels, qu'il parcourt avec Barberousse en uniforme de l'hôpital, afin que les gens pauvres osent faire appel à lui, Yasumoto observe ou écoute de nombreuses histoires, toutes poignantes, et s'attache à leurs protagonistes. C'est ainsi que se déroulent dans le film une suite de saynètes tragiques ou émouvantes. Partout sont présentes la douleur, physique ou morale, la misère, responsable, comme le docteur Barberousse le rappelle sans cesse de bien des maladies et de bien des comportements humains ou... inhumains.

On s'attache à la succession des histoires de ces femmes et de ces hommes, au point qu'on ne s'aperçoit guère de la durée du film — trois heures. Car Barberousse, ce sont aussi d'étonnament belles images en noir et blanc, des visages d'acteurs émouvants, et souvent un grain d'humour qui ne détonne pas pour autant.

On pourra seulement regretter que, datant de 1965, ce beau film soit seulement distribué maintenant en France.

**Viviane LAFONT**

## «La part du feu»

### D'ETIENNE PERIER

Promotion immobilière, député véreux, ménage à trois, tels sont les ingrédients du film d'Etienne Périer. Bob Hansen, requin de l'immobilier, découvre la liaison qu'entretient sa femme Catherine avec Jacques, un jeune loup aux dents longues dont Bob veut faire son dauphin. Il accepte la situation car pour lui ce sont les affaires qui priment.

Etienne Périer règle ses comptes avec la promotion immobilière et les hommes qui la servent : le portrait qu'il en brosse tout au long de ce film a probablement quelque chose de caricatural, mais l'essentiel de ce qu'il veut dire est dit et bien dit. On apprend combien il est utile d'avoir un député dans sa poche. En lui graissant la patte avec quelques petits millions, on obtient les dérogations qui feront les petits milliards. Si le scandale vient à éclater, c'est l'homme politique qui paiera la casse, pas le promoteur qui a su rester dans l'ombre. Pas l'homme qui est capable de parler « business » deux minutes après avoir vu un de ses ouvriers s'écraser du haut d'une tour de trente étages.

Bien interprété par Michel Piccoli, Claudia Cardinale et Jacques Perrin, un film qui se laisse voir.

**René BLIARD**

## « La vie parisienne »

### DE CHRISTIAN JAQUE

*On pouvait espérer qu'au moins la musique et les chansons de ce film, adapté d'une opérette d'Offenbach, compenseraient l'absence d'histoire. Il n'en est rien. La musique, si sautillante à l'origine, est tellement arrangée (ou plutôt abimée) qu'elle en devient grinçante. Les acteurs chantent faux, et c'est miracle lorsqu'ils réussissent à le faire ensemble.*

*Un tel film pourrait vous dégoûter d'Offenbach, et ce serait dommage.*

J.P.V.

## Communiqué de la MJC-Théâtre des Deux Portes

La Maison des Jeunes et de Culture-Théâtre des Deux Portes nous prie d'annoncer que pour la deuxième année consécutive elle organisera au Cinéma « Rio Avron », à Paris (20°), « 10 jours pour le cinéma français à Paris » au cours desquels projections et débats seront organisés, et au cours desquels les organisateurs souhaitent parvenir à une « confrontation la plus large possible entre les professionnels du cinéma et le public »

L'expression cinématographique — et pas seulement « le cinéma français », à notre avis ! — a en effet besoin d'être défendue.

Les personnes intéressées peuvent prendre contact au 9 rue Monte-Cristo 75020 Paris - Tél : 370-38-24 et 370-42-87.

## 19 films sur le thème de l'incarcération et de l'internement

**Du 11 au 15 janvier, le cinéma Jean-Renoir projette à Paris une série de 19 films consacrés aux prisons, à la répression policière et à l'internement psychiatrique. Ces films parmi lesquels** Luke la main froide, Deux hommes dans la ville, La Spirale, **seront suivis de débats animés notamment par des membres du CAP, du Syndicat de la Magistrature, divers avocats et médecins.**

**Dans ce cadre, sera programmé le film de Jack Barron** Brothers **ou** Les chaînes, **adaptation de la biographie du militant noir-américain George Jackson. Un film à ne pas manquer.**

**On peut se procurer le programme exact de chaque journée au cinéma Jean-Renoir, 43, bd de Clichy, Paris-9°, tél. TRI 40-75.**

## Films récents

**DIABOLO MENTHE, de Diane Kurys.**

Les problèmes de deux jeunes lycéennes dans les années 1960, racontés avec beaucoup de sympathie et de justesse.

Gaumont Richelieu (2°) - Quintette (5°) - Saint-Germain Studio (5°) - 14 Juillet (6°) - Colisée (8°) - St-Lazare-Pasquier (8°) - Français (9°) - Nation (12°) - Fauvette (13°) - Montparnasse Pathé (14°) - Convention (15°) - Clichy Pathé (18°).

**POURQUOI PAS ?, de Coline Serreau.**

Deux hommes et une femme décident de vivre ensemble et de tout partager. Un sympathique plaidoyer pour la tolérance.

UGC Opéra (2°) - Cluny-Ecoles (5°) - Ursulines (5°) - Bonaparte (6°) - Biarritz (8°) - Maxeville (9°).

**NEUF MOIS, de Marta Meszaros.**

L'histoire d'une jeune ouvrière, en Hongrie, qui pose le problème de l'émancipation des femmes.

St-André-des-Arts (6°).

**L'ŒUF DU SERPENT, d'Ingmar Bergman.**

Un tableau de l'Allemagne de 1923 à travers les yeux et l'angoisse d'un Juif américain, trapéziste au chômage. Un film intéressant, malgré une vision très contestable et très intellectuelle de la montée du nazisme en Allemagne.

Impérial (2°) - Gaumont Rive-Gauche (6°) - Hautefeuille (6°) - Colisée (8°) - 14 Juillet (11°) - Convention (15°) - Olympic (14°).

**L'ARGENT DE LA VIEILLE, de Luigi Comencini.**

Une satire sociale traitée de façon humoristique, qui se voit avec beaucoup d'émotion et de plaisir.

Impérial (2°) - St-Germain Huchette (5°) - Elysées Lincoln (8°) - St-Lazare Pasquier (8°) - Monte Carlo (8°) - Athéna (12°) - Olympic (14°).

**LE FOND DE L'AIR EST ROUGE, de Chris Marker.**

Un ensemble intéressant de séquences d'actualité, de films politiques, d'interviews qui vise à retracer les événements marquants des années 1967 à 1977.

Saint-André-des-Arts (6°) - Olympic (14°).

**BRANCALEONE AUX CROISADES, de Mario Monicelli.**

Une farce à l'humour acide qui attaque avec vigueur la cruauté, le fanatisme et l'intolérance.

Odéon (6°) - Biarritz (8°) - Bienvenue (15°) - Marais (4°).

**LA VIE DEVANT SOI, de Moshe Mizrahi.**

Tiré du roman d'Emile Ajar. La solidarité, l'amour entre un jeune Arabe et une vieille Juive dans le quartier cosmopolite de Belleville à Paris

Paramount-Elysées (8°) - Secrétan (19°).

**HARLAN COUNTY USA, de Barbara Kopple.**

L'Amérique des luttes ouvrières et de la misère. La longue grève des mineurs du comté de Harlan de 1973. A ne pas manquer.

Studio St-Séverin (5°).

**UNE JOURNEE PARTICULIERE, d'Ettore Scola.**

Mussolini reçoit Hitler à Rome en grande pompe. Pendant ce temps un homme et une femme en marge des événements se rencontrent... Un excellent film.

Danton (6°) - Marbeuf (8°) - Studio Raspail (14°).

### Parmi les films plus anciens

**HOMMAGE A CHARLIE CHAPLIN :**

Nickel-Ecoles (5°) : **Les temps modernes, La ruée vers l'or, Charlot soldat, Le pèlerin, Le Kid, L'émigrant.**

Action Christine (6°) : **La ruée vers l'or, Les temps modernes, M. Verdoux, Le Kid, Les lumières de la ville.**

# TELE TELE TELE

## Aux Dossiers de l'écran :

# La traite des Noirs... et ses vraies racines

Mardi 10 janvier, les **Dossiers de l'écran** nous présentaient les deux premiers épisodes d'un film réalisé pour la télévision américaine et tiré du roman d'Alex Haley, **Racines.**

Ce roman, un best-seller aux USA, retrace la vie des ancêtres de l'auteur. Celui-ci, remontant sept générations en arrière, arrive dans un village africain à l'époque de la traite des Noirs.

Les deux premiers épisodes du feuilleton télévisé retracent la jeunesse d'un membre du village, puis son enlèvement par les Blancs le lendemain du jour où les cérémonies de l'initiation l'ont fait homme. Enfin les conditions atroces de transport, dans la cale du navire qui vogue vers les USA.

L'histoire est romancée, l'évocation de la vie du village africain ne brille pas par l'exactitude historique. Mais l'essentiel de ce qu'il y avait à faire comprendre y est dépeint de façon poignante : la fierté et le courage des hommes libres d'Afrique, le cynisme mercantile des trafiquants, les conditions inhumaines et avilissantes que l'on impose aux captifs, le désespoir et la volonté de révolte de ces derniers.

Le débat qui a suivi le film ne manquait certes pas d'intérêt puisqu'il réunissait divers universitaires qui connaissaient bien l'histoire de la traite et ont apporté bien des renseignements sur la façon dont celle-ci était organisée, sur le prix auquel étaient achetés les esclaves, sur l'importance de cette traite qui a littéralement dépeuplé l'Afrique puisque près de dix millions de Noirs ont été ainsi arrachés à leur terre entre le 16e et le milieu du 19e siècle.

On peut cependant regretter que l'essentiel du débat ait porté sur la façon dont la traite était organisée en Afrique même, et que ce gigantesque pillage de tout un continent n'ait pas été suffisamment replacé dans le contexte de l'enrichissement de la grande bourgeoisie commerciale de France et d'Angleterre. Rien n'a été dit sur le fait que c'est en partie cette surexploitation de la main-d'œuvre noire qui est à la fois à l'origine du sous-développement de l'Afrique et de la puissance industrielle des pays occidentaux. La responsabilité du capitalisme montant a été plus suggérée que soulignée, et le débat, se cantonnant dans les précisions historiques, n'aidait guère le télespectateur à faire le lien entre les événements de l'époque et les problèmes du monde moderne.

Quant à la suite du feuilleton télévisé, elle sera retransmise les lundis soir à 21 h 35 sur Antenne 2 et elle vaut la peine d'être vue.

**Dominique CHABLIS**

TO BE SOLD on board the Ship *Bance-Island*, on tuesday the 6th of *May* next, at *Ashley-Ferry*; a choice cargo of about 250 fine healthy

NEGROES,

just arrived from the Windward & Rice Coast. —The utmost care has already been taken, and shall be continued, to keep them free from the least danger of being infected with the SMALL-POX, no boat having been on board, and all other communication with people from *Charles-Town* prevented.

*Austin, Laurens, & Appleby.*

*N. B.* Full one Half of the above Negroes have had the SMALL-POX in their own Country.

**Affiche américaine annonçant la vente de « 250 beaux esclaves sains », sur le pont du « Bance-Island », le bateau qui vient de les transporter.**

## Sélection

### Samedi 14 janvier

**FR3** - 20 h 30 - **La belle Hélène,** opéra-bouffe d'Offenbach avec Jane Rhodes, Jacques Martin. L'orchestre Philharmonique de Strasbourg est dirigé par Alain Lombard. Une aimable et fantaisiste parodie d'un épisode de la mythologie grecque. Un spectacle et une musique d'un humour pétillants.

### Dimanche 15 janvier

**FR3** - 18 h 15 - Espace musical : **Concerto pour piano et orchestre n° 4** de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio hollandaise. Soliste, Claudio Arrau.

**ANTENNE 2** - 21 h 40 - **L'opéra sauvage :** Pérou, l'œil du condor.

### Lundi 16 janvier

**TF1** - 20 h 30 - L'avenir du futur. Un film : **Casino Royal,** de John Huston, avec Peter Sellers. Une parodie fort drôle des films de James Bond. Ce film sert d'introduction à un débat intitulé **L'électronique de demain.**

**FR3** - 20 h 30 - Film : **Le Kid de Cincinnati,** de Norman Jewinson, avec Steve McQueen, Edward G. Robinson. Suspense dans une partie de poker.

**ANTENNE 2** - 21 h 35 - Feuilleton : **Racines** (2e épisode). Les Noirs transportés sur le navire négrier vers les Etats-Unis se révoltent. Mais la révolte est matée...

**ANTENNE 2** - 22 h 25 - **L'affiche.** Un bon panorama de l'histoire de l'affiche.

### Mardi 17 janvier

**ANTENNE 2** - 20 h 35 - **Les Dossiers de l'écran : Les Français et les partis politiques.** Cette fois, l'émission n'est pas introduite par un film, mais par un sondage de l'IFOP.

Le débat qui réunira un certain nombre de personnalités politiques, dont Georges Marchais, Robert Fabre, Claude Estier, Yves Guéna, Jean-Pierre Soisson, ne portera pas, nous dit-on, sur les divergences politiques qui opposent les différentes formations. Les réalisateurs de l'émission déclarent se refuser à jouer le jeu de l'électoralisme en programmant cette émission. Mais peut-on éviter d'y jouer en mettant face à face des politiciens professionnels ?

**FR3** - 20 h 30 - Hommage à Howard Hawks : **Rio Bravo,** avec John Wayne. Un western classique avec les personnages et les situations habituels.

### Jeudi 19 janvier

**TF1** - 20 h 30 - **Spécial Evénement** reçoit Michel Poniatowski. L'ex-ministre de l'Intérieur de Giscard ne manque pas d'amis à la télévision. On le voit beaucoup — trop — ces derniers temps.

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Film : **Chantons sous la pluie,** de Stanley Donen, avec Gene Kelly. L'une des plus célèbres comédies musicales américaines.

**FR3** - 20 h 30 - Hommage à Charlie Chaplin. **M. Verdoux.** Une version de l'histoire de Landru.

### Vendredi 20 janvier

**ANTENNE 2** - 21 h 35 - Apostrophes : **C'est fantastique.** Quelques auteurs de livres qui se veulent fantastiques.

**FR3** - 20 h 30 - **La qualité de l'avenir n° 3 :** la qualité de la ville. Quelles sont les problèmes posés par la création des villes nouvelles ?

**FR3** - 21 h 30 - **Les guerriers du soleil :** l'aigle qui tombe. La chute de l'empire aztèque et la victoire des Conquistadors qui vont mettre le pays à feu et à sang.

**ANTENNE 2** - 22 h 50 - Ciné-club : **Les filles à papa,** de Moshe Mizrahi. Le réalisateur israélien, qui vient de mettre en scène **La vie devant soi,** avait réalisé cette aimable comédie de mœurs en 1974, qui montre un patriarche israélien cherchant désespérément à avoir un fils alors qu'il n'a que des filles.

### Samedi 21 janvier

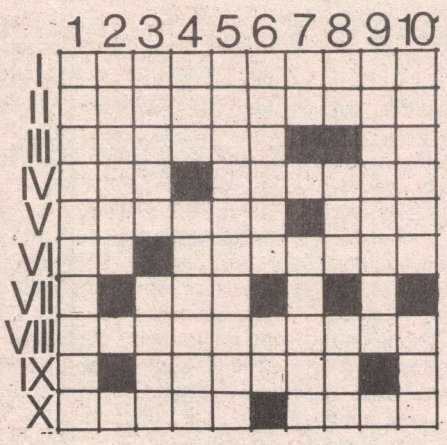
**FR3** - 20 h 30 - Opéra : **Don Carlo,** de Verdi, à la Scala de Milan.

### Dimanche 22 janvier

**TF1** - 20 h 30 - Film : **Le bon et les méchants,** de Claude Lelouch.

**ANTENNE 2** - 21 h 40 - **L'opéra sauvage : l'Irlande.**

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT :**

I. Au fronton des mairies. — II. Fait avancer les hommes mais pas les planètes. — III. Secoués - Note. — IV. Général en particulier - Se consomme en pied ou en branche. — V. Termine une guerre et prépare la suivante - Difficile d'en sortir. — VI. En plein vide - Sanctuaire. — VII. Préposition. — VII. Utilisées en confiseries. — IX. Corps chimique. — X. Ne se croisent plus guère - Les clochards n'en n'ont pas.

**VERTICALEMENT :**

1. Partagé. — 2. Ouverture d'un conduit. — 3. Informa - Experte en sauts. — 4. De bonne heure - Comme une bande dessinée. — 5. Consultés périodiquement. — 6. Fines mouches - Lettre grecque. — 7. Au début et à la fin de la nuit - Ce Charles était empereur. — 8. Chiffre romain - Doit être contrôlé - Nouveau. — 9. Religieuse. — 10. Essence philosophique - Grosse bête.

**SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | E | S | P | A | C | E | M | E | N | T |
| II | S | E | R | R | U | R | E | R | I | E |
| III | C | R | I | S | P | A | T | I | O | N |
| IV | A | R | E | ■ | I | ■ | I | E | N | A |
| V | M | E | ■ | A | D | O | S | ■ | S | I |
| VI | O | F | F | R | I | R | ■ | J | ■ | L |
| VII | T | R | U | S | T | ■ | R | E | A | L |
| VIII | A | E | R | E | E | ■ | H | U | M | E |
| IX | G | I | E | N | ■ | D | U | N | E | ■ |
| X | E | N | T | E | T | E | M | E | N | T |
| XI | S | S | E | ■ | A | S | ■ | S | E | T |

# Afrique : le colonialisme français n'est pas mort

## Côte d'Ivoire

# Giscard commis-voyageur du pillage impérialiste

En Côte-d'Ivoire pendant cinq jours, Giscard d'Estaing n'a pas tari d'éloges sur la politique de Houphouët-Boigny et ses succès économiques.

L'industrie de la Côte-d'Ivoire est en effet un peu plus développée que dans le restant de l'Afrique mais ce développement s'est fait sur le dos des Ivoiriens. Et ceux-ci sont bien les derniers à en avoir profité. Ceux qui ont profité de ce prétendu « miracle économique » ce sont les entreprises Renault, Nestlé, Bata... qui sont installées en Côte-d'Ivoire et qui réalisent de copieux bénéfices en exploitant une main-d'œuvre qu'ils sous-payent.

En janvier 1977, le salaire minimum d'un travailleur était officiellement de 509 CFA par jour, soit 10,18 F. En réalité, les salaires tombent souvent bien plus bas.

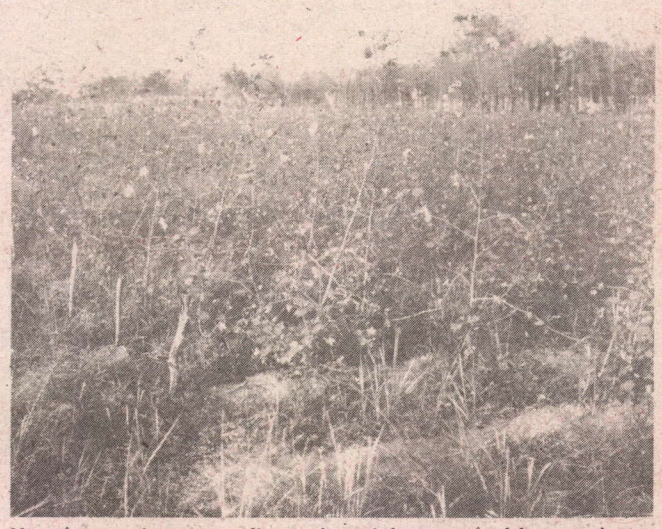
Ceyrac déclarait, en novembre dernier : « La Côte-d'Ivoire est un pays auquel nous sommes profondément attachés. Il est en train de montrer au monde que le plus court chemin vers le décollage économique est et a toujours été et demeure la voie du libéralisme.

Ce « libéralisme » dont parle le patron des patrons s'est traduit pour la Côte-d'Ivoire par un pillage de ses richesses. En dix ans, elle a perdu les trois quarts de sa forêt du fait d'une exploitation effrénée pour l'exportation de bois. Pour la population, le « libéralisme » a signifié aussi une chute de la production du riz et son rationnement au printemps dernier accompagné d'une hausse des prix importante, car la culture du riz a été supplantée par d'autres productions moins utiles à la population, mais plus rentables à l'exportation. Le pays connaît aussi une mortalité infantile parmi les plus élevées du monde : 150 pour mille.

Certes, après cela, Giscard peut bien déclarer dans une interview qu'il se félicite de « la réussite de la coopération entre les deux pays ». Que 40 % de l'industrie et 50 % du commerce ivoirien soient contrôlés par des capitaux français montre effectivement que cette coopération à sens unique a été fructueuse pour l'impérialisme français.

Joëlle GERARD

Giscard et Houphouët-Boigny : comment faire fructifier les capitaux français.



Un champ de coton, l'une des richesses ivoiriennes largement exploitée par l'impérialisme.

## Sénégal

# Les droits démocratiques : 3 fois rien

Le Rassemblement National Démocratique qui avait introduit un recours auprès de la Cour suprême du Sénégal sur sa non-reconnaissance, vient d'être débouté. Ce parti qui n'a pourtant rien de révolutionnaire continuera donc à être illégal.

Oh certes, le président Senghor, cet ami de Mitterrand dont le parti appartient à l'Internationale socialiste, se vante d'avoir instauré dans son pays le seul régime parlementaire et démocratique existant en Afrique ; mais il n'a quand même pas été jusqu'à autoriser tous les partis.

Après avoir pendant des années interdit les formations d'opposition, il a décidé, en 1976, d'adopter une constitution mais en prenant bien soin de préciser qu'il ne pourrait jamais y avoir plus de trois partis et que chacun de ces partis devrait obligatoirement se réclamer d'une idéologie différente et choisie entre : le « socialisme démocratique », le « libéralisme économique » et le « marxisme léninisme ». Le parti de Senghor prit la première étiquette, le Parti Démocratique Sénégalais prit la seconde mais, ne se sentant pas communiste, le RDN refusa de prendre la troisième qui fut d'ailleurs adoptée finalement par un quatrième parti. Il n'y avait donc plus de place pour le RDN. Pas plus que pour de nombreux autres partis qui sont également interdits.

Le système parlementaire n'a jamais donné le pouvoir à la population mais au Sénégal c'est encore plus visible qu'ailleurs. A un point tel d'ailleurs que, malgré les pressions gouvernementales, peu d'électeurs ont jugé utile de se faire inscrire sur les listes électorales. Dans l'agglomération de Pikine Guedia-Waye (près de Dakar), où vivent 500 000 habitants, seuls 50 000 personnes se sont inscrites sur les listes. Et le gouvernement est contraint d'inciter la population à aller voter en expliquant que si aucun des trois partis ne plaît, il est possible de voter blanc.

Il n'empêche que l'allure un peu parlementaire que Senghor a donnée à son régime depuis quelques années fait pâmer d'admiration les laudateurs de l'Afrique francophone. Cela ne fait pourtant que souligner l'absence totale de démocratie qui peut régner dans les autres Etats africains issus de l'ancien empire colonial français.

Et même au Sénégal, sous le régime très autoritaire où les libertés manquent, la démocratisation est pour le moins limitée.

Car là aussi le mécontentement de la population, confrontée à des conditions d'existence de plus en plus difficiles, grandit.

Le Sénégal est, selon la banque mondiale, parmi les dix pays dont le produit national brut diminue et cela se traduit par une famine qui touche de plus en plus durement les paysans, par la misère qui frappe toutes les catégories de la population. Et celle-ci n'accepte pas cela sans réagir. De multiples grèves ont éclaté dans des entreprises de Dakar cette année. En mai, les cheminots se sont mis en grève et le gouvernement a dû aller chercher des mécaniciens au Mali avec la protection de l'armée. Dans les villages, la forte augmentation du prix des engrais s'est heurtée à la résistance des paysans qui ont refusé d'acheter ceux qu'ils avaient commandés. Si l'on ajoute à cela que la grève des étudiants de la faculté des sciences s'est étendue à l'ensemble des universités ainsi qu'à certains établissements d'enseignement secondaire, on a une idée du mécontentement qui règne dans toutes les couches de la population.

*Joëlle GERARD*

# Quand l'Algérie se défend, l'impérialisme français crie à l'ingratitude

L'Etat algérien vient de décider de dissoudre les sociétés d'import-export et de prendre le monopole du commerce extérieur.

Faisant suite à diverses mesures et en particulier une circulaire publiée il y a quelques jours demandant aux sociétés nationales algériennes de ne plus acheter français, cela signifie que les principaux exportateurs français vers l'Algérie, les trusts pharmaceutiques, sidérurgiques et Renault vont devoir réduire leurs exportations.

La presse n'a pas manqué d'y voir des mesures de rétorsion de la part du gouvernement algérien, en réponse à la politique du gouvernement français au Sahara occidental.

Mais le problème de l'Algérie est tout autre, et bien antérieur. En fait, les échanges entre l'impérialisme français et l'Algérie sont inégaux et de plus en plus le déséquilibre grandit entre ce que la France achète à l'Algérie et ce qu'elle lui vend.

L'impérialisme français qui a pillé l'Algérie pendant plus d'un siècle de colonisation, continue depuis l'indépendance algérienne à la piller d'une façon moins directe, peut-être, mais pas moins efficace.

En 1976, la France a vendu pour sept milliards de francs à l'Algérie, alors qu'elle ne lui a acheté que pour 3,3 milliards de francs de marchandises. Pour 1977, c'est 4,4 milliards de francs de déficit pour l'Algérie. Tel est le bilan de ses échanges avec la France : un déficit supérieur aux achats français.

Voilà plusieurs années que le gouvernement français a considérablement réduit ses achats de pétrole à l'Algérie, ceux-ci étant maintenant quatre fois inférieurs à ce qu'ils étaient en 1972. Et tout en ayant aggravé le déficit algérien, il refuse maintenant d'accorder des facilités de crédits à l'Algérie.

Aujourd'hui, le gouvernement algérien se défend comme il peut. Il recherche chez d'autres des facilités de crédit, que la France ne lui accorde pas et tente d'obtenir en Italie, en Allemagne ou en Amérique, des contrats un peu plus intéressants, ou un tout petit peu moins spoliateurs pour l'Algérie. Et il n'en faut pas plus pour qu'une partie de la presse française condamne ces « mesures de rétorsion », cherchant une fois de plus à développer les sentiments anti-algériens. Le but, une fois de plus, c'est de tenter de justifier aux yeux de l'opinion publique, la politique colonialiste des gouvernants français en Afrique.

Si politique de rétorsion il y a, c'est plutôt celle du gouvernement français, dont les manœuvres guerrières en Afrique sont autant de tentatives pour impressionner ceux qui cherchent à secouer, si peu que ce soit, le joug impérialiste.

**Gaston DEVAU**